

Direction des Statistiques d'Entreprises

E 2015/05

Les services marchands en 2014
Rapport sur les comptes

Document de travail



Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

*Série des documents de travail
de la Direction des Statistiques d'Entreprises*

E 2015/05

Les services marchands

en 2014

Rapport sur les comptes

*Ce rapport est présenté à la Commission Nationale des Services (CNS)-
Section commission des comptes des services (CCS) du 7 juillet 2015.*

*Il a été réalisé par la division « Services » sous la direction de Paul Franceschi,
et coordonné par Thierry Méot*

Juillet 2015

Les services marchands en 2014

Rapport sur les comptes

Résumé

Les services marchands en 2014 : la croissance reste faible

En 2014, les services marchands non financiers représentent 33 % de la valeur ajoutée de l'économie française. Leur valeur ajoutée croît de 0,6 % en volume, après + 0,7 % en 2013 et + 0,9 % en 2012. La demande des entreprises et des administrations s'affermi, particulièrement pour l'investissement (+ 0,5 %, après - 0,5 % en 2013), notamment en services informatiques. La branche des télécommunications reste la plus dynamique (+ 3,9 %). En revanche, la croissance de la consommation des ménages en services ralentit (+ 0,7 % en volume, après + 0,9 % en 2013). Ainsi, les activités liées à la culture et aux loisirs restent à la peine. L'emploi progresse légèrement (+ 0,4 %), avec un gain de 52 000 postes en équivalent temps plein. Le déficit des échanges extérieurs se creuse.

Market services in 2014

Report for market services accounts committee

Abstract

Market services in 2014 : growth remains weak

In 2014, non financial market services represent 33 % of the value added of french economy. The volume of their value added increases by 0.6%, after + 0.7% in 2013 and + 0.9% in 2012. Demand from businesses and administrations strengthen, particularly for investment (+ 0.5 %, after - 0.5 % in 2013), especially investment in computer service activities. Telecommunications activities stay the more dynamics (+ 3.9%). By contrast, the growth of household consumption slows down (+ 0.7%, after + 0.9% in 2013). So, leisure and cultural activities still suffer. Employment slightly increases (0.4%), with a gain of 52 000 jobs in full-time equivalent. Market services foreign trade deficit widens.

AVERTISSEMENT

La comptabilité nationale permet de situer la place d'une activité dans l'ensemble de l'économie. Elle utilise à cette fin le concept de branche d'activité.

Le concept de **branche d'activité** regroupe des entreprises et des parties d'entreprises qui produisent la même catégorie de biens ou de prestations. Fondé sur l'appareil productif lui-même, le découpage en branche est relativement stable dans le temps.

A contrario, l'approche en termes de **secteur d'activité** regroupe les entreprises selon leur activité principale. Aisée sur le plan statistique (puisque l'on classe toute l'entreprise en bloc dans son activité principale), cette approche peut se révéler instable puisque une faible variation d'activité peut faire changer une entreprise d'activité « principale » d'une année sur l'autre.

Ce rapport sur les comptes des services réalisé pour la Commission est centré sur **l'approche branche**, pour laquelle le concept de production est proche de celui de chiffre d'affaires : il comprend les ventes de services, mais aussi la production pour compte propre (par exemple les logiciels développés pour compte propre). En revanche, il ne comprend pas les ventes de marchandises éventuellement associées à l'activité (ex : produits de coiffage). La production est estimée en volume, c'est-à-dire une fois retiré l'effet de la hausse des prix. Par cette approche, il est possible de faire le lien entre la production et la demande de produits (consommations intermédiaires, consommations finales, investissements, exportations).

La demande de consommation finale est définie ici comme la somme de la dépense de consommation des ménages et des consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des Administrations.

Les statistiques de production et de demande des activités de services sont présentées et commentées au niveau le plus fin de la nomenclature utilisée par la comptabilité nationale. **62 branches d'activité** dans les services marchands, correspondant à des regroupements de sous-classes de NAF 732 de 2008 (NAF rév2), sont détaillées (cf. tableau sur les nomenclatures page). Les données sont présentées en valeur de l'année courante, avec les évolutions annuelles en volume et en prix. Elles sont calculées hors toute TVA.

Les données de branche sont calculées à partir des équilibres ressources-emplois élaborés au niveau le plus détaillé des comptes nationaux (62 branches) puis agrégés. Les évolutions ainsi déterminées pour les grandes branches (niveau A38 de la NAF rév2) sont très légèrement différentes de celles calculées directement par voie économétrique à un niveau agrégé et retenues pour la version provisoire des comptes nationaux sur 2012.

Les données présentées dans ce rapport concernent la partie marchande des services. **Pour l'année 2014, les résultats sont extraits du compte provisoire.** Ceux portant sur l'année 2013 proviennent du compte semi-définitif ; pour l'année 2012 et les années antérieures, les chiffres sont tirés des comptes définitifs (cf. annexe).

La rédaction de ce volume a été coordonnée par Thierry Méot (Insee).

Ce rapport a été établi à l'Insee sous la direction de Paul Franceschi, par Zoubir Bouziani, Katell Landru, Aurélien Lavergne, Sonia Ngaha, Éric Rakedjian et Philippe Varrambier, de la Division « Services » de l'Insee.

LES SERVICES MARCHANDS EN 2014

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE :	
Synthèse : l'année 2014	5
« La croissance reste faible »	7
DEUXIÈME PARTIE :	
L'activité et les prix par branche détaillée : l'année 2014	19
Hébergement et restauration (section I) :	
« 2014 : moindre baisse dans les hôtels et restaurants »	21
Edition, audiovisuel et diffusion (section JA) :	
« Morne année 2014 pour les activités d'édition, audiovisuel et diffusion »	29
Télécommunications (section JB) :	
« Les services de télécommunications ralentissent en 2014 »	39
Activités informatiques et services d'information (section JC) :	
« Rebond en 2014 dans les services informatiques »	43
Activités immobilières (section L) :	
« La croissance se tasse légèrement dans l'immobilier en 2014 »	51
Activités juridiques, comptables, de gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques ^(*) (section MA) :	
« L'activité des sièges sociaux tire de nouveau la branche »	59
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques (section MC) :	
« 2014 : année du rebond pour le marché publicitaire ? »	69
Activités de services administratifs et de soutien (section N) :	
« En 2014, les services administratifs et de soutien renouent avec la croissance »	77
Arts, spectacles et activités récréatives (section R) :	
« En 2014, la consommation des activités culturelles et de loisir progresse »	91
Autres activités de services (section S) :	
« Retour de la morosité dans les Autres services personnels »	99
Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique ^(**) (section T)	
« Les activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique sont toujours à la peine en 2014 »	107
ANNEXE : Principales révisions sur les comptes des services 2012 et 2013	111
Nomenclatures.....	113

^(*) Les tableaux incluent des données sur l'activité de Recherche et développement qui fait partie des services marchands. Ces données ne sont pas commentées en raison de l'incertitude affectant l'estimation de l'activité en branche de la R&D à partir d'indicateurs de chiffres d'affaires sectoriels pour le compte provisoire.

^(**) Cette section ne fait pas partie du champ de la Commission des comptes des services.

PREMIÈRE PARTIE

SYNTHÈSE : l'année 2014

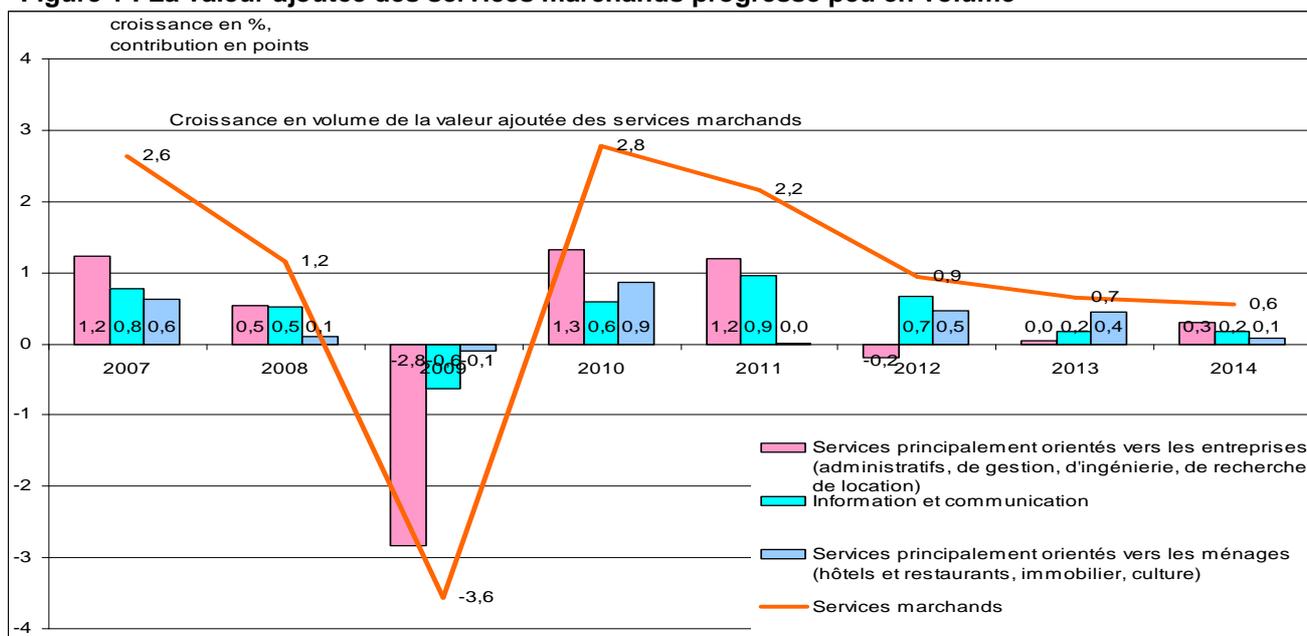
Les services marchands en 2014 La croissance reste faible

En 2014, les services marchands non financiers représentent 33 % de la valeur ajoutée de l'économie française. Leur valeur ajoutée croît de 0,6 % en volume, après + 0,7 % en 2013 et + 0,9 % en 2012. La demande des entreprises et des administrations s'affermi, particulièrement pour l'investissement (+ 0,5 %, après - 0,5 % en 2013), notamment en services informatiques. La branche des télécommunications reste la plus dynamique (+ 3,9 %). En revanche, la croissance de la consommation des ménages en services ralentit (+ 0,7 % en volume, après + 0,9 % en 2013). Ainsi, les activités liées à la culture et aux loisirs restent à la peine. L'emploi progresse légèrement (+ 0,4 %), avec un gain de 52 000 postes en équivalent temps plein. Le déficit des échanges extérieurs se creuse.

En 2014, la croissance de l'économie française reste faible : le produit intérieur brut progresse de 0,2 % en volume (*définitions*), après + 0,7 % en 2013. L'emploi total augmente de 0,3 %. Les dépenses de consommation des ménages continuent de croître en volume (+ 0,6 %, après + 0,4 % en 2013), essentiellement au bénéfice des achats d'automobiles et de biens d'équipement. En revanche, le recul de l'investissement s'accroît (- 1,2 % après - 0,6 % en 2013). Les importations progressent à un rythme plus soutenu que les exportations.

Dans ce contexte, selon les résultats des comptes provisoires (*sources*), la croissance de la valeur ajoutée des services marchands non financiers (*définitions*) se poursuit en 2014, mais à un rythme encore ralenti : + 0,6 % en volume, après + 0,7 % en 2013 (*figure 1*). Néanmoins, l'activité des services reste plus favorable que celle de l'industrie, dont la valeur ajoutée baisse de 0,9 %.

Figure 1 : La valeur ajoutée des services marchands progresse peu en volume



Lecture : en 2014, la valeur ajoutée des services marchands croît faiblement en volume (+ 0,6 %) ; les services principalement orientés vers les entreprises (administratifs, de gestion, d'ingénierie, de recherche, de location) contribuent pour moitié (0,3 point) à cette croissance.

Source : Insee, comptes des services, base 2010.

Figure 2 : La croissance des services aux entreprises retrouve un peu de tonus

	évolution en volume en %					
	2009	2010	2011	2012	2013*	2014*
Branches (part dans la valeur ajoutée)						
Ensemble des services marchands (100 %)	-3,6	2,8	2,2	0,9	0,7	0,6
Services principalement orientés vers les entreprises (35 %)	-8,1	3,9	3,4	-0,5	0,1	0,9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques marchandes (19 %)	-4,3	5,1	3,7	2,2	1,0	1,3
Activités de services administratifs et de soutien (16 %)	-12,3	2,4	3,1	-3,8	-1,0	0,4
Information et communication (15 %)	-4,2	3,8	6,2	4,4	1,1	1,2
Services principalement orientés vers les ménages (50 %)	-0,2	1,7	0,0	0,9	0,9	0,2
Activités immobilières (38 %)	0,8	1,6	-0,6	1,5	1,3	1,0
Hébergement et restauration (8 %)	-2,1	3,6	5,3	-0,4	-0,7	-2,5
Arts, spectacles et activités récréatives marchands (1 %)	-5,2	-1,2	-2,7	-8,7	0,9	-6,4
Autres activités de services marchandes (3 %)	-6,2	-1,4	-5,7	1,3	0,0	-0,1
<i>Pour mémoire : produit intérieur brut</i>	-2,9	2,0	2,1	0,2	0,7	0,2

* Données provisoires.

Lecture : en 2014, la valeur ajoutée des services principalement orientés vers les entreprises (35 % de la valeur ajoutée des services marchands) renoue avec la croissance (+ 0,9 % en volume, après + 0,1 % en 2013 et - 0,5 % en 2012).

Source : Insee, *comptes des services*, base 2010.

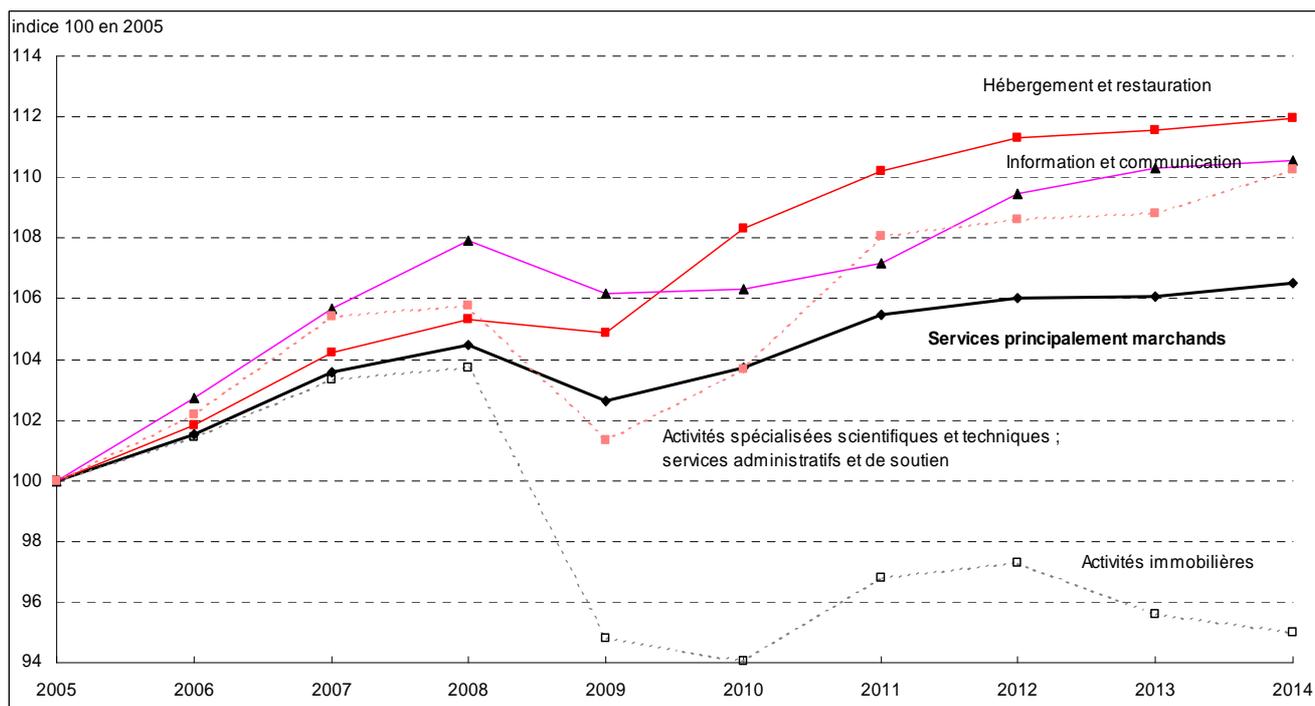
En 2014, la valeur ajoutée des services principalement orientés vers les entreprises rebondit (+ 0,9 %, après + 0,1 % ; *figure 2*) : les activités scientifiques et techniques accélèrent et les services administratifs et de soutien retrouvent une évolution positive. La croissance des services d'information et de communication se consolide (+ 1,2 %, après + 1,1 %). En effet, la reprise des activités informatiques compense la décélération des télécommunications et le nouveau recul de l'édition. Enfin, les services principalement orientés vers les ménages freinent nettement (+ 0,2 %, après + 0,9 %), en raison du ralentissement des activités immobilières et du repli des autres activités.

L'emploi augmente dans les activités spécialisées et les services de soutien

En 2014, les services principalement marchands (*définitions*) gagnent 52 000 emplois (mesurés en équivalent temps plein), soit une hausse de 0,4 % après une quasi-stagnation en 2013 (*figure 3*). Dans les autres branches (*définitions*) de l'économie, l'emploi augmente aussi, mais à un rythme moindre (+ 0,2 %, soit 21 000 postes).

Avec 48 000 emplois supplémentaires (+ 1,3 %), les activités spécialisées, scientifiques et techniques et les services administratifs et de soutien engrangent les neuf dixièmes des gains. En particulier, l'emploi intérimaire – comptabilisé en totalité dans les activités de soutien, indépendamment du secteur d'exercice des missions – augmente à nouveau en 2014 (+ 1,8 %, soit 9 000 emplois en équivalent temps plein). Dans les activités d'information et de communication, l'emploi s'accroît à un rythme ralenti : + 0,2 %, après + 0,8 % en 2013. Il est en légère progression dans l'hébergement et la restauration (+ 0,4 %, après + 0,2 % en 2013). En revanche, les activités immobilières, avec une nouvelle perte d'emplois (- 0,6 %, après - 1,8 % en 2013), restent mal orientées.

Figure 3 : L'emploi augmente légèrement



Lecture : en 2014, l'emploi intérieur total en nombre d'équivalents temps plein a progressé de 6,5 % dans les services principalement marchands par rapport à 2005.

Source : Insee, comptes des services, base 2010.

En 2014, la demande des entreprises en services se redresse

En 2014, la demande intérieure en services marchands progresse de 1,2 % en volume, après + 1,0 % en 2013 (figure 4). La croissance des consommations intermédiaires des entreprises s'affermite et leurs dépenses d'investissement repartent à la hausse alors que la consommation des ménages ralentit légèrement.

Figure 4 : L'offre et la demande de services marchands

valeur en milliards d'euros - volume : taux de croissance en volume (en %) - prix : taux de croissance du prix (en %)

	2010	2011		2012		2013*		2014*		
	Valeur	Volume	Prix	Volume	Prix	Volume	Prix	Volume	Prix	Valeur
Production de services**	1 023,8	2,8	0,8	1,2	0,8	0,6	0,0	1,0	0,0	1 099,7
Importations	53,6	10,2	1,0	12,9	0,1	12,3	-0,4	8,0	0,1	81,7
Demande intérieure, dont :	1 038,1	2,6	0,9	1,3	0,8	1,0	0,0	1,2	0,1	1 121,2
consommations intermédiaires	539,6	3,2	0,9	1,2	1,1	1,3	-0,3	1,6	-0,3	588,9
consommation finale	383,3	0,8	0,6	0,8	0,5	0,9	0,3	0,7	0,5	403,3
investissement	119,3	4,4	1,5	3,8	0,4	-0,5	0,4	0,5	0,2	132,6
Exportations	54,0	15,9	0,6	8,8	0,0	5,5	-0,3	5,9	0,3	76,4

* Données provisoires.

** Il s'agit de la production du « produit » Services marchands (définitions) et non de celle de la branche Services marchands, contrairement à la figure 5.

Lecture : en 2014, la production de services progresse de 1,0 % en volume, avec des prix stables (+ 0,0 %).

Source : Insee, comptes des services, base 2010.

Les achats intermédiaires des entreprises et des administrations constituent le principal débouché des services marchands. En 2014, ils augmentent de 1,6 % en volume, après + 1,3 % en 2013. Les activités spécialisées, scientifiques et techniques constituent le premier poste de ces achats intermédiaires (36 %),

puis viennent les services administratifs et de soutien (28 %) et les services d'information et de communication (15 %). La croissance des consommations intermédiaires en services spécialisés, scientifiques et techniques ralentit en 2014 (+ 2,0 % en volume, après + 2,4 % en 2013), du fait notamment d'un tassement des dépenses de services juridiques et comptables et d'une réduction de moitié du rythme de croissance des achats de publicité. La demande de services administratifs et de soutien retrouve un peu de vigueur (+ 1,2 %, après + 0,6 % en 2013), en particulier avec le retour à la croissance de l'intérim. La progression des achats de services d'information et de communication est soutenue (+ 3,2 %, après + 2,1 % en 2013), aussi bien pour les services informatiques que de télécommunications.

Cependant, en 2014, c'est pour l'investissement en services des entreprises que l'inflexion est la plus marquée : il progresse de 1,3 % en volume, alors qu'il était resté au point mort en 2013. Le regain est net pour l'investissement en logiciels et base de données (+ 1,7 %, après - 0,5 % en 2013). De leur côté, les investissements en recherche-développement continuent de croître modérément (+ 0,9 %, après + 0,8 % en 2013).

La hausse de la consommation des ménages se réduit.

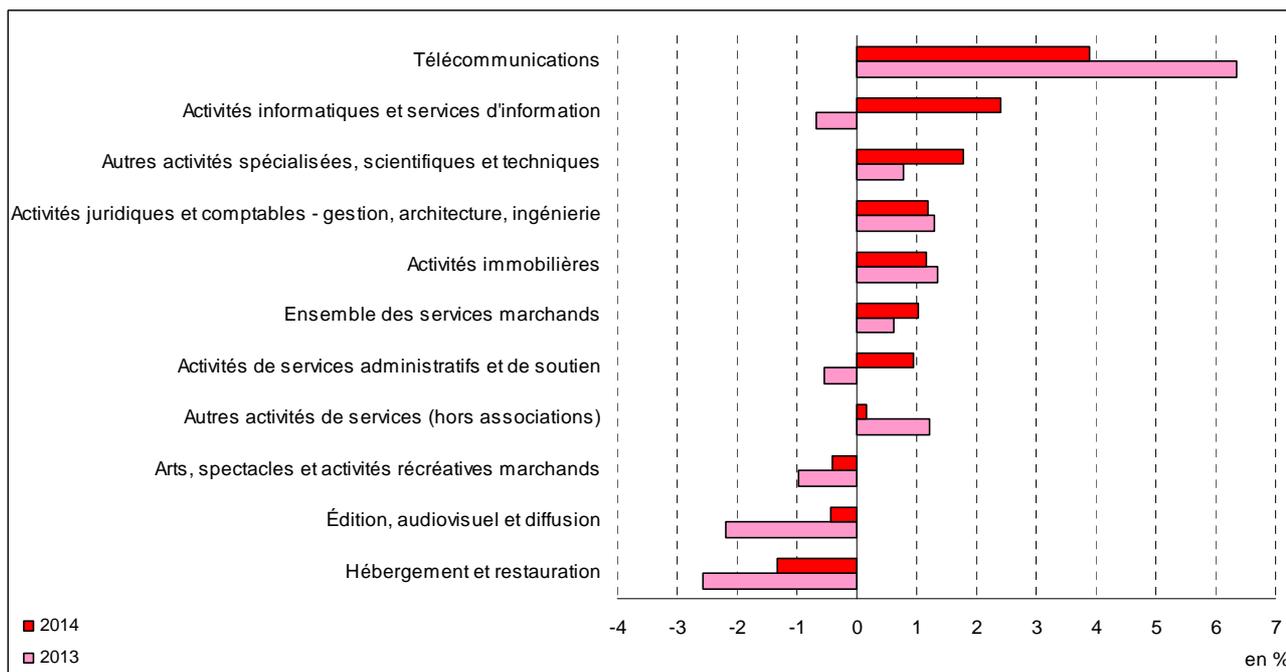
En 2014, la consommation des ménages en services ralentit légèrement (+ 0,7 % en volume, après + 0,9 %). Les loyers, qui en représentent 57 %, évoluent à un rythme légèrement inférieur à celui de 2013 (+ 0,9 % en volume, après + 1,2 % en 2013). Hors loyers, la consommation de services en 2014 est un peu déprimée (- 0,1 %, après + 0,4 %). Pour la troisième année consécutive, les dépenses de restauration et d'hôtellerie sont en baisse (- 0,9 % après - 1,3 %). Les dépenses en information et communication stagnent (- 0,1 %, après + 3,6 %) : la consommation en services de télécommunications freine sévèrement (+ 2,2 % après + 10 %), sous l'effet du ralentissement de la baisse des prix ; les dépenses d'édition sont toujours en recul, en particulier pour la presse. La consommation de services personnels (blanchisserie, coiffure, etc.) diminue de nouveau (- 0,8 % après - 0,3 %). En revanche, la location d'automobiles et d'équipements est un des rares services à conserver la faveur des ménages (+ 1,5 % après + 0,7 %).

La production des services marchands accélère

En 2014, la production (*définitions*) des services marchands s'accroît de 1,0 % en volume, après + 0,6 % en 2013 (*figure 5*), dans un contexte de stabilité des prix pour la seconde année consécutive. Les services de télécommunications restent les plus dynamiques (+ 3,9 %), car l'augmentation toujours soutenue de la consommation des entreprises pèse plus fortement que la contraction de celle des ménages. Néanmoins, le retournement de l'activité des services informatiques et d'information (+ 2,4 %, après - 0,7 %) et celui des services administratifs et de soutien (+ 1,0 %, après - 0,5 % en 2013) contribuent tout autant à la croissance de la production des services marchands en 2014.

Parmi les services principalement orientés vers les ménages, la production des arts, spectacles et activités récréatives marchands reste sur une tendance baissière (- 0,4 % après - 1,0 % en 2013). Celle qui concerne l'hébergement et la restauration continue aussi de diminuer, mais à un rythme deux fois moindre (- 1,3 % après - 2,6 % en 2013), en dépit de l'effet négatif sur la demande du relèvement à 10 % de la TVA à taux réduit dans la restauration rapide.

Figure 5 : Les télécommunications restent dynamiques



Lecture : les branches d'activité sont classées par taux d'évolution de la production en volume décroissant en 2014 ; la production de la branche « Télécommunications » reste la plus dynamique, mais son taux d'évolution est plus faible en 2014 (+ 3,9 %) qu'en 2013 (+ 6,4 %).

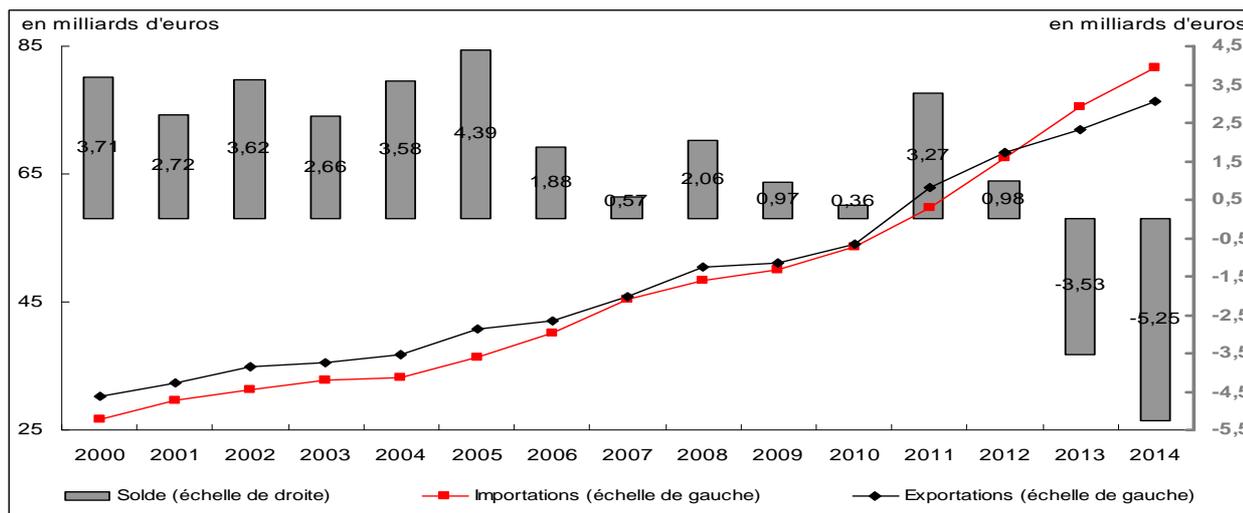
Source : Insee, *comptes des services, base 2010*.

Le déficit des échanges extérieurs se creuse

En 2014, les exportations de services progressent moins vite (+ 6,2 % en valeur) que les importations (+ 8,1 %) et le déficit du commerce extérieur s'alourdit à – 5,3 milliards d'euros (contre - 3,5 milliards en 2013 ; *figure 6*). La dégradation du solde affecte surtout les arts, spectacles et activités récréatives, les activités d'ingénierie et les télécommunications. En revanche, le déficit se réduit légèrement pour la production de films cinématographiques et de programmes de télévision.

Depuis la seconde moitié des années 1990, avec l'explosion des réseaux de communication et l'internationalisation de l'économie française, les échanges extérieurs de services marchands non financiers se sont beaucoup développés. En effet, les activités de services (productions audiovisuelles, services informatiques, activités comptables et de gestion, recherche-développement, brevets et licences, ...) peuvent s'échanger soit sur le marché mondial, soit entre filiales du même groupe localisées dans des pays différents. Les échanges sont restés excédentaires tout au long des années 2000 et ne sont déficitaires que depuis 2013.

Figure 6 : Le déficit des échanges extérieurs se creuse



Lecture : en 2014, les exportations de services s'élèvent à 76,4 milliards d'euros et le solde des échanges extérieurs atteint - 5,3 milliards d'euros.

Source : Insee, comptes des services, base 2010.

Sources

En 2014, les comptes nationaux sont passés en base 2010 : le système européen de comptes (SEC) 2010 s'est substitué au SEC 1995. Pour les années 2014 et 2013, les résultats sont provisoires. Les résultats présentés ici sont calculés à partir des équilibres ressources-emplois réalisés au niveau le plus détaillé des comptes nationaux, puis agrégés. Les évolutions ainsi déterminées pour les grandes branches d'activité peuvent être très légèrement différentes de celles retenues pour la version provisoire des comptes nationaux 2014 : ces dernières sont calculées directement à un niveau agrégé selon des méthodes économétriques.

Définitions

Dans cette publication, les **services marchands non financiers** correspondent au champ défini dans la nomenclature NAF rév. 2 par les sections hébergement et restauration (I), information et communication (J), activités immobilières (L), activités spécialisées, scientifiques et techniques (M), activités de services administratifs et de soutien (N), arts, spectacles et activités récréatives (R) et autres activités de services (S). Ils excluent les services non marchands de la recherche-développement, des arts, spectacles et des activités récréatives, sauf pour les statistiques d'emploi. Ce champ ne comprend donc pas le commerce (G), les transports (H) et les services financiers (K). L'arborescence de la nomenclature figure sur le site Internet de l'Insee (www.insee.fr - Définitions et méthodes - Nomenclatures - Nomenclature d'activités française - NAF rév. 2, 2008).

Les données relatives à l'emploi se rapportent aux **services principalement marchands**, qui incluent les activités des organisations associatives et la partie non marchande de la branche recherche-développement et de la branche arts, spectacles et activités récréatives.

La **production** dans les services marchands est un concept proche de celui de chiffre d'affaires : elle comprend les ventes de services et la production pour compte propre, mais exclut les ventes de marchandises éventuellement associées à l'activité de service.

Les données sur la production, comme celles sur l'emploi, sont calculées ici en **branches**, correspondant au regroupement des entreprises et parties d'entreprises qui produisent la même catégorie de prestations. La production du « produit » services marchands inclut la production des branches marchandes et la production marchande des branches non marchandes.

La production est estimée **en volume**, c'est-à-dire une fois retiré l'effet de l'évolution des prix.

Bibliographie

Debauche É., Arnaud F., Laurent T., « Les comptes de la Nation en 2014 - Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat des ménages accélère », *Insee Première* n° 1549, mai 2015.

Morer N., « La consommation des ménages en 2014 », *Insee Première* n° 1554, juin 2015.

La production

SERVICES MARCHANDS							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
							en %
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
	ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS		4,0	2,9	1,1	0,6	1,0
I	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56	6,5	2,2	-0,5	-2,6	-1,3
J	INFORMATION ET COMMUNICATION	58 à 63	5,8	4,0	2,4	1,3	2,1
L	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68	1,0	0,0	1,2	1,3	1,2
M	ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	69 à 75	7,1	6,1	2,9	1,3	1,1
N	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	77 à 82	1,8	3,6	-1,5	-0,5	1,0
R marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93	4,7	0,5	-5,4	-1,0	-0,4
S hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96	1,0	-5,4	1,7	1,2	0,2

Source : comptes des services, INSEE

* : données provisoires

SERVICES MARCHANDS							
Niveau de la production en VALEUR							
							en millions d'euros
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
	ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS		1 004 069	1 040 661	1 061 309	1 067 736	1 078 523
I	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56	88 935	92 769	93 935	93 533	92 996
J	INFORMATION ET COMMUNICATION	58 à 63	182 412	185 764	186 939	182 847	182 566
L	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68	281 619	284 208	292 024	298 054	303 194
M	ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	69 à 75	244 669	263 011	271 473	274 717	277 805
N	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	77 à 82	162 733	171 581	173 234	173 922	176 926
R marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93	19 037	19 529	19 145	19 434	19 501
S hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96	24 664	23 799	24 559	25 229	25 535

Source : comptes des services, INSEE

* : données provisoires

SERVICES MARCHANDS							
Taux de croissance du PRIX de la production							
							en %
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
	ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS		0,7	0,8	0,8	0,0	0,0
I	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56	2,9	2,1	1,8	2,2	0,8
J	INFORMATION ET COMMUNICATION	58 à 63	-1,4	-2,1	-1,8	-3,5	-2,2
L	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68	1,4	0,9	1,5	0,7	0,6
M	ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	69 à 75	0,1	1,3	0,3	-0,1	0,0
N	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	77 à 82	1,6	1,8	2,5	0,9	0,8
R marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93	0,9	2,1	3,6	2,5	0,7
S hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96	1,5	2,0	1,5	1,5	1,1

Source : comptes des services, INSEE

* : données provisoires

La demande intérieure

SERVICES MARCHANDS								en %
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
	ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,8	3,2	1,2	1,3	1,6	
	Demande de consommation finale		1,5	0,8	0,8	0,9	0,7	
	Demande pour investissement		6,1	4,4	3,8	-0,5	0,5	
	<i>Dont : entreprises</i>		4,3	4,0	4,7	0,3	1,1	
	<i>ménages</i>		23,9	6,7	-0,3	-4,6	-3,0	
I	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		21,4	4,9	0,4	-5,6	-2,1	
	Demande de consommation finale		1,7	1,3	-0,8	-1,3	-0,9	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
J	INFORMATION ET COMMUNICATION	58 à 63						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,6	6,4	1,0	2,1	3,2	
	Demande de consommation finale		2,5	0,3	2,6	3,6	-0,1	
	Demande pour investissement		4,8	3,3	5,2	-0,2	2,0	
	<i>Dont : entreprises</i>		5,2	3,6	5,8	-0,1	1,9	
	<i>ménages</i>							
L	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,2	-3,4	1,9	2,1	0,8	
	Demande de consommation finale		1,1	1,2	1,1	1,2	1,3	
	Demande pour investissement		18,1	-6,3	-2,8	-1,3	0,2	
	<i>Dont : entreprises</i>		10,4	-4,3	-2,9	-6,2	-1,8	
	<i>ménages</i>		20,5	-7,4	-3,5	0,4	0,0	
M	ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	69 à 75						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7,3	5,8	3,4	2,2	1,8	
	Demande de consommation finale		2,4	-1,1	-1,2	0,5	2,5	
	Demande pour investissement		6,9	6,1	3,0	-0,8	-0,8	
	<i>Dont : entreprises</i>		4,0	4,7	3,6	0,6	0,3	
	<i>ménages</i>		24,9	10,7	0,4	-5,8	-3,7	
N	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	77 à 82						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,8	1,6	-1,0	0,6	1,2	
	Demande de consommation finale		2,5	1,0	1,3	0,7	1,5	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
R marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		10,8	-2,9	-17,0	-4,0	12,8	
	Demande de consommation finale		3,3	0,3	-1,1	-0,5	1,0	
	Demande pour investissement		-3,3	-13,8	42,3	1,7	-7,5	
	<i>Dont : entreprises</i>		18,2	-84,6	na	-3,0	0,0	
	<i>ménages</i>							
S hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,1	-8,1	3,4	1,6	0,9	
	Demande de consommation finale		0,2	-2,7	1,7	-0,9	-0,8	
	Demande pour investissement		-9,4	0,9	7,9	1,5	2,2	
	<i>Dont : entreprises</i>		-9,3	-1,0	6,9	5,1	2,2	
	<i>ménages</i>							

Source : comptes des services, INSEE

* : données provisoires

SERVICES MARCHANDS							Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR	
							en millions d'euros	
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS								
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		539 602	562 295	575 463	580 878	588 875	
	Demande de consommation finale		383 303	388 944	394 041	398 622	403 335	
	Demande pour investissement		119 306	126 374	131 774	131 621	132 551	
	<i>Dont : entreprises</i>		89 095	93 981	99 041	99 890	100 778	
	<i>ménages</i>		17 173	18 649	18 475	17 501	17 608	
I	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		24 889	26 680	27 244	26 283	25 938	
	Demande de consommation finale		64 895	67 069	67 728	68 336	68 200	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
J	INFORMATION ET COMMUNICATION	58 à 63						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		88 819	92 095	93 452	92 136	92 330	
	Demande de consommation finale		50 396	48 542	45 858	43 542	42 399	
	Demande pour investissement		50 699	53 193	56 245	56 768	57 645	
	<i>Dont : entreprises</i>		43 311	45 573	48 479	48 963	49 717	
	<i>ménages</i>							
L	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		64 841	63 410	65 327	65 858	66 087	
	Demande de consommation finale		216 803	221 305	227 472	233 201	238 239	
	Demande pour investissement		4 457	4 197	4 064	3 979	3 940	
	<i>Dont : entreprises</i>		559	545	529	492	481	
	<i>ménages</i>		3 820	3 550	3 412	3 400	3 357	
M	ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	69 à 75						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		189 999	204 090	211 519	216 033	219 758	
	Demande de consommation finale		10 586	10 693	10 726	10 866	11 197	
	Demande pour investissement		62 097	66 858	69 138	68 484	68 532	
	<i>Dont : entreprises</i>		43 533	46 144	48 162	48 448	48 547	
	<i>ménages</i>		13 353	15 099	15 063	14 101	14 251	
N	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	77 à 82						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		157 249	162 666	165 176	167 712	171 016	
	Demande de consommation finale		8 672	8 899	9 111	9 256	9 476	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
R marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6 379	6 398	5 448	5 323	6 056	
	Demande de consommation finale		16 962	17 597	17 806	17 989	18 346	
	Demande pour investissement		87	78	115	120	111	
	<i>Dont : entreprises</i>		13	2	33	33	33	
	<i>ménages</i>							
S hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7 426	6 956	7 297	7 533	7 690	
	Demande de consommation finale		14 989	14 839	15 340	15 432	15 478	
	Demande pour investissement		1 966	2 048	2 212	2 270	2 323	
	<i>Dont : entreprises</i>		1 679	1 717	1 838	1 954	2 000	
	<i>ménages</i>							

Source : comptes des services, INSEE

* : données provisoires

SERVICES MARCHANDS							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,5	0,9	1,1	-0,3	-0,3
	Demande de consommation finale		1,1	0,6	0,5	0,3	0,5
	Demande pour investissement		0,9	1,5	0,4	0,4	0,2
	<i>Dont : entreprises</i>		0,2	1,4	0,6	0,5	-0,2
	<i>ménages</i>		5,1	1,8	-0,6	-0,7	3,7
I	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,0	2,2	1,8	2,2	0,8
	Demande de consommation finale		2,9	2,1	1,8	2,2	0,7
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
J	INFORMATION ET COMMUNICATION	58 à 63					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,4	-2,6	0,4	-3,4	-2,9
	Demande de consommation finale		-2,1	-3,9	-7,9	-8,3	-2,5
	Demande pour investissement		0,0	1,5	0,5	1,1	-0,4
	<i>Dont : entreprises</i>		0,0	1,5	0,5	1,1	-0,4
	<i>ménages</i>						
L	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,2	1,2	1,1	-1,3	-0,5
	Demande de consommation finale		1,3	0,9	1,6	1,3	0,9
	Demande pour investissement		4,8	0,5	-0,4	-0,8	-1,2
	<i>Dont : entreprises</i>		5,1	1,9	0,0	-0,8	-0,4
	<i>ménages</i>		4,8	0,3	-0,4	-0,8	-1,2
M	ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	69 à 75					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,1	1,5	0,3	0,0	-0,1
	Demande de consommation finale		1,3	2,1	1,5	0,8	0,5
	Demande pour investissement		1,4	1,5	0,4	-0,2	0,9
	<i>Dont : entreprises</i>		0,4	1,3	0,7	0,0	-0,1
	<i>ménages</i>		5,2	2,1	-0,6	-0,6	4,9
N	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	77 à 82					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,6	1,8	2,6	0,9	0,8
	Demande de consommation finale		0,9	1,6	1,1	0,8	0,8
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
R marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,2	3,3	2,6	1,7	0,8
	Demande de consommation finale		0,7	3,4	2,4	1,5	1,0
	Demande pour investissement		-1,1	4,0	3,6	2,6	0,0
	<i>Dont : entreprises</i>		0,0	0,0	3,1	3,1	0,0
	<i>ménages</i>						
S hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,3	1,9	1,5	1,6	1,2
	Demande de consommation finale		1,6	1,8	1,7	1,5	1,1
	Demande pour investissement		1,3	3,2	0,1	1,1	0,1
	<i>Dont : entreprises</i>		1,4	3,2	0,2	1,1	0,2
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

* : données provisoires

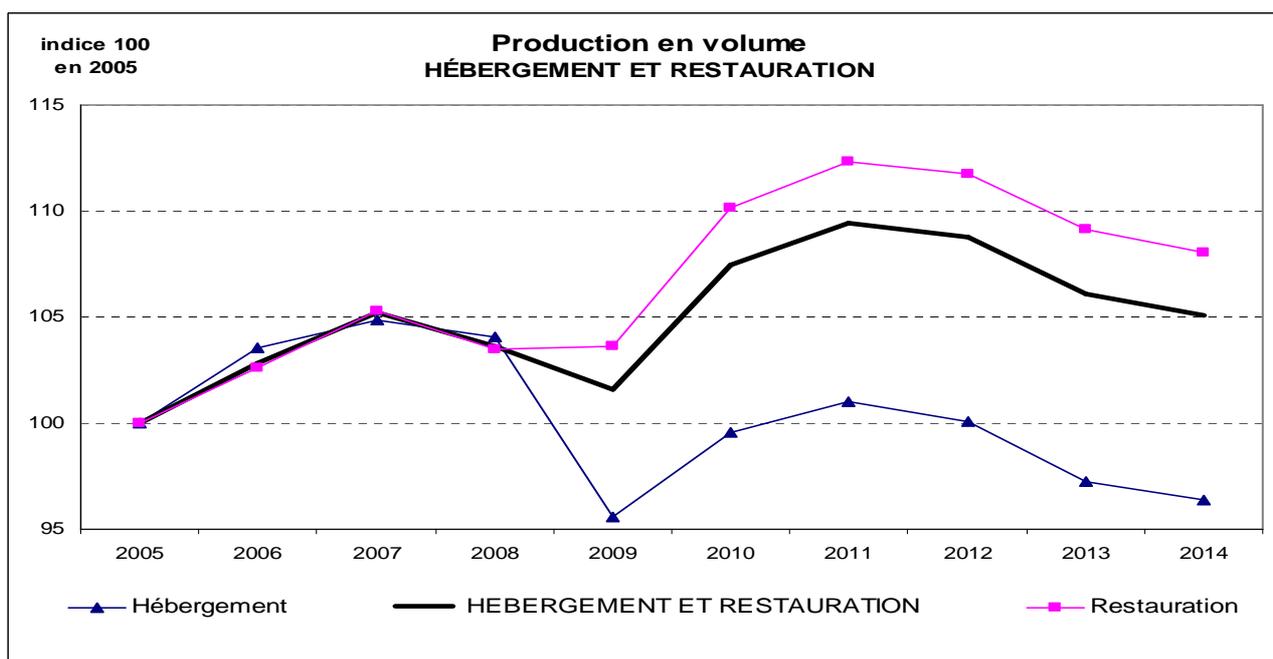
DEUXIÈME PARTIE

L'ACTIVITÉ ET LES PRIX PAR BRANCHE DÉTAILLÉE : l'année 2014

Section I - Hébergement et restauration

2014 : moindre baisse dans les hôtels et restaurants

En 2014, la production des activités d'hébergement et de restauration diminue de 1,3 % après - 2,6 % en 2013. La dépense de consommation des ménages, qui constitue plus de 70 % des débouchés, continue à baisser mais à un rythme moindre : - 0,9 % en volume, après - 1,4 % en 2013 et - 0,8 % en 2012. Les prix ont moins progressé que les années précédentes (+ 0,8 % contre + 2,2 % en 2013) ; de fait cette évolution ne contribue pas à maintenir une croissance positive de la production en valeur (- 0,6 %).



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010

En 2014, la production des activités d'**hébergement** reste en recul : - 1,3 % en volume après - 2,6 % en 2013. La consommation des ménages subit comme en 2013 une baisse de - 1,0 % en volume après la hausse de + 0,8 % en 2012. Les dépenses des entreprises poursuivent leur baisse (- 1,7 % en volume après - 6,4%). Une partie de la baisse de la consommation des ménages dans l'hôtellerie traditionnelle est compensée par les bons résultats des campings, moins onéreux.

En 2014, l'activité des *hôtels, hébergements touristiques et autres hébergements collectifs* reste orientée à la baisse en volume, mais moins qu'en 2013 (- 1,7 % au lieu de - 3,0 %) et en valeur (- 1,2 %). La croissance des prix s'est atténuée (+ 0,4 % au lieu de + 1,8 % en 2013). La consommation des ménages reste en diminution sensible (- 1,5 % en volume après - 1,3 % en 2013).

La diminution de la fréquentation hôtelière s'accroît en 2014 : - 1,5 % après - 0,3 % en 2013. La clientèle française reste mal orientée (- 2,2 % après - 3,1 % en 2013) ; et le moteur de la clientèle étrangère n'agit plus : - 0,3 % après la hausse de 5,2 % l'an passé.

La diminution de la fréquentation hôtelière étrangère provient de l'Allemagne (- 2,8 %), de la Russie (- 14,6 %, impactée par la dépréciation du rouble), de la Scandinavie (- 9,2 %), de l'Amérique Latine (- 5,8 %) et du Japon (- 7,6 %). Premiers clients étrangers des hôtels, la fréquentation haussière des Britanniques (+ 1,6 %). Les ressortissants espagnols reviennent (+ 5,4 %) ainsi que dans une moindre mesure les Italiens également (+ 0,9 %). Enfin parmi les autres pays de provenance en hausse, on peut relever la Chine (+ 2,8 %), les Etats-Unis (+ 1,6 %) et surtout le Proche et Moyen-Orient (+ 17 %).

Les résidences de tourisme et hôtelières accusent cette année un recul (- 2,0 % après + 1,5 % en 2013), essentiellement lié à la baisse de fréquentation de la clientèle étrangère (- 5,1 %).

L'activité des terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs est orientée à la hausse en 2014 : + 2,4 % en volume, comme en 2013. Les prix baissent (-1%), contrairement aux années précédentes (de l'ordre de +2%). Ainsi la hausse de la production de la branche en valeur est beaucoup plus faible que l'an passé (+ 1,3 % au lieu de + 5,0 %). Sur la saison 2014 (période de mai à septembre), en terme de nuitées, la hausse de la fréquentation des campings s'atténue fortement : + 0,3 % après + 2,8 % en 2013 ; l'augmentation résulte de la fréquentation française en progression de 1,4 %, proche de celle de l'an passé (+ 1,6 %). Contrairement à l'an passé, la fréquentation étrangère (exclusivement européenne) a chuté : - 1,8 % après + 5,1 % en 2013. Ainsi, les Néerlandais, de loin les plus représentés (37 % des nuitées étrangères) voient leur fréquentation reculer sensiblement (- 4,5 %), comme les Britanniques (- 5,7 %) et les Italiens (- 8,4). En revanche, la fréquentation des Allemands est en hausse (+ 4,0 %) comme celles des Espagnols (+ 18,7 %) et des Suisses (+ 5,7 %). Stimulés par la clientèle française (+ 4,0 %), les emplacements équipés (chalets ou mobile-homes) continuent leur progression (+ 2,9 % en nuitées) et représentent désormais 47 % des nuitées (en hausse de 1.0 point).

La production des hébergements divers, (résidences d'étudiants, foyers, internats) est en légère baisse (- 0,5 % en volume) avec une hausse des prix moindre qu'en 2013 (+ 0,9 % après + 2,3 %). La consommation des administrations publiques, qui correspond aux aides accordées aux ménages, notamment les étudiants, pour accéder à ces hébergements, est en légère baisse (- 0,2 %) après la forte hausse de 2013 (+ 7,5 %).

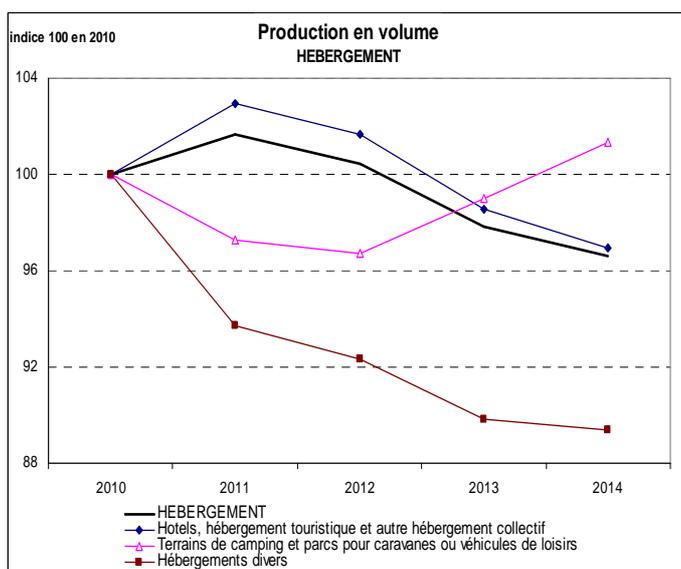
En 2014, la baisse de production des activités de **restauration** est plus faible : - 1,3 % en volume (- 2,6 % en 2013). Le net ralentissement de la hausse des prix (0,9 % après +2,3 %) conduit à une baisse de la valeur de la production (- 0,5 %).

La production des restaurants et services de restauration mobile, (70 % de la production totale de restauration), diminue de 1,5 % en volume en 2014. Toutefois, la restauration rapide moyenne et haut de gamme tirerait toujours son épingle du jeu en poursuivant sa diversification (une cinquantaine de nouveaux concepts en 2014), selon Gira Conseil. Dans le segment du *burger*, la concurrence s'avive et de grands acteurs afficheraient des chiffres d'affaires en baisse en 2014.

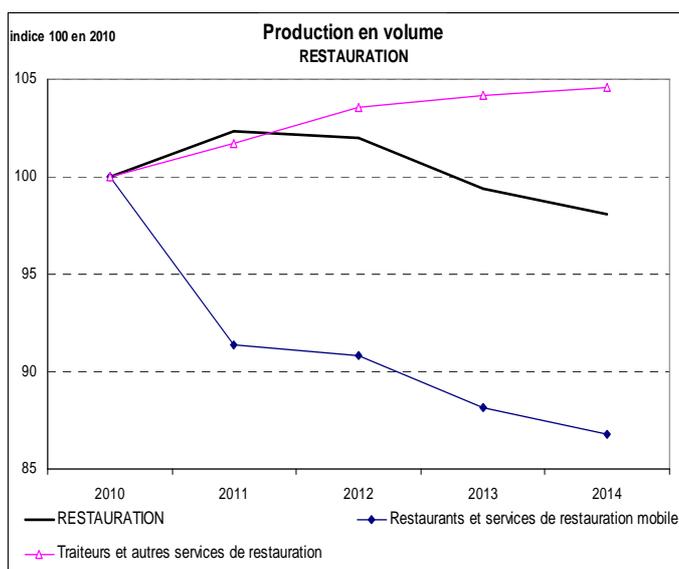
La production en volume des traiteurs et autres services de restauration est mieux orientée : + 0,4 % en volume (+ 1,1 % en valeur). En particulier, la restauration collective semble avoir récupéré une partie des consommateurs qui l'avaient délaissée pour la restauration traditionnelle ou rapide. Dans ce segment également, les prix ont ralenti.

« Gueule de bois » persistante pour les débites de boisson ?

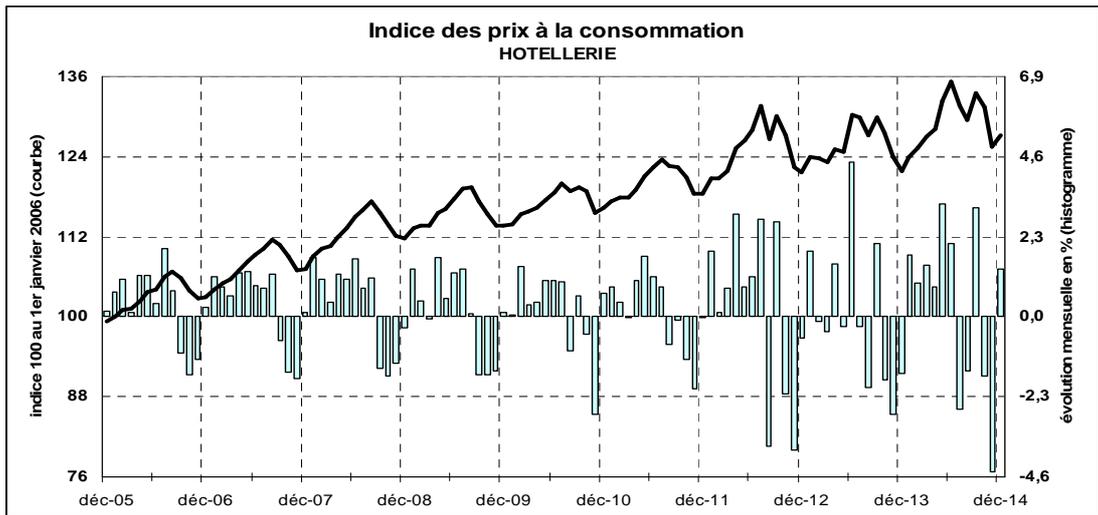
La tendance à la baisse observée ces dernières années ne semble pas s'interrompre : - 2,2 % en volume après - 3,9 % en 2013. Du fait de la hausse des prix (+ 1,4 %), la diminution est moindre en valeur (- 0,8 %).



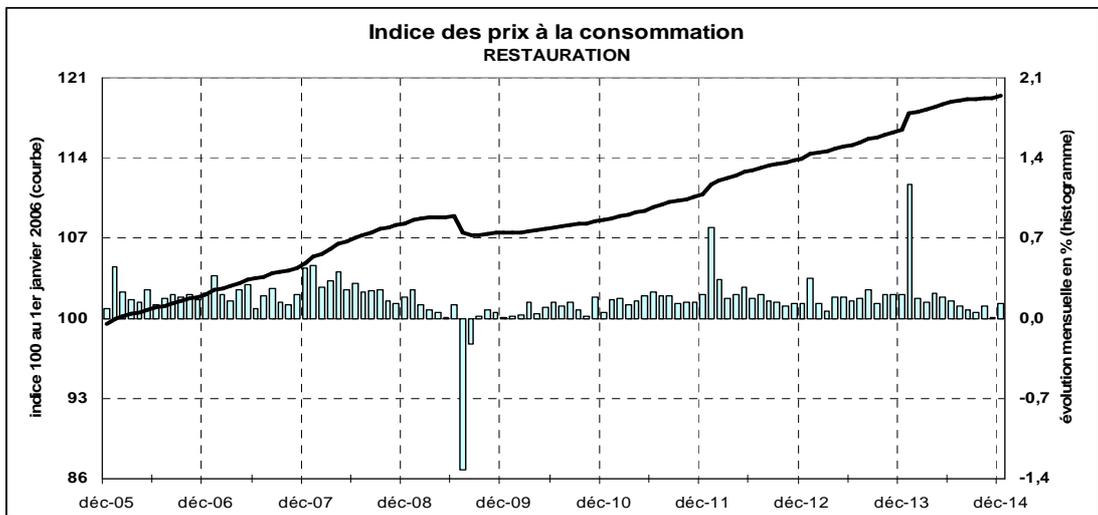
Source : Insee, Comptes des Services, base 2010



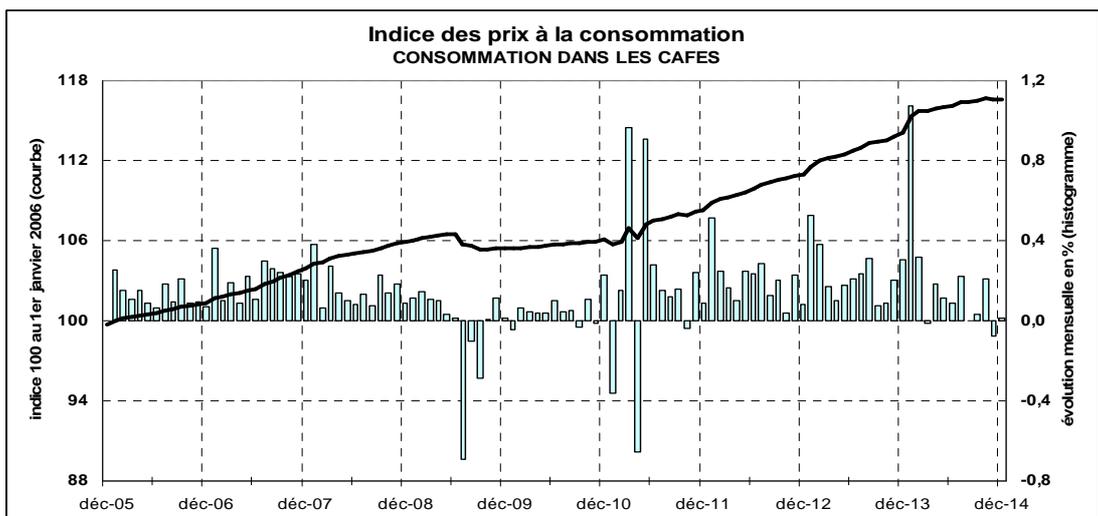
Source : Insee, Comptes des Services, base 2010



Source : *Indice des prix à la consommation, Insee*



Source : *Indice des prix à la consommation, Insee*



Source : *Indice des prix à la consommation, Insee*

La production

HÉBERGEMENT ET RESTAURATION							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
							en %
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
IZ	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56	6,5	2,2	-0,5	-2,6	-1,3
GI55Z	Hébergement	55	4,5	1,7	-1,2	-2,6	-1,3
HI55Z1	Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif	55.1, 55.2	5,9	2,9	-1,2	-3,0	-1,7
HI55Z2	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	55.3	-1,3	-2,7	-0,6	2,4	2,4
HI55Z3	Hébergements divers	55.9	-3,2	-6,3	-1,5	-2,7	-0,5
GI56Z	Restauration	56	7,2	2,3	-0,3	-2,6	-1,3
HI56Z1	Restaurants et services de restauration mobile	56.1	9,1	-8,6	-0,6	-2,9	-1,5
HI56Z2	Traiteurs et autres services de restauration	56.2	-1,1	1,7	1,8	0,6	0,4
HI56Z3	Services des débits de boissons	56.3	7,4	69,0	-0,8	-3,9	-2,2

Source : Insee, comptes des Services, base 2010

* : données provisoires

HÉBERGEMENT ET RESTAURATION							
Niveau de la production en VALEUR							
							en millions d'euros
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
IZ	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56	88 935	92 769	93 935	93 533	92 996
GI55Z	Hébergement	55	21 471	22 559	22 595	22 422	22 221
HI55Z1	Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif	55.1, 55.2	17 949	19 162	19 180	18 932	18 700
HI55Z2	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	55.3	1 616	1 617	1 655	1 738	1 761
HI55Z3	Hébergements divers	55.9	1 906	1 780	1 760	1 752	1 760
GI56Z	Restauration	56	67 464	70 210	71 340	71 111	70 775
HI56Z1	Restaurants et services de restauration mobile	56.1	48 893	45 442	46 005	45 573	45 230
HI56Z2	Traiteurs et autres services de restauration	56.2	10 470	10 857	11 244	11 594	11 717
HI56Z3	Services des débits de boissons	56.3	8 101	13 911	14 091	13 944	13 828

Source : Insee, comptes des Services, base 2010

* : données provisoires

HÉBERGEMENT ET RESTAURATION							
Taux de croissance du PRIX de la production							
							en %
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
IZ	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56	2,9	2,1	1,8	2,2	0,8
GI55Z	Hébergement	55	2,3	3,3	1,4	1,9	0,4
HI55Z1	Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif	55.1, 55.2	2,4	3,7	1,3	1,8	0,4
HI55Z2	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	55.3	2,8	2,9	2,9	2,6	-1,0
HI55Z3	Hébergements divers	55.9	1,4	-0,3	0,3	2,3	0,9
GI56Z	Restauration	56	3,1	1,7	1,9	2,3	0,9
HI56Z1	Restaurants et services de restauration mobile	56.1	3,6	1,7	1,9	2,1	0,8
HI56Z2	Traiteurs et autres services de restauration	56.2	3,0	1,9	1,7	2,5	0,6
HI56Z3	Services des débits de boissons	56.3	-0,1	1,6	2,2	2,9	1,4

Source : Insee, comptes des Services, base 2010

* : données provisoires

La demande intérieure

HÉBERGEMENT ET RESTAURATION								en %
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
IZ	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		21,4	4,9	0,4	-5,6	-2,1	
	Demande de consommation finale		1,7	1,3	-0,8	-1,3	-0,9	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GI55Z	Hébergement	55						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		9,5	3,2	-4,6	-6,4	-1,7	
	Demande de consommation finale		2,1	1,0	0,8	-0,6	-0,9	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HI55Z1	Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif	55.1, 55.2						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		12,5	6,9	-4,3	-5,7	-1,7	
	Demande de consommation finale		2,3	0,5	0,8	-1,3	-1,5	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HI55Z2	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	55.3						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-23,0	-75,9	-10,7	0,0	0,0	
	Demande de consommation finale		1,0	2,4	-0,3	2,3	2,4	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HI55Z3	Hébergements divers	55.9						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-15,3	-32,2	-11,5	-26,1	-0,9	
	Demande de consommation finale		1,7	3,2	1,5	2,1	-0,3	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GI56Z	Restauration	56						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		27,4	5,6	2,4	-5,3	-2,3	
	Demande de consommation finale		1,6	1,3	-1,2	-1,5	-0,9	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HI56Z1	Restaurants et services de restauration mobile	56.1						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		31,7	-31,8	2,1	-5,7	-2,9	
	Demande de consommation finale		1,7	1,4	-1,4	-2,1	-1,1	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HI56Z2	Traiteurs et autres services de restauration	56.2						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-21,2	9,4	4,4	-12,1	9,8	
	Demande de consommation finale		1,4	1,7	1,6	2,1	-0,2	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HI56Z3	Services des débits de boissons	56.3						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		33,4	336,7	2,7	-3,6	-3,2	
	Demande de consommation finale		1,7	0,3	-4,6	-3,9	-0,9	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

Source : Insee, comptes des Services, base 2010

* : données provisoires

HÉBERGEMENT ET RESTAURATION							
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
IZ	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		24 889	26 680	27 244	26 283	25 938
	Demande de consommation finale		64 895	67 069	67 728	68 336	68 200
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GI55Z	Hébergement	55					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7 442	7 950	7 677	7 314	7 216
	Demande de consommation finale		14 214	14 818	15 149	15 354	15 265
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI55Z1	Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif	55.1, 55.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6 852	7 600	7 372	7 077	6 985
	Demande de consommation finale		11 333	11 815	12 072	12 130	12 002
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI55Z2	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	55.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		112	28	25	26	26
	Demande de consommation finale		1 556	1 640	1 683	1 767	1 792
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI55Z3	Hébergements divers	55.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		478	322	280	211	205
	Demande de consommation finale		1 325	1 363	1 394	1 457	1 471
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GI56Z	Restauration	56					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		17 447	18 730	19 567	18 969	18 722
	Demande de consommation finale		50 681	52 251	52 579	52 982	52 935
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI56Z1	Restaurants et services de restauration mobile	56.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		14 788	10 257	10 664	10 255	10 035
	Demande de consommation finale		34 197	35 283	35 441	35 420	35 299
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI56Z2	Traiteurs et autres services de restauration	56.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 001	1 116	1 186	1 066	1 179
	Demande de consommation finale		9 765	10 122	10 464	10 961	11 002
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI56Z3	Services des débits de boissons	56.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 658	7 357	7 717	7 648	7 508
	Demande de consommation finale		6 719	6 846	6 674	6 601	6 634
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : Insee, comptes des Services, base 2010

* : données provisoires

HÉBERGEMENT ET RESTAURATION							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
IZ	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,0	2,2	1,8	2,2	0,8
	Demande de consommation finale		2,9	2,1	1,8	2,2	0,7
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GI55Z	Hébergement	55					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,4	3,5	1,2	1,8	0,4
	Demande de consommation finale		2,3	3,2	1,5	1,9	0,3
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI55Z1	Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif	55.1, 55.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,4	3,7	1,3	1,8	0,4
	Demande de consommation finale		2,4	3,7	1,3	1,8	0,4
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI55Z2	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	55.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,7	3,7	0,0	4,0	0,0
	Demande de consommation finale		2,7	2,9	2,9	2,6	-1,0
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI55Z3	Hébergements divers	55.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,7	-0,6	-1,8	1,9	-1,9
	Demande de consommation finale		1,3	-0,3	0,8	2,4	1,3
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GI56Z	Restauration	56					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,2	1,7	2,0	2,3	1,0
	Demande de consommation finale		3,0	1,7	1,9	2,3	0,8
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI56Z1	Restaurants et services de restauration mobile	56.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,2	1,7	1,9	2,0	0,8
	Demande de consommation finale		3,4	1,7	1,9	2,1	0,8
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI56Z2	Traiteurs et autres services de restauration	56.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		12,3	1,9	1,8	2,3	0,8
	Demande de consommation finale		2,1	1,9	1,8	2,6	0,6
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI56Z3	Services des débits de boissons	56.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-8,5	1,6	2,2	2,8	1,4
	Demande de consommation finale		2,3	1,6	2,1	3,0	1,4
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

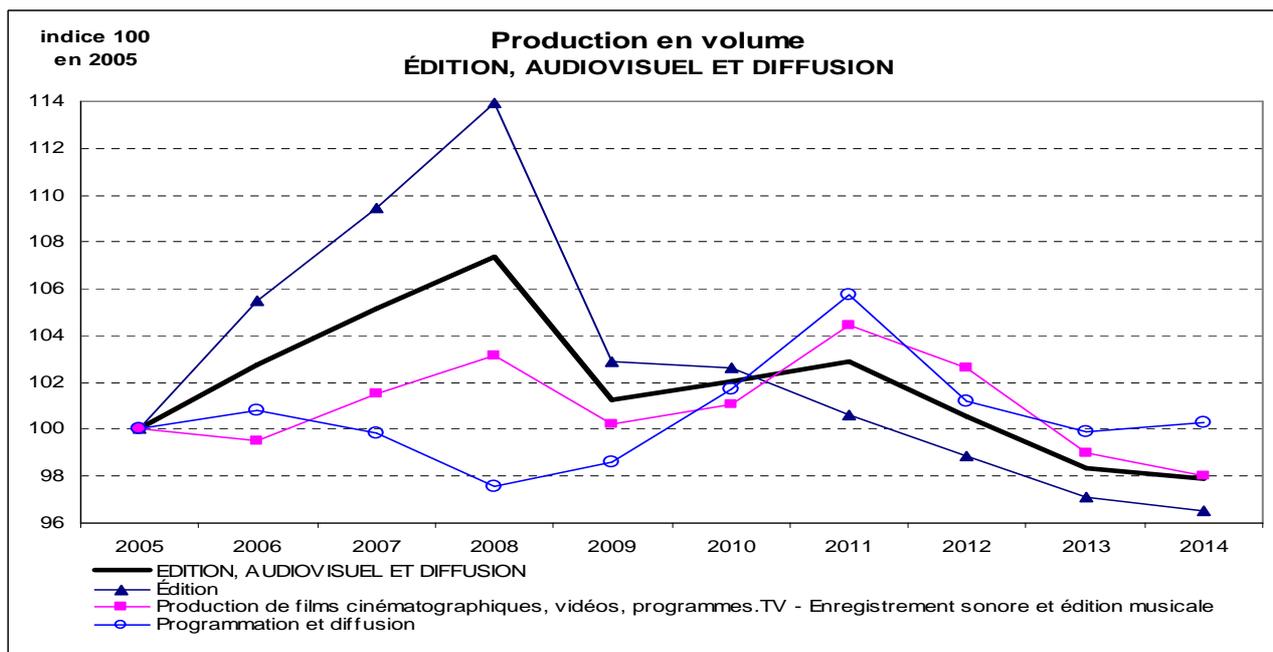
Source : Insee, comptes des Services, base 2010

* : données provisoires

Section JA - Edition, audiovisuel et diffusion

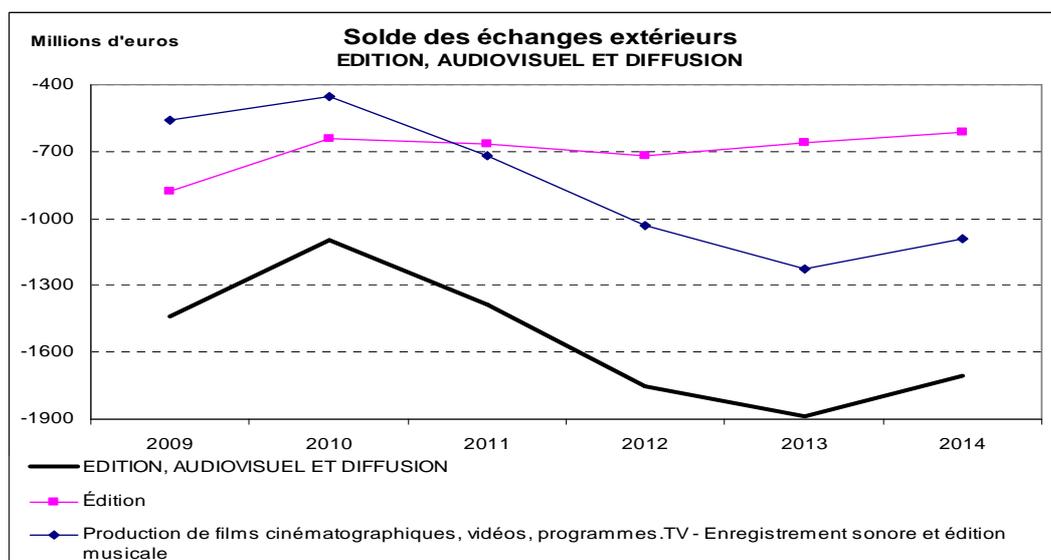
Morne année 2014 pour les activités d'édition, audiovisuel et diffusion

En 2014, la production des activités d'édition, audiovisuel et diffusion se tasse légèrement en volume (- 0,4 %). Les activités de programmation et diffusion enregistrent une légère hausse (+ 0,4 %). En revanche, les activités d'éditions et la production de films cinématographiques, vidéos et programmes TV, enregistrement sonore et édition musicale reculent légèrement (respectivement - 0,5 % et - 0,9 %).



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010

En 2014, le solde des échanges extérieurs se redresse mais reste largement négatif : - 1 703 millions d'euros après - 1 886 millions d'euros en 2013.



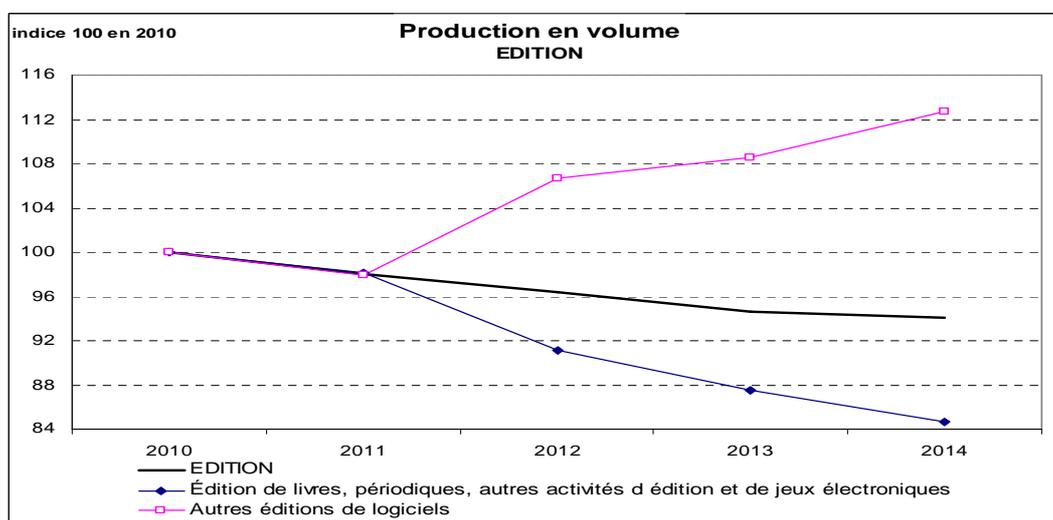
Source : Insee, Comptes des Services, base 2010

En 2014, la production en volume des activités d'édition poursuit sa tendance à la baisse (- 0,5 %), mais de manière moins prononcée que lors des trois dernières années. Ainsi, compte tenu de la hausse des prix (+ 1,2 %), la production en valeur se redresse légèrement (+ 0,6 %).

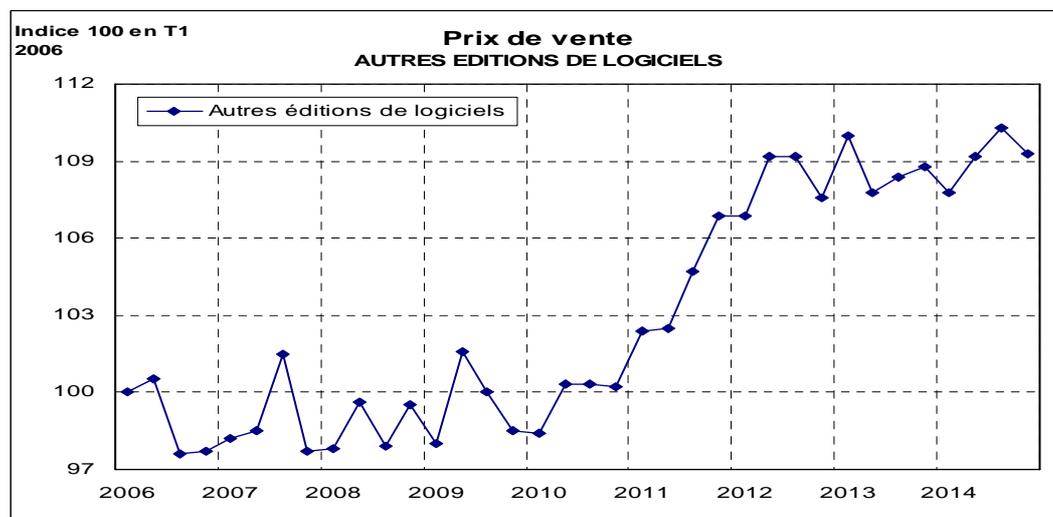
La demande provient d'abord de la consommation des ménages (40 %), puis de l'investissement (33 %) et enfin de la consommation intermédiaire des entreprises. Pour la cinquième année consécutive, les ménages confirment leur moindre intérêt pour les produits d'édition : leur consommation baisse de 4 % en 2014. Les investissements des entreprises en produits de l'édition progressent de + 4,6 % tandis que leurs consommations intermédiaires fléchissent de - 0,4 %.

Les activités d'édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques sont en perte de vitesse depuis 2008, cependant la baisse de - 3,2 % en volume en 2014 est un peu moins marquée que les deux années précédentes. Les prix effectuent un léger rebond de + 1 %, il en résulte une diminution atténuée de la production en valeur de - 2,3 %. La contraction des dépenses des ménages (- 4,2 % en volume) explique l'essentiel de la baisse de production dans ces activités.

En revanche, les activités d'autres éditions de logiciels accélèrent leur progression constatée en 2013 : + 3,8 % en volume en 2014, après + 1,8 % en 2013. Les prix évoluent à la hausse (+ 1,5 %), ce qui permet à la production de réaliser une croissance en valeur de + 5,3 %. D'après le Syntec Numérique, l'édition de logiciels maintient un bon niveau d'activité, avec des carnets de commandes en constante progression (+ 2 % en 2014 après + 1,7 % en 2013). Les produits les plus attractifs restent les logiciels applicatifs, suivi des logiciels infrastructure/outils, puis des logiciels embarqués.



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee

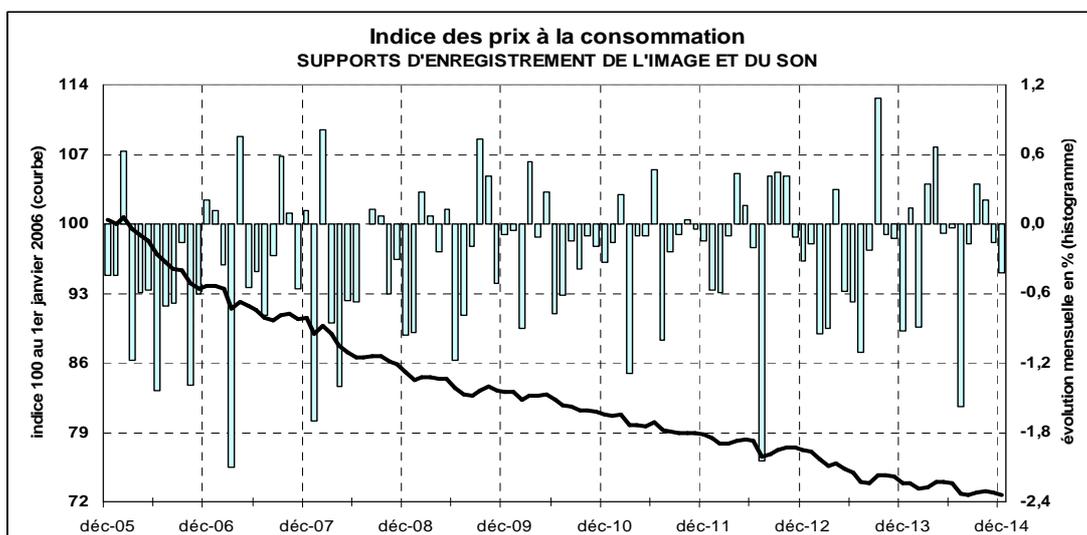
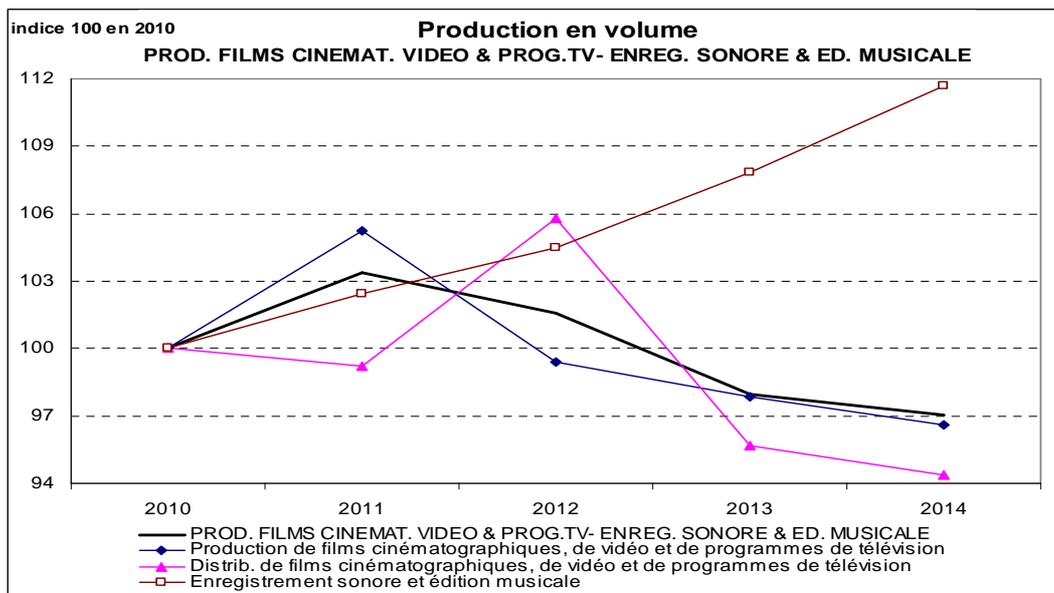
En 2014, le repli des activités de **production de films cinématographiques, de vidéos et programmes de télévision- enregistrement sonore et édition musicale** s'atténue (- 0,9 %). La consommation intermédiaire des entreprises, qui représente 68 % de la demande intérieure, diminue de 1,9 %. La baisse de la consommation des ménages se réduit fortement (- 2,5 % après - 8,2 % en 2013).

L'activité de production de films cinématographiques, de vidéos et de programmes de télévision poursuit sa chute en 2014 : - 1,3 % en volume. En effet, selon le Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC), 258 films ont été agréés en 2014, soit 12 œuvres de moins qu'en 2013. Par ailleurs, les investissements dans les films d'initiative française sont en recul de 21,7 % et le devis moyen de ces films atteint 3,94 millions d'euros (4,88 millions d'euros en 2013), soit le niveau le plus bas depuis 15 ans. La production de films documentaires reste dynamique avec 37 films agréés dont 35 d'initiative française et les investissements des chaînes de télévision dans les films agréés sont stables (- 0,1 %).

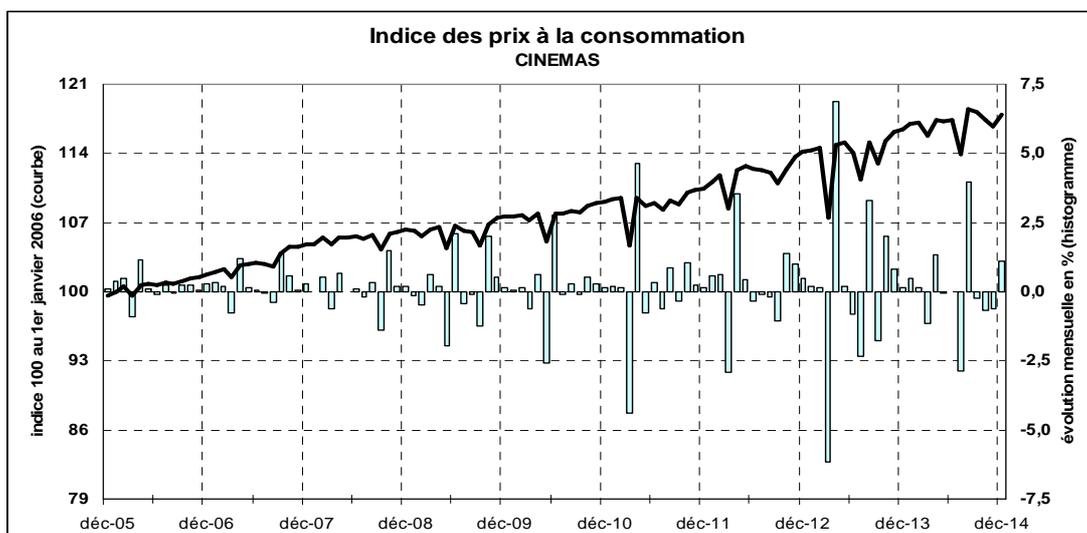
En 2014, l'activité distribution de films cinématographiques, de vidéos et de programmes de télévision baisse légèrement en volume (- 1,3 %). Les prix poursuivent leur tendance à la hausse constatée depuis 2010 (+ 2,8 %). Ainsi, la production en valeur progresse de 1,4 %. Selon le CNC, dont les données ne couvrent que partiellement le marché des vidéos commercialisées, les ventes de DVD et blu-ray accusent une baisse de 14,1 % et s'établissent à 797,9 millions d'euros, alors qu'elles étaient encore au dessus de la barre du milliard d'euros en 2012. En 2014, 77,1 millions de DVD sont vendus, soit 14,3 % de moins qu'en 2013. Le blu-ray n'a pas constitué le vecteur de croissance que l'on espérait pour le marché de la vidéo physique et son volume de vente s'effrite : 13,1 millions d'unité, soit - 0,6 % par rapport à 2013. En revanche, le marché de la Vidéo à la Demande (VàD) payante en France (paiement à l'acte + abonnement) réalise un chiffre d'affaire de 248,9 millions d'euros, soit une progression 3,8 % en 2014, après une année de recul en 2013 (- 4,7 %).

Sur l'ensemble de l'année 2014, la fréquentation des salles de cinéma augmente de 7,7 % pour atteindre 208,4 millions d'entrées soit le deuxième plus haut niveau depuis 47 ans (211,5 millions d'entrées en 1967 et 217,2 millions en 2011). Ce résultat contraste avec la baisse observée en 2013 : - 5,3 %. En 2014, les trois premières places du box-office sont occupées par des films français qui réalisent chacun plus de 5 millions d'entrées : *Qu'est-ce qu'on a fait au bon dieu ?* (12,3 millions), *Supercondriaque* (5,3 millions) et *Lucy* (5,2 millions). Quatre films français réalisent en 2014 plus de trois millions d'entrées contre un seul en 2013 et 10 films français atteignent le seuil de deux millions d'entrées contre seulement trois films en 2013.

L'activité d'enregistrement sonore et édition musicale, avec une production en hausse de + 3,6 % en volume, poursuit la progression observée depuis 2010. La demande des entreprises est en forte hausse (+ 8,5 % en volume) et compense la désaffection des ménages pour l'édition musicale qui se confirme en 2014 (- 4,9 % en volume). D'après le Syndicat National de l'édition Phonographique (SNEP), le marché de la musique enregistrée a fléchi de 5,3 % en 2014, sous l'effet de la baisse conjuguée des ventes physiques (- 11,5 %) et, pour la première fois, des ventes de téléchargement à l'acte (- 14 %). Malgré ce constat, la forte croissance des revenus du streaming (+ 34 %) permet à elle seule de compenser la baisse des revenus du téléchargement à l'acte. Le streaming s'impose de fait comme relais de croissance du marché de la musique enregistrée. L'année 2014 a été favorable à la chanson française puisque les 10 albums les plus vendus en 2014 concernent des artistes produits localement et chantant en français.



Source : indices des prix à la consommation, Insee



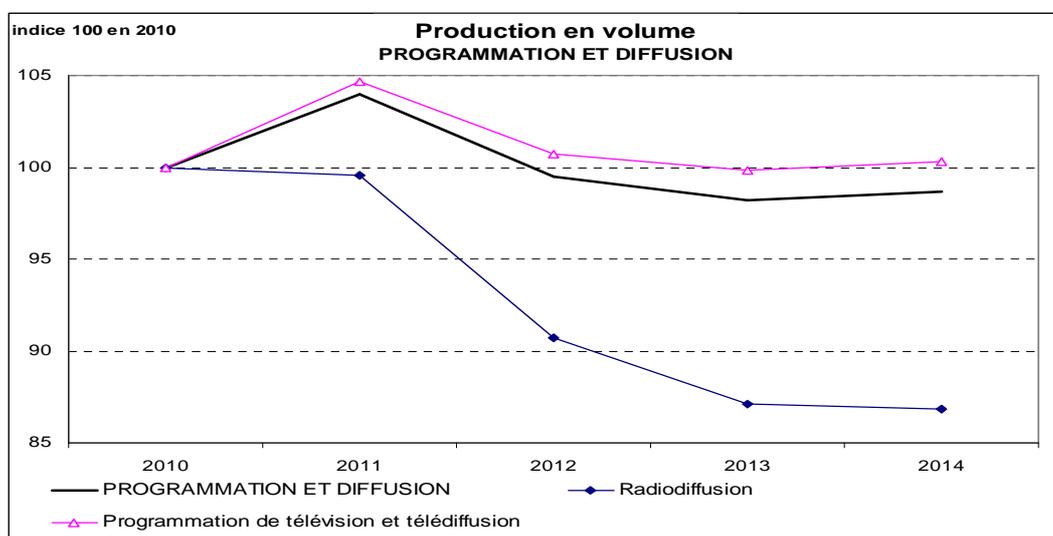
Source : indices des prix à la consommation, Insee

En 2014, la production en volume des activités de **programmation et diffusion** progresse timidement de 0,4 %. La hausse des prix de + 2,1 % permet un rebond de + 2,6 % pour les recettes en valeur.

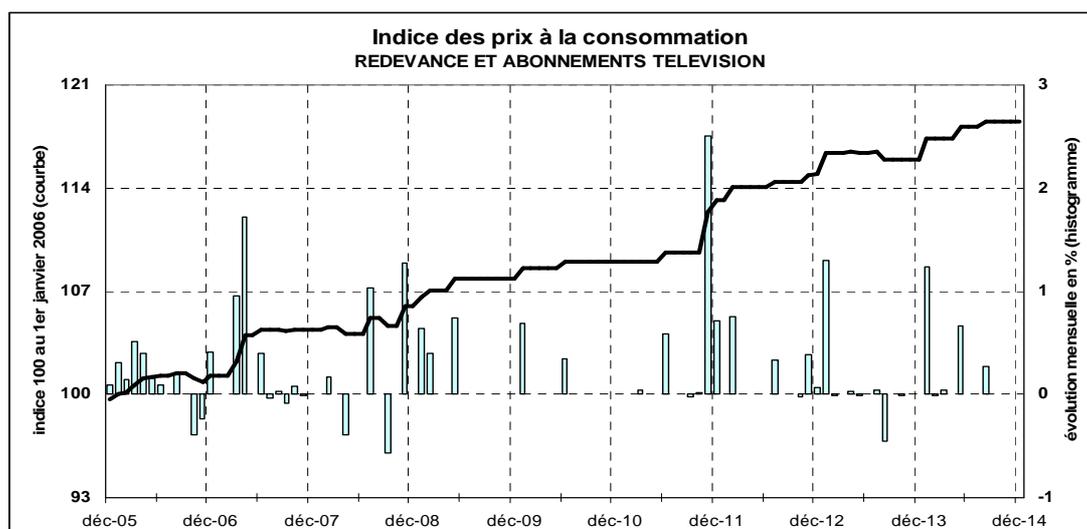
En 2014, les activités de *radiodiffusion* sont stables (- 0,3 % en volume). La radio constitue le média privilégié des français avec pas moins de 42,6 millions d'auditeurs quotidiens en 2014, selon l'institut Médiamétrie, soit plus de 80 % des individus âgés de 13 ans et plus, pendant 2h55 mn par jour. En revanche, selon l'Institut de Recherches et d'Études Publicitaires (IREP), les recettes publicitaires nettes pour le média « radio » baissent de 1,4 % par rapport à 2013.

En 2014, la production des activités de *programmation de télévision et télédiffusion* progresse légèrement (+ 0,5 %). Sous l'effet de prix en hausse (+ 2 %), le chiffre d'affaires augmente (+ 2,5 %). La demande intérieure est stable du côté des entreprises (+ 0,3 % en volume) et progresse du côté des ménages (+ 2 %).

Selon Médiamétrie, en 2014, pour la deuxième année consécutive, les Français ont regardé la télévision en moyenne 3h41 par jour, soit 5 minutes de moins qu'en 2013. Cette baisse peut être expliquée par l'augmentation de la consommation de la télévision via d'autres équipements, en différé ou en catch-up, sur les tablettes notamment. Selon l'Institut de Recherches et d'Études Publicitaires (IREP), les recettes publicitaires nettes pour le média « télévision » sont stables par rapport à 2013 (+ 0,1 %).



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010



Source : indices des prix à la consommation, Insee

La production

ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
Nomenclature Agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
JA	ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION	58 à 60	0,8	0,8	-2,3	-2,2	-0,4
GJ58Z	Édition	58	-0,2	-2,0	-1,7	-1,8	-0,5
HJ58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques	58.1, 58.21	-1,4	-1,9	-7,1	-4,0	-3,2
HJ58Z2	Autres éditions de logiciels	58.29	2,3	-2,1	8,9	1,8	3,8
GJ59Z	Prod. films cinémat. vidéo & prog.TV- enrg. sonore & éd. musicale	59	0,9	3,4	-1,8	-3,5	-0,9
HJ59Z1	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.11, 59.12	1,5	5,3	-5,6	-1,5	-1,3
HJ59Z2	Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.13, 59.14	-2,1	-0,8	6,6	-9,6	-1,3
HJ59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale	59.2	6,8	2,4	2,0	3,2	3,6
GJ60Z	Programmation et diffusion	60	3,2	4,0	-4,3	-1,3	0,4
HJ60Z1	Radiodiffusion	60.1	2,1	-0,4	-8,8	-4,0	-0,3
HJ60Z2	Programmation de télévision et télédiffusion	60.2	3,3	4,6	-3,7	-0,9	0,5

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION							
Niveau de la production en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
JA	ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION	58 à 60	49 637	50 683	50 870	50 450	51 098
GJ58Z	Édition	58	24 692	24 650	24 739	24 469	24 624
HJ58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques	58.1, 58.21	16 619	16 365	15 417	15 039	14 693
HJ58Z2	Autres éditions de logiciels	58.29	8 073	8 285	9 322	9 430	9 931
GJ59Z	Prod. films cinémat. vidéo & prog.TV- enrg. sonore & éd. musicale	59	14 186	14 795	14 909	14 597	14 798
HJ59Z1	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.11, 59.12	9 168	9 764	9 484	9 505	9 641
HJ59Z2	Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.13, 59.14	3 955	3 971	4 360	4 016	4 071
HJ59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale	59.2	1 063	1 060	1 065	1 076	1 086
GJ60Z	Programmation et diffusion	60	10 759	11 238	11 222	11 384	11 676
HJ60Z1	Radiodiffusion	60.1	1 340	1 345	1 258	1 256	1 293
HJ60Z2	Programmation de télévision et télédiffusion	60.2	9 419	9 893	9 964	10 128	10 383

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
JA	ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION	58 à 60	0,8	1,3	2,7	1,4	1,7
GJ58Z	Édition	58	0,7	1,8	2,1	0,7	1,2
HJ58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques	58.1, 58.21	0,9	0,4	1,4	1,6	1,0
HJ58Z2	Autres éditions de logiciels	58.29	0,2	4,8	3,3	-0,7	1,5
GJ59Z	Prod. films cinémat. vidéo & prog.TV- enrg. sonore & éd. musicale	59	1,3	0,9	2,6	1,5	2,3
HJ59Z1	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.11, 59.12	1,6	1,2	2,9	1,8	2,7
HJ59Z2	Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.13, 59.14	1,6	1,2	3,0	1,9	2,8
HJ59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale	59.2	-2,2	-2,7	-1,5	-2,1	-2,6
GJ60Z	Programmation et diffusion	60	0,3	0,4	4,4	2,8	2,1
HJ60Z1	Radiodiffusion	60.1	1,4	0,8	2,6	4,0	3,3
HJ60Z2	Programmation de télévision et télédiffusion	60.2	0,2	0,4	4,6	2,6	2,0

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

La demande intérieure

ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION							
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
JA	ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION	58 à 60					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,2	3,0	-2,5	-2,3	-0,8
	Demande de consommation finale		-1,0	-2,9	-3,9	-3,9	-2,9
	Demande pour investissement		0,4	-0,7	5,8	1,0	2,7
	<i>Dont : entreprises</i>		1,0	-0,5	7,2	1,0	3,1
	<i>ménages</i>						
GJ58Z	Édition	58					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,2	-3,6	-7,5	-3,3	-0,4
	Demande de consommation finale		-1,9	-3,6	-4,3	-4,6	-4,0
	Demande pour investissement		-0,5	-2,8	8,7	2,4	3,8
	<i>Dont : entreprises</i>		0,1	-2,9	11,4	2,6	4,6
	<i>ménages</i>						
HJ58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques	58.1, 58.21					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,2	-3,6	-7,5	-3,3	-0,4
	Demande de consommation finale		-2,0	-3,8	-4,4	-4,7	-4,2
	Demande pour investissement		0,0	0,0	-8,3	-4,4	-2,3
	<i>Dont : entreprises</i>		0,0	0,0	-8,3	-4,4	-2,3
	<i>ménages</i>						
HJ58Z2	Autres éditions de logiciels	58.29					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations						
	Demande de consommation finale		4,1	14,2	3,7	7,1	6,3
	Demande pour investissement		-0,5	-2,8	8,8	2,4	3,9
	<i>Dont : entreprises</i>		0,1	-2,9	11,6	2,7	4,7
	<i>ménages</i>						
GJ59Z	Prod. films cinémat. vidéo & prog.TV- enrg. sonore & éd. musicale	59					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,8	7,0	4,3	-1,2	-1,9
	Demande de consommation finale		1,2	-2,5	-5,3	-8,2	-2,5
	Demande pour investissement		3,3	4,6	-0,5	-3,5	-0,9
	<i>Dont : entreprises</i>		3,3	4,6	-0,5	-3,5	-0,9
	<i>ménages</i>						
HJ59Z1	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.11, 59.12					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,4	5,5	-5,7	-2,1	-2,8
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement		3,3	4,6	-0,5	-3,5	-0,9
	<i>Dont : entreprises</i>		3,3	4,6	-0,5	-3,5	-0,9
	<i>ménages</i>						
HJ59Z2	Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.13, 59.14					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-20,9	13,6	46,2	-0,8	-2,5
	Demande de consommation finale		4,3	-1,5	-7,1	-9,8	-1,9
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale	59.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		34,8	9,0	9,4	7,6	8,5
	Demande de consommation finale		-9,2	-6,1	1,8	-2,2	-4,9
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GJ60Z	Programmation et diffusion	60					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,2	6,5	-6,0	-2,8	0,6
	Demande de consommation finale		0,3	-0,7	-1,4	1,9	0,3
	Demande pour investissement		1,5	4,1	-2,7	-1,0	0,4
	<i>Dont : entreprises</i>		1,5	4,1	-2,7	-1,0	0,4
	<i>ménages</i>						
HJ60Z1	Radiodiffusion	60.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,1	-2,4	-17,3	-4,3	3,6
	Demande de consommation finale		1,8	0,5	1,2	-3,5	-4,5
	Demande pour investissement		-3,0	3,8	-7,2	-3,8	-0,8
	<i>Dont : entreprises</i>		-3,0	3,8	-7,2	-3,8	-0,8
	<i>ménages</i>						
HJ60Z2	Programmation de télévision et télédiffusion	60.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,5	7,6	-4,8	-2,6	0,3
	Demande de consommation finale		0,0	-0,9	-1,8	2,8	1,1
	Demande pour investissement		2,1	4,1	-2,1	-0,7	0,6
	<i>Dont : entreprises</i>		2,1	4,1	-2,1	-0,7	0,6
	<i>ménages</i>						

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION							
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
JA	ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION	58 à 60					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		24 511	25 578	25 743	25 535	25 869
	Demande de consommation finale		21 072	20 512	19 960	19 469	19 072
	Demande pour investissement		11 537	11 892	12 995	13 131	13 708
	<i>Dont : entreprises</i>		10 138	10 469	11 590	11 719	12 288
	<i>ménages</i>						
GJ58Z	Édition	58					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8 893	8 666	8 162	7 975	8 028
	Demande de consommation finale		13 659	13 219	12 827	12 426	12 038
	Demande pour investissement		8 230	8 400	9 438	9 606	10 125
	<i>Dont : entreprises</i>		6 831	6 977	8 033	8 194	8 705
	<i>ménages</i>						
HJ58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques	58.1, 58.21					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8 893	8 666	8 162	7 975	8 028
	Demande de consommation finale		13 511	13 058	12 659	12 250	11 854
	Demande pour investissement		48	48	45	44	43
	<i>Dont : entreprises</i>		48	48	45	44	43
	<i>ménages</i>						
HJ58Z2	Autres éditions de logiciels	58.29					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations						
	Demande de consommation finale		148	161	168	176	184
	Demande pour investissement		8 182	8 352	9 393	9 562	10 082
	<i>Dont : entreprises</i>		6 783	6 929	7 988	8 150	8 662
	<i>ménages</i>						
GJ59Z	Prod. films cinémat. vidéo & prog.TV- enrg. sonore & éd. musicale	59					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		9 260	10 072	10 868	10 966	11 059
	Demande de consommation finale		3 549	3 415	3 210	2 913	2 854
	Demande pour investissement		2 200	2 328	2 382	2 340	2 372
	<i>Dont : entreprises</i>		2 200	2 328	2 382	2 340	2 372
	<i>ménages</i>						
HJ59Z1	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.11, 59.12					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7 189	7 674	7 436	7 405	7 407
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement		2 200	2 328	2 382	2 340	2 372
	<i>Dont : entreprises</i>		2 200	2 328	2 382	2 340	2 372
	<i>ménages</i>						
HJ59Z2	Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.13, 59.14					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 468	1 759	2 733	2 822	2 851
	Demande de consommation finale		2 811	2 731	2 525	2 257	2 253
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale	59.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		603	639	699	739	801
	Demande de consommation finale		738	684	685	656	601
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GJ60Z	Programmation et diffusion	60					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6 358	6 840	6 713	6 594	6 782
	Demande de consommation finale		3 864	3 878	3 923	4 130	4 180
	Demande pour investissement		1 107	1 164	1 175	1 185	1 211
	<i>Dont : entreprises</i>		1 107	1 164	1 175	1 185	1 211
	<i>ménages</i>						
HJ60Z1	Radiodiffusion	60.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		705	698	588	581	622
	Demande de consommation finale		574	585	604	602	592
	Demande pour investissement		132	139	132	131	134
	<i>Dont : entreprises</i>		132	139	132	131	134
	<i>ménages</i>						
HJ60Z2	Programmation de télévision et télédiffusion	60.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5 653	6 142	6 125	6 013	6 160
	Demande de consommation finale		3 290	3 293	3 319	3 528	3 588
	Demande pour investissement		975	1 025	1 043	1 054	1 077
	<i>Dont : entreprises</i>		975	1 025	1 043	1 054	1 077
	<i>ménages</i>						

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
JA	ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION	58 à 60					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,5	1,3	3,2	1,5	2,1
	Demande de consommation finale		0,6	0,2	1,3	1,5	0,9
	Demande pour investissement		0,6	3,8	3,3	0,0	1,7
	<i>Dont : entreprises</i>		0,7	3,8	3,3	0,1	1,7
	<i>ménages</i>						
GJ58Z	Édition	58					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,8	1,1	1,8	1,1	1,1
	Demande de consommation finale		0,9	0,4	1,4	1,5	0,9
	Demande pour investissement		0,3	5,0	3,3	-0,6	1,5
	<i>Dont : entreprises</i>		0,3	5,2	3,3	-0,6	1,5
	<i>ménages</i>						
HJ58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques	58.1, 58.21					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,8	1,1	1,8	1,1	1,1
	Demande de consommation finale		0,9	0,5	1,4	1,6	1,0
	Demande pour investissement		0,0	0,0	2,3	2,3	0,0
	<i>Dont : entreprises</i>		0,0	0,0	2,3	2,3	0,0
	<i>ménages</i>						
HJ58Z2	Autres éditions de logiciels	58.29					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations						
	Demande de consommation finale		-3,9	-4,7	0,6	-2,2	-1,6
	Demande pour investissement		0,3	5,0	3,3	-0,6	1,5
	<i>Dont : entreprises</i>		0,3	5,2	3,3	-0,6	1,5
	<i>ménages</i>						
GJ59Z	Prod. films cinémat. vidéo & prog.TV- enrg. sonore & éd. musicale	59					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,3	1,7	3,5	2,1	2,8
	Demande de consommation finale		-1,5	-1,3	-0,7	-1,2	0,5
	Demande pour investissement		1,6	1,2	2,8	1,8	2,3
	<i>Dont : entreprises</i>		1,6	1,2	2,8	1,8	2,3
	<i>ménages</i>						
HJ59Z1	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.11, 59.12					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,6	1,2	2,8	1,7	2,9
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement		1,6	1,2	2,8	1,8	2,3
	<i>Dont : entreprises</i>		1,6	1,2	2,8	1,8	2,3
	<i>ménages</i>						
HJ59Z2	Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.13, 59.14					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8,9	5,5	6,3	4,1	3,6
	Demande de consommation finale		-1,8	-1,3	-0,5	-0,9	1,7
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale	59.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-3,4	-2,7	0,0	-1,7	-0,1
	Demande de consommation finale		-0,3	-1,3	-1,6	-2,1	-3,7
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GJ60Z	Programmation et diffusion	60					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,3	1,0	4,4	1,0	2,3
	Demande de consommation finale		1,4	1,1	2,6	3,4	0,9
	Demande pour investissement		1,3	1,0	3,8	1,9	1,8
	<i>Dont : entreprises</i>		1,3	1,0	3,8	1,9	1,8
	<i>ménages</i>						
HJ60Z1	Radiodiffusion	60.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,5	1,5	1,9	3,2	3,3
	Demande de consommation finale		2,3	1,4	2,0	3,3	3,0
	Demande pour investissement		2,3	1,5	2,3	3,1	3,1
	<i>Dont : entreprises</i>		2,3	1,5	2,3	3,1	3,1
	<i>ménages</i>						
HJ60Z2	Programmation de télévision et télédiffusion	60.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,2	1,0	4,7	0,8	2,2
	Demande de consommation finale		1,2	1,0	2,7	3,4	0,6
	Demande pour investissement		1,1	1,0	4,0	1,7	1,6
	<i>Dont : entreprises</i>		1,1	1,0	4,0	1,7	1,6
	<i>ménages</i>						

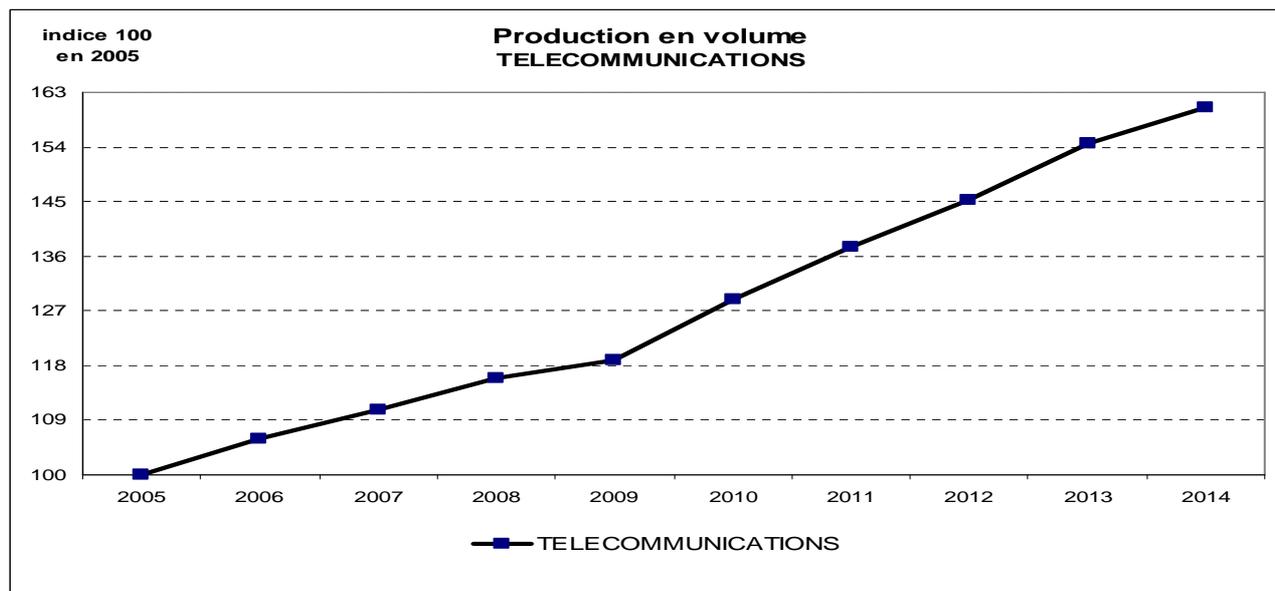
Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

Section JB - Télécommunications

Les services de télécommunications ralentissent en 2014

En 2014, la baisse des prix des services de télécommunications est moins forte : - 6,9 %, après - 11,9 % en 2013. La demande des entreprises progresse à la même vitesse que l'année précédente : + 5,6 %. Par contre, la consommation des ménages se contracte fortement (+ 2,2 % après + 10 %). Au total, la production des services de télécommunications croît de + 3,9 % en volume après + 6,4 % en 2013 et l'évolution des prix atténue la baisse prévisible en valeur: - 3,3 % contre - 6,3 % en 2013.



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010

En 2014, selon l'ARCEP (Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes), les services mobiles génèrent 41,6 % des recettes auprès du client final (hors recettes d'interconnexion entre opérateurs). Sur ce segment, les recettes décroissent sans cesse depuis 2012 : (- 7 % en valeur, après - 14 % en 2013). Cette baisse s'explique par des prix qui ne cessent de chuter, même si la vitesse de décroissance est moins marquée qu'en 2013.

En 2014, on recense 79,9 millions de lignes de téléphone mobile, soit une croissance de + 4,1 %, après + 5 % en 2013. Cette progression provient d'une part de l'augmentation du nombre de forfaits (+ 5,4 millions en un an) et d'autre part du développement du marché des cartes "Machine to Machine" (MtoM). Cette technologie permet à des équipements (serveurs centraux, caméras et systèmes, matériels communicants, terminaux, etc.) d'échanger en temps réel, sans intervention humaine, des données informatiques, graphiques, visuelles ou sonores entre eux ou avec des systèmes d'information, via un réseau. Le nombre de cartes MtoM atteint 8,2 millions en 2014, soit une hausse de 19,7 % par rapport à 2013. À l'inverse, le marché des cartes prépayées poursuit sa chute : - 7,2 % en 2014.

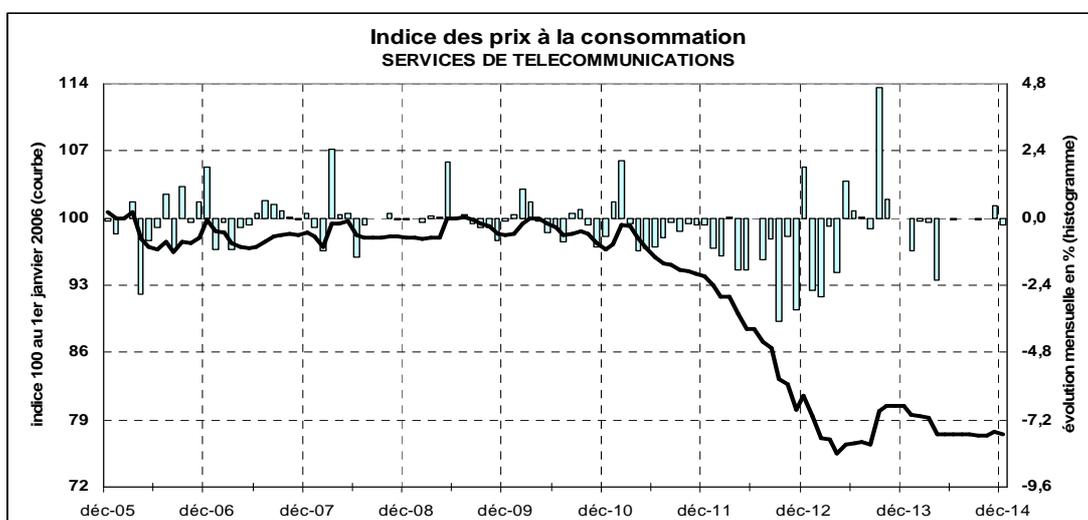
Pour la première fois en 15 ans, le volume de communications, mesuré en minutes, baisse de - 0,9 % en 2014. Ce volume progresse deux fois moins vite pour la téléphonie mobile : + 7 % en 2014, après + 14,8 % en 2013. Par ailleurs, le volume de communication depuis les postes fixes poursuit sa chute (- 11,4 % en 2014), amorcée l'année précédente. Ce dernier résultat traduit une utilisation plus systématique des téléphones mobiles par les usagers, depuis la généralisation des abonnements avec appels illimités vers les fixes et mobiles.

L'émission des messages interpersonnels (SMS) n'augmente que de 2,2 % en 2014. Le rythme de croissance tend ainsi à se stabiliser après + 5,6 % en 2013, +25,0 % en 2012 et + 42,4 % en 2011. En revanche, la consommation du volume (en téraoctets) de données mobiles, double quasiment (+ 96,6 %) en 2014, en raison d'une demande croissante de contenus et d'une concurrence entre opérateurs qui fait augmenter les volumes de données téléchargeables.

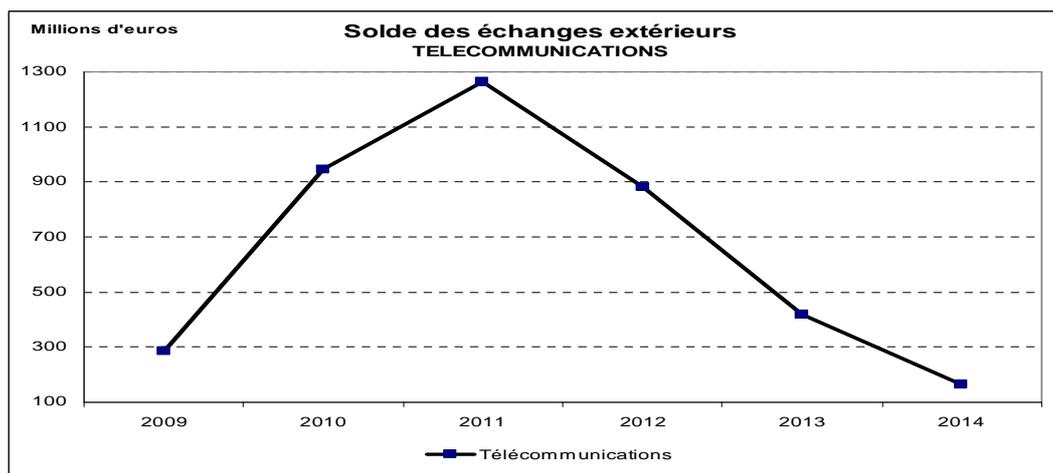
Les revenus de communications depuis les lignes fixes continuent de chuter : - 14,6 % après - 18,1 % en 2013. Ce repli s'explique par une baisse de 11,9 % du volume de minutes émises sur le réseau téléphonique commuté (RTC), mais également, pour la deuxième année, par une contraction en volume de 5,4 % des communications en voix large bande (VLB).

Les revenus issus du segment Internet haut débit et très haut débit poursuivent leur croissance au même rythme : + 2,6 % d'augmentation après + 2,7 % en 2013. Les revenus de l'accès Internet à bas débit continuent quant à eux de chuter : - 23,2 % après - 33,7 % en 2013. Le nombre d'abonnements suit la même tendance : il progresse pour l'Internet haut débit et très haut débit (+ 4,1 % avec 26 millions d'abonnements), tandis qu'il poursuit sa descente pour l'Internet bas débit (- 23,2 % avec moins de 120 000 abonnements) qui devient de plus en plus résiduel.

En 2014, le revenu provenant des services à valeur ajoutée¹ est de 2 milliards d'euros, et progresse de + 1,3 % par rapport à 2013.



Source : *Indice des prix à la consommation, Insee*



Source : *Insee, Comptes des Services, base 2010*

¹ Les services à valeur ajoutée correspondent à l'ensemble des sommes facturées par les opérateurs aux clients, y compris les sommes reversées par les opérateurs aux sociétés fournisseurs de services. Les services à valeur ajoutée de type « donnée » incluent par exemple : services kiosque « Gallery », services d'alerte, de « chat », services de type météo, jeux télévisés, d'astrologie, de téléchargement de sonneries, etc...

La production

TÉLÉCOMMUNICATIONS							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
JB	TÉLÉCOMMUNICATIONS	61	8,4	6,7	5,6	6,4	3,9

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

TÉLÉCOMMUNICATIONS							
Niveau de la production en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
JB	TÉLÉCOMMUNICATIONS	61	66 329	65 609	64 753	60 668	58 685

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

TÉLÉCOMMUNICATIONS							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
JB	TÉLÉCOMMUNICATIONS	61	-3,9	-7,3	-6,6	-11,9	-6,9

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

La demande intérieure

TÉLÉCOMMUNICATIONS								en %
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
JB	TÉLÉCOMMUNICATIONS	61						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8,9	8,6	4,9	5,2	5,6	
	Demande de consommation finale		5,6	2,6	7,6	10,0	2,2	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

TÉLÉCOMMUNICATIONS								en millions d'euros
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
JB	TÉLÉCOMMUNICATIONS	61						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		37 854	38 186	39 725	37 879	36 928	
	Demande de consommation finale		27 780	26 418	24 199	22 371	21 595	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

TÉLÉCOMMUNICATIONS								en %
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
JB	TÉLÉCOMMUNICATIONS	61						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-3,6	-7,1	-0,8	-9,4	-7,7	
	Demande de consommation finale		-4,2	-7,3	-14,9	-16,0	-5,5	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

Source : Insee, comptes des services, base 2010

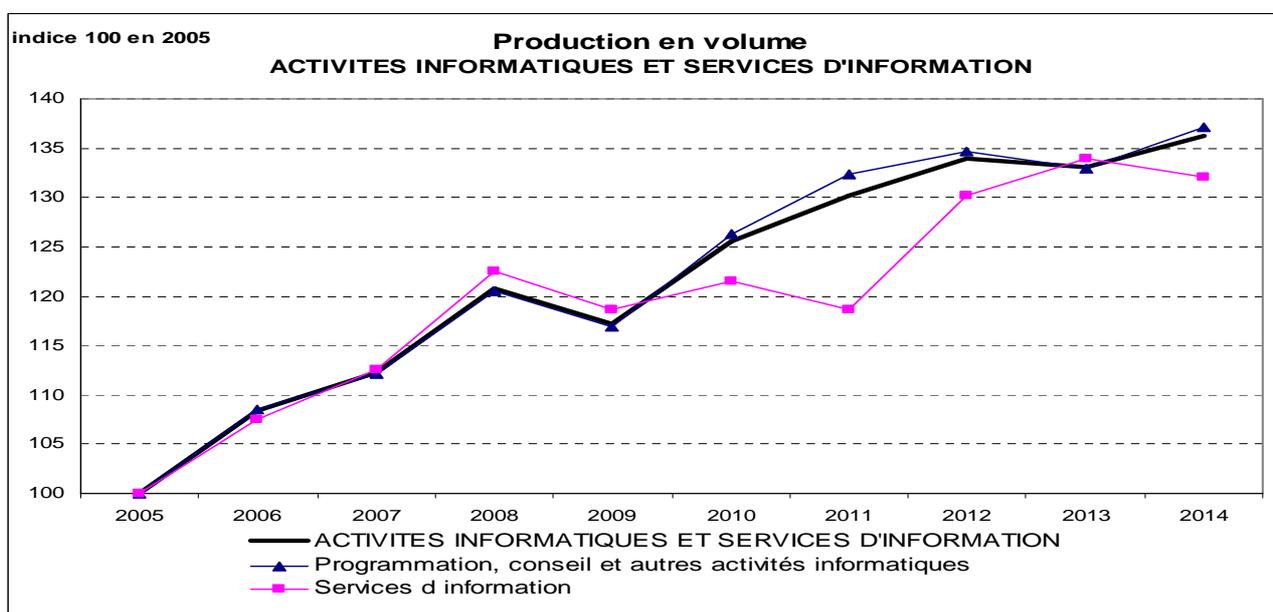
* : données provisoires

JC - Activités informatiques et services d'information

Rebond en 2014 dans les services informatiques

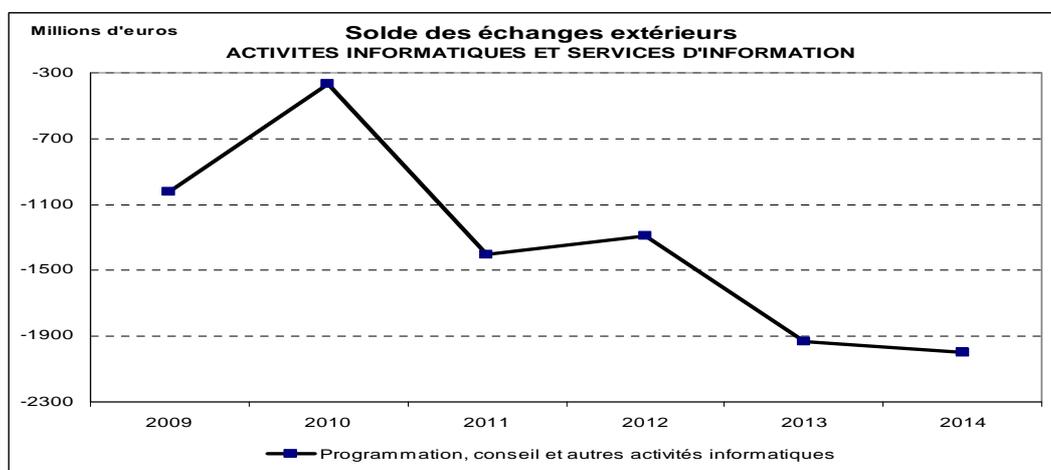
En 2014, la production des activités informatiques et services d'information renoue avec la croissance : +2,4 % en volume, après -0,7 % en 2013, en particulier dans les services de programmation, conseil et autres activités informatiques (+3,1 % en 2014, après -1,3 % en 2013). En revanche, les services d'information sont en baisse : -1,5 % en 2014 après +2,8 % en 2013. Les prix fléchissent légèrement : -0,9 %.

La branche bénéficie d'une demande intérieure soutenue. Ainsi, l'investissement des entreprises et des administrations croît de +1,8 % en volume. Leur consommation intermédiaire augmente également de +3,6 %. Par ailleurs, la demande des ménages progresse également de +1 %.



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010

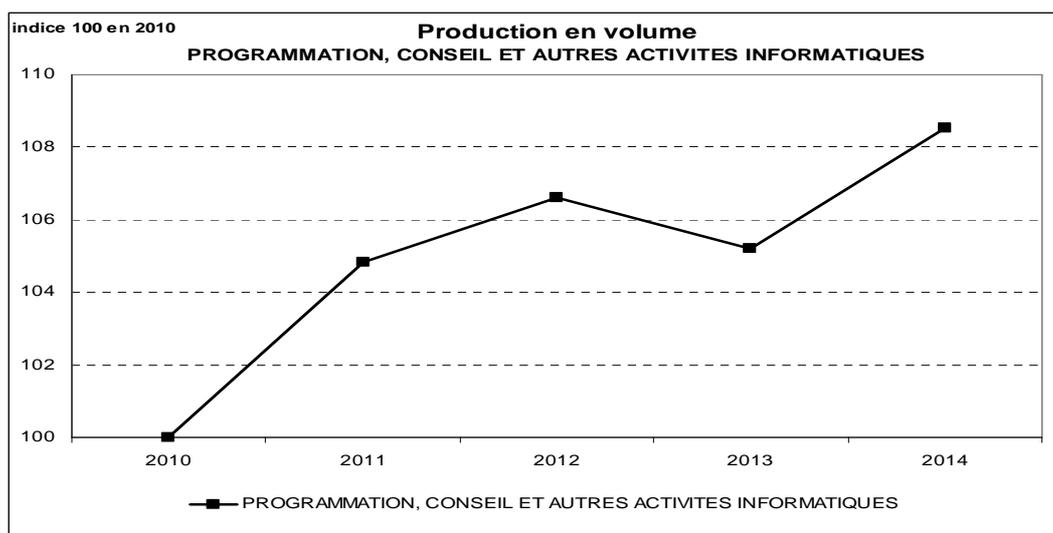
En 2014, les exportations progressent un peu plus vite que les importations, respectivement +9,3 % et +7,7 % en valeur. Le déficit du commerce extérieur (-2 000 millions d'euros) se creuse très légèrement (-1 935 millions en 2013).



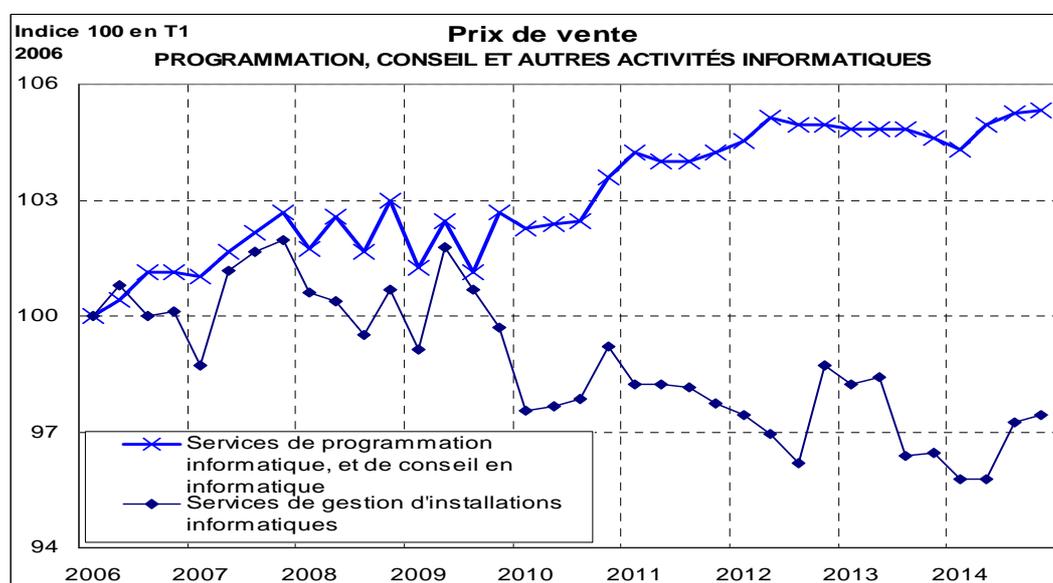
Source : Insee, Comptes des Services, base 2010

La production en volume des services de **programmation, conseil et autres activités informatiques** rebondit en 2014 (+ 3,1 % après – 1,3 % en 2013). L'augmentation de la production en volume, conjuguée à une baisse des prix de - 1,3 %, engendre une hausse plus modérée de la production en valeur (+ 1,8 %). La croissance de l'investissement (+ 2,1 %) et celle de la consommation intermédiaire des entreprises (+ 5,4 %) soutiennent l'activité.

Selon le Syntec Numérique, la production dans l'activité « Conseil et Services Informatiques »² progresse de 1 % en 2014. Dans cette activité, l'infogérance (d'infrastructures ou applicative) ainsi que l'intégration constituent des relais de croissance, ce qui n'est pas le cas de la formation et support qui enregistre une baisse de – 0,8 %. Les secteurs clients les plus dynamiques en 2014 sont ceux des banques, assurances et finance devant ceux de l'énergie et des transports.



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010



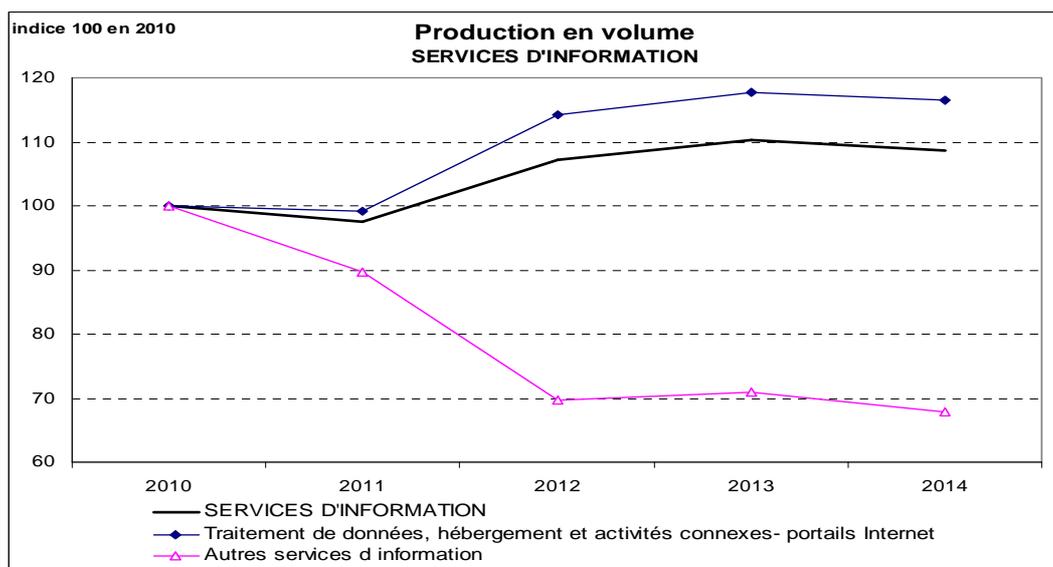
Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee

² Le champ d'activité enquêté par le Syntec Numérique, qui suit une logique Métiers, ne recouvre pas celui suivi par l'Insee.

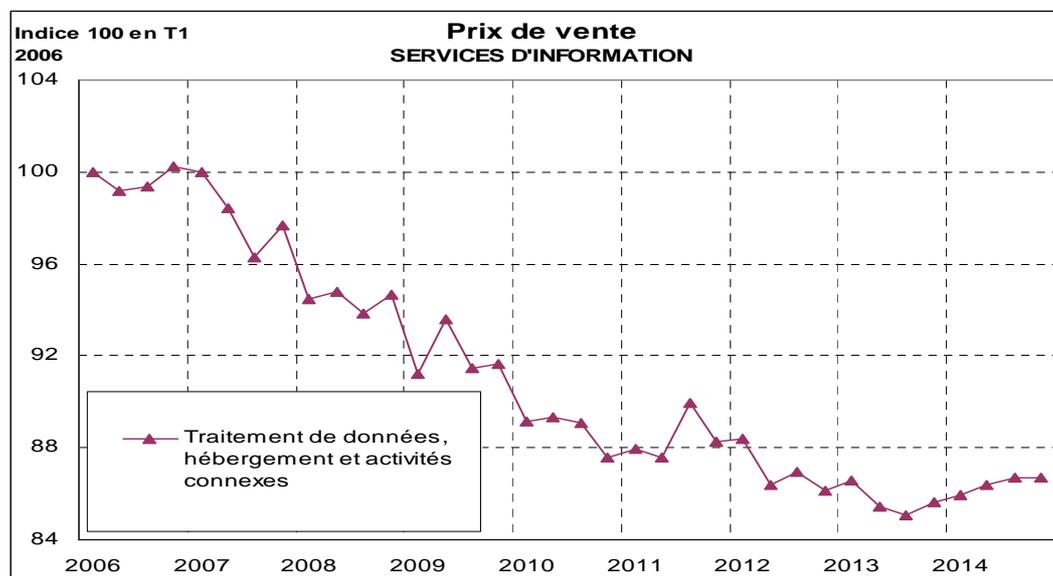
En 2014, l'activité des **services d'information** diminue de $-1,5\%$ en volume. Les prix effectuent un rebond de $+1,2\%$, après $-1,1\%$ en 2013. Cela permet de stabiliser les recettes en valeur : $-0,3\%$. La demande émane essentiellement de la consommation intermédiaire des entreprises (64 %).

En 2014, les activités de traitement de données, hébergement et activités connexes - portails Internet sont à la baisse, après deux années consécutives de croissance : $-1,2\%$ en volume. Les prix augmentent ($+1\%$) conduisant à une stabilisation du chiffre d'affaire $-0,1\%$.

En 2014, les autres services d'information sont de nouveau en chute ($-4,1\%$ en volume) après une légère croissance en 2013 ($+1,6\%$). La hausse marquée des prix ($+2,5\%$) permet d'atténuer la baisse des recettes en valeur : $-1,8\%$.



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee

La production

ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION								en %
Taux de croissance de la production en VOLUME								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
JC	ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION	62, 63	7,1	3,7	2,9	-0,7	2,4	
GJ62Z	Programmation, conseil et autres activités informatiques	62	8,1	4,8	1,7	-1,3	3,1	
GJ63Z	Services d information	63	2,5	-2,4	9,8	2,8	-1,5	
HJ63Z1	Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet	63.1	0,5	-0,9	15,4	3,0	-1,2	
HJ63Z2	Autres services d information	63.9	15,1	-10,4	-22,2	1,6	-4,1	

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION								en millions d'euros
Niveau de la production en VALEUR								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
JC	ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION	62, 63	66 446	69 472	71 316	71 729	72 783	
GJ62Z	Programmation, conseil et autres activités informatiques	62	56 024	59 367	60 259	60 482	61 571	
GJ63Z	Services d information	63	10 422	10 105	11 057	11 247	11 212	
HJ63Z1	Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet	63.1	8 795	8 609	9 821	9 992	9 979	
HJ63Z2	Autres services d information	63.9	1 627	1 496	1 236	1 255	1 233	

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION								en %
Taux de croissance du PRIX de la production								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
JC	ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION	62, 63	-0,4	0,8	-0,2	1,3	-0,9	
GJ62Z	Programmation, conseil et autres activités informatiques	62	0,1	1,1	-0,2	1,7	-1,3	
GJ63Z	Services d information	63	-3,0	-0,7	-0,4	-1,1	1,2	
HJ63Z1	Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet	63.1	-3,5	-1,2	-1,1	-1,2	1,0	
HJ63Z2	Autres services d information	63.9	-0,6	2,6	6,2	-0,1	2,5	

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

La demande intérieure

ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION								en %
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
JC	ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION	62, 63						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6,3	6,4	-1,0	1,6	3,6	
	Demande de consommation finale		-4,4	2,0	4,0	-0,6	1,0	
	Demande pour investissement		6,2	4,5	5,0	-0,5	1,8	
	<i>Dont : entreprises</i>		6,6	4,9	5,4	-0,4	1,6	
	<i>ménages</i>							
GJ62Z	Programmation, conseil et autres activités informatiques	62						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7,5	9,6	-2,6	1,2	5,4	
	Demande de consommation finale		-4,6	2,1	4,0	-0,6	1,1	
	Demande pour investissement		6,7	5,2	3,5	-0,9	2,1	
	<i>Dont : entreprises</i>		7,2	5,8	3,7	-0,8	1,9	
	<i>ménages</i>							
GJ63Z	Services d'information	63						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,1	-2,2	3,9	2,7	-1,5	
	Demande de consommation finale		0,0	-2,0	4,1	0,0	-1,9	
	Demande pour investissement		1,6	-2,8	22,5	3,0	-1,2	
	<i>Dont : entreprises</i>		1,6	-2,8	22,5	3,0	-1,2	
	<i>ménages</i>							
HJ63Z1	Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet	63.1						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,3	-0,5	11,2	4,9	-1,0	
	Demande de consommation finale		0,0	-2,0	4,1	0,0	-1,9	
	Demande pour investissement		1,8	-1,6	22,5	3,0	-1,2	
	<i>Dont : entreprises</i>		1,8	-1,6	22,5	3,0	-1,2	
	<i>ménages</i>							
HJ63Z2	Autres services d'information	63.9						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		15,8	-7,8	-20,2	-6,5	-4,1	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement		-14,3					
	<i>Dont : entreprises</i>		-14,3					
	<i>ménages</i>							

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION							
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
JC	ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION	62, 63					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		26 454	28 331	27 984	28 722	29 533
	Demande de consommation finale		1 544	1 612	1 699	1 702	1 732
	Demande pour investissement		39 162	41 301	43 250	43 637	43 937
	<i>Dont : entreprises</i>		33 173	35 104	36 889	37 244	37 429
	<i>ménages</i>						
GJ62Z	Programmation, conseil et autres activités informatiques	62					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		19 324	21 390	20 772	21 389	22 221
	Demande de consommation finale		1 495	1 563	1 647	1 649	1 679
	Demande pour investissement		35 795	38 068	39 333	39 652	39 959
	<i>Dont : entreprises</i>		29 806	31 871	32 972	33 259	33 451
	<i>ménages</i>						
GJ63Z	Services d'information	63					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7 130	6 941	7 212	7 333	7 312
	Demande de consommation finale		49	49	52	53	53
	Demande pour investissement		3 367	3 233	3 917	3 985	3 978
	<i>Dont : entreprises</i>		3 367	3 233	3 917	3 985	3 978
	<i>ménages</i>						
HJ63Z1	Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet	63.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5 421	5 327	5 852	6 062	6 063
	Demande de consommation finale		49	49	52	53	53
	Demande pour investissement		3 325	3 233	3 917	3 985	3 978
	<i>Dont : entreprises</i>		3 325	3 233	3 917	3 985	3 978
	<i>ménages</i>						
HJ63Z2	Autres services d'information	63.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 709	1 614	1 360	1 271	1 249
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement		42				
	<i>Dont : entreprises</i>		42				
	<i>ménages</i>						

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION								en %
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
JC	ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION	62, 63						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,8	0,6	-0,2	1,1	-0,8	
	Demande de consommation finale		1,2	2,3	1,4	0,8	0,8	
	Demande pour investissement		-0,2	0,9	-0,3	1,4	-1,1	
	<i>Dont : entreprises</i>		-0,2	0,9	-0,3	1,4	-1,0	
	<i>ménages</i>							
GJ62Z	Programmation, conseil et autres activités informatiques	62						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,1	1,0	-0,3	1,8	-1,4	
	Demande de consommation finale		1,2	2,4	1,4	0,7	0,7	
	Demande pour investissement		0,1	1,1	-0,2	1,7	-1,3	
	<i>Dont : entreprises</i>		0,1	1,1	-0,2	1,7	-1,3	
	<i>ménages</i>							
GJ63Z	Services d information	63						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-2,9	-0,4	0,0	-1,0	1,2	
	Demande de consommation finale		2,1	2,1	2,0	1,9	1,9	
	Demande pour investissement		-3,4	-1,2	-1,1	-1,2	1,0	
	<i>Dont : entreprises</i>		-3,4	-1,2	-1,1	-1,2	1,0	
	<i>ménages</i>							
HJ63Z1	Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet	63.1						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-3,5	-1,2	-1,2	-1,2	1,0	
	Demande de consommation finale		2,1	2,1	2,0	1,9	1,9	
	Demande pour investissement		-3,5	-1,2	-1,1	-1,2	1,0	
	<i>Dont : entreprises</i>		-3,5	-1,2	-1,1	-1,2	1,0	
	<i>ménages</i>							
HJ63Z2	Autres services d information	63.9						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,8	2,4	5,6	-0,1	2,5	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement		0,0					
	<i>Dont : entreprises</i>		0,0					
	<i>ménages</i>							

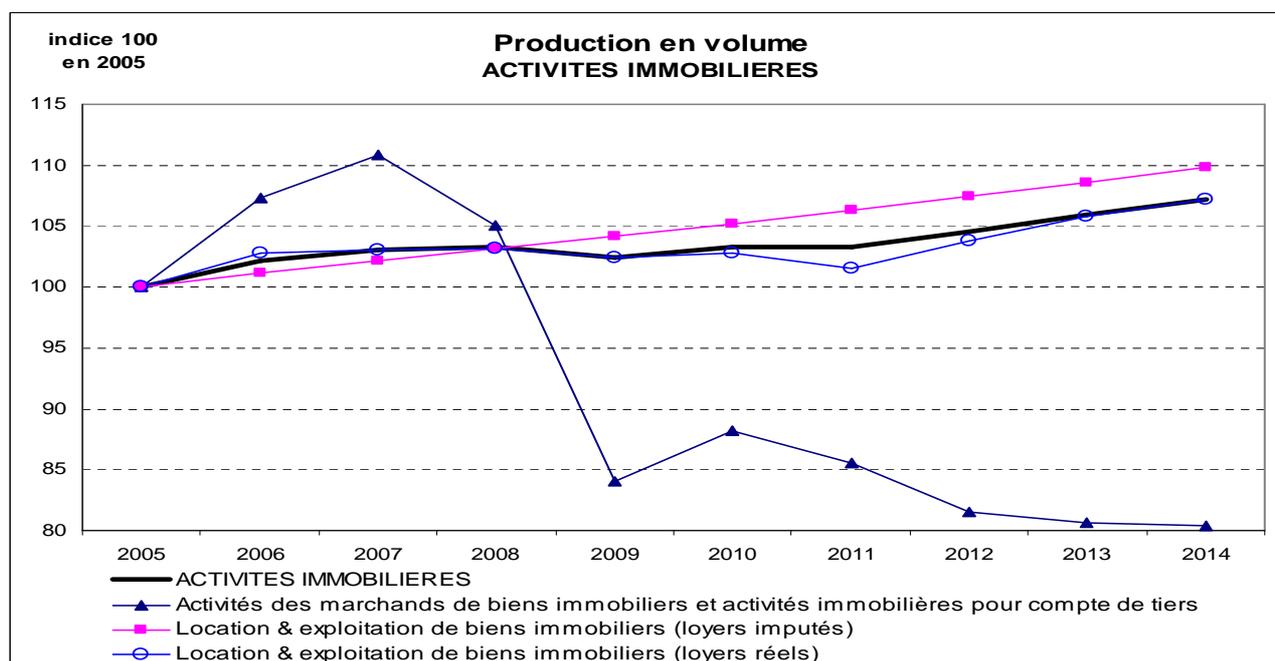
Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

Section L - Activités immobilières

La croissance se tasse légèrement dans l'immobilier en 2014

En 2014, la croissance des activités immobilières se tasse légèrement : + 1,2 % en volume, après + 1,3 % en 2013 et 1,2 % en 2012. Les activités des marchands de biens immobiliers et les activités immobilières pour compte de tiers restent en baisse (- 0,3 % en volume) : les transactions diminuent sur les logements anciens et restent déprimées dans l'immobilier neuf. En outre, la croissance de la location de logements (loyers réels et imputés), qui constitue 96 % de la production de la branche, ralentit (+ 1,2 % en volume, après + 1,4 % en 2013). La hausse des prix des activités immobilières poursuit lentement son ralentissement : + 0,6 % en 2014, après + 0,7 % en 2013 et + 1,5 % en 2012.



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010

En 2014, les **activités des marchands de biens immobiliers et les activités immobilières pour compte de tiers** diminuent à nouveau (- 0,3 % en volume).

Selon les données des bases immobilières des Notaires de France, le nombre de transactions sur les **logements anciens** (appartements et maisons) se contracte à 700 000 en 2014, soit un niveau nettement inférieur au plateau de plus de 800 000 ventes annuelles observé entre 2001 et 2007 et en 2011.

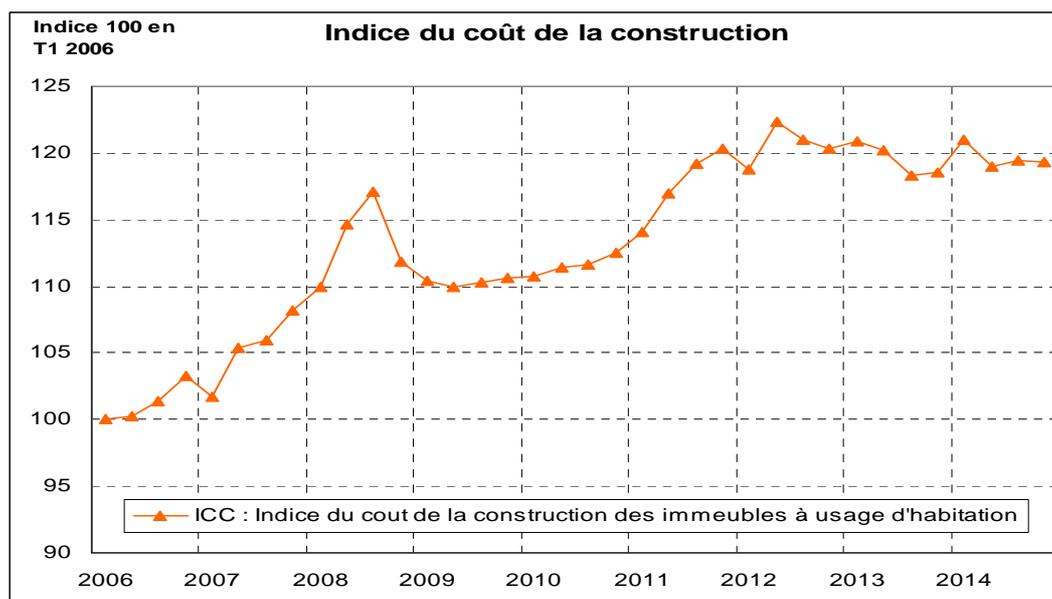
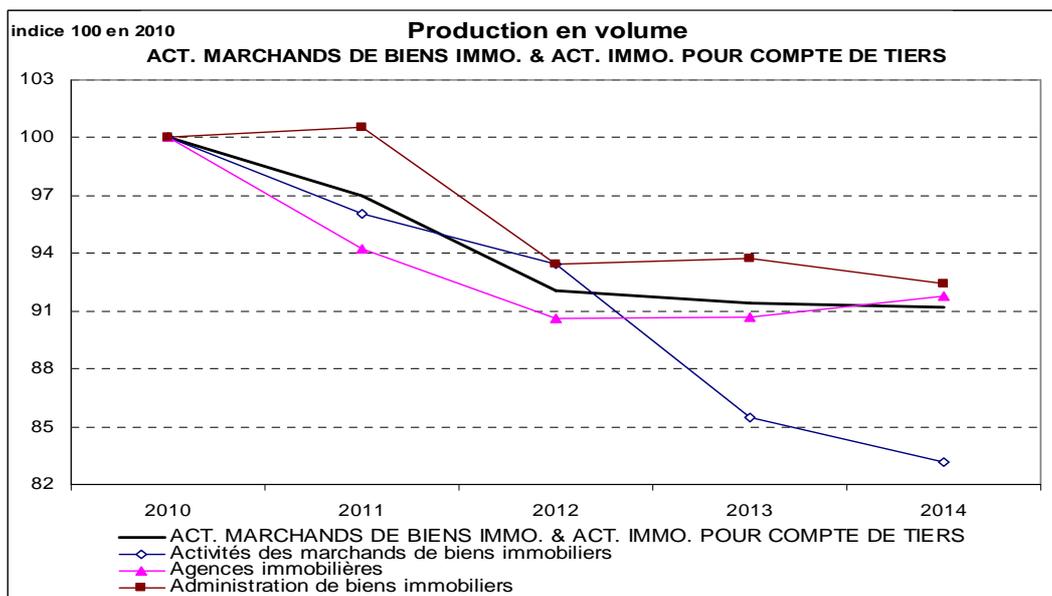
L'activité dans l'**immobilier neuf** s'est aussi contractée en 2014. Selon les chiffres du Service de l'observation et des statistiques (SOeS) du ministère du Développement durable, 78 558 logements en immeubles collectifs ont été vendus contre 80 498 en 2013 (- 2,4 %), et 7 263 maisons contre 8 815 en 2013 (- 17,6 %).

Après s'être stabilisé en 2013, les prix des services des marchands de biens immobiliers et activités immobilières pour compte de tiers baissent de 0,5 % en 2014.

En 2014, l'activité des agences immobilières se redresse en volume (+ 1,2 %), après une année 2013 morose. La baisse des prix entamée en 2012 s'amplifie (- 1,8 % en 2014, après - 0,5 % en 2013 et - 0,1 % en 2012). En valeur, l'activité des agences immobilières se replie à 5,5 milliards d'euros en 2014 (- 0,7 %).

Les activités des marchands de biens immobiliers baissent de 2,8 % en volume en 2014. Les prix sont stables (0,0 %). La production en valeur plafonne à 1 milliard d'euros en 2014.

L'administration de biens immobiliers baisse de 1,3 % en volume en 2014, après un palier en 2013 (+ 0,3 %). La hausse des prix se stabilise : + 0,8 % en 2014, comme en 2013. En valeur, l'activité stagne autour de 4,9 milliards d'euros.

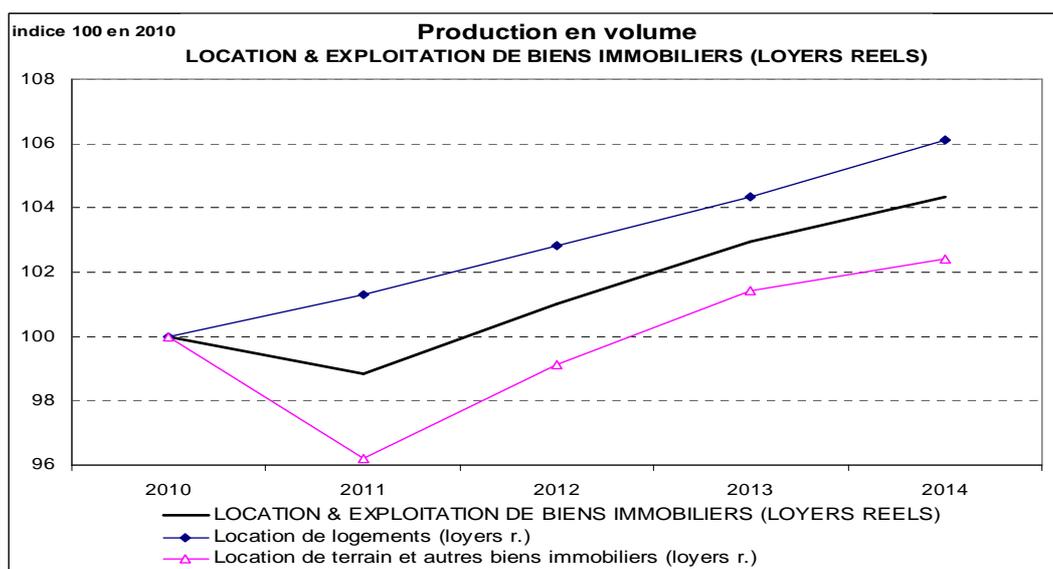


La croissance de la **location et exploitation de biens immobiliers (loyers réels)** s'établit à + 1,3 % en volume en 2014, après + 1,9 % en 2012. La hausse des prix reste limitée, à + 0,3 % après + 0,1 % en 2013. En valeur, l'activité de la branche atteint 123 milliards d'euros en 2014 (+ 1,7 %).

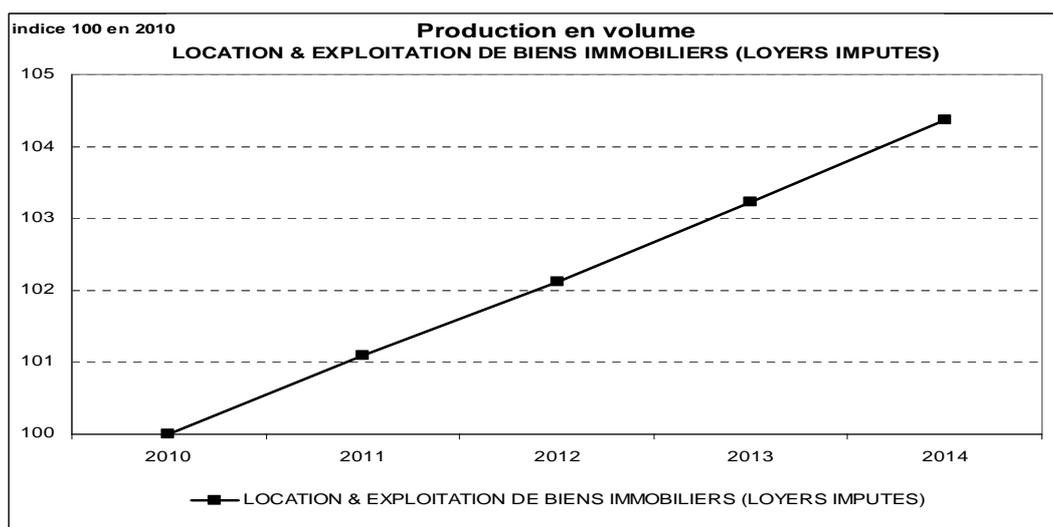
La **location de logements (loyers réels)** augmente en volume de 1,7 % en 2014, soit un rythme légèrement supérieur celui de 2013 (+ 1,5 %). La hausse des prix ralentit : + 1,1 % en 2014, contre + 1,6 % en 2013. Le montant total de la production de la location de logements s'élève ainsi à 65,8 milliards d'euros en 2014 (+ 2,8 %).

En 2014, la **location de terrains et autres biens immobiliers (loyers réels)** augmente peu (+ 1,0 % en volume après + 2,3 % en 2013). Les prix poursuivent leur baisse, à un rythme moindre (- 0,6 %, après - 1,5 % en 2013). En valeur, l'activité se maintient ainsi un peu au-dessus de 57 milliards d'euros en 2014 (+ 0,4 %).

Le montant des **loyers imputés**, loyers que les propriétaires auraient à payer s'ils étaient locataires du logement qu'ils habitent, est évalué à 168 milliards d'euros en valeur en 2014 (+ 2,0 %).

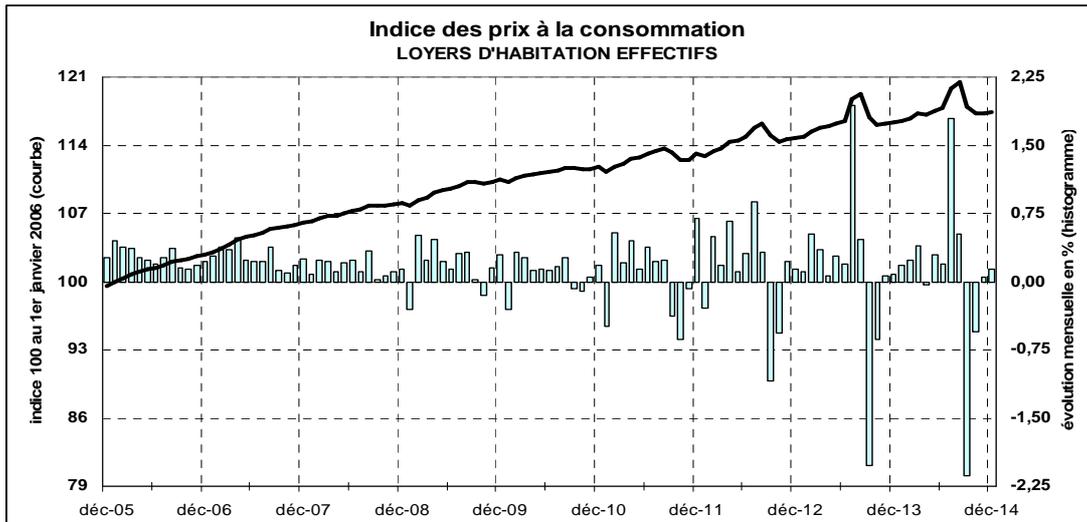


Source : Insee, Comptes des Services, base 2010

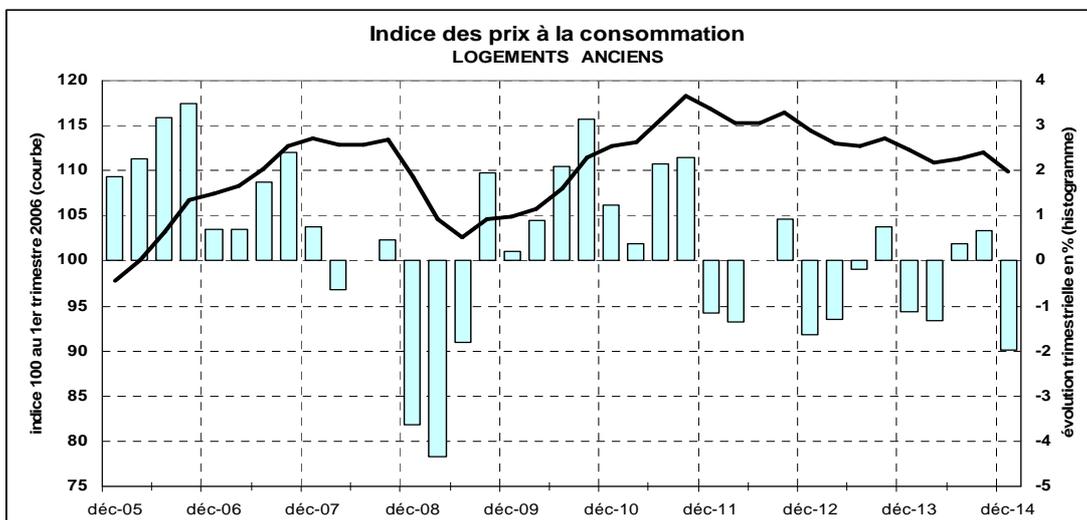


Source : Insee, Comptes des Services, base 2010

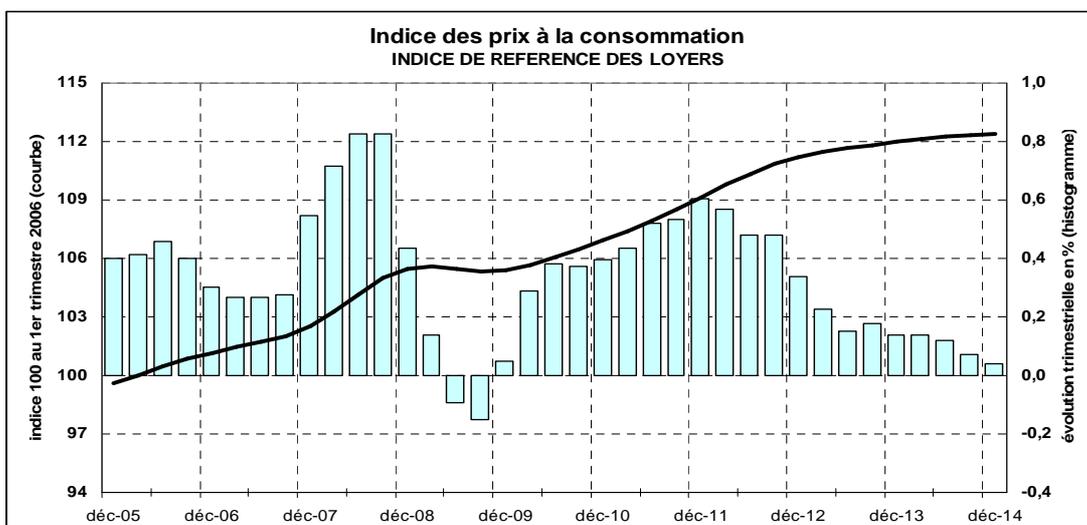
Les prix à la consommation



Source : indice des prix à la consommation, Insee



Source : indice des prix à la consommation, Insee



Source : indice des prix à la consommation, Insee

La production

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
							en %
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
LZ	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68	1,0	0,0	1,2	1,3	1,2
GL68A	Act. marchands de biens immo. & act. immo. pour compte de tiers	68.1, 68.3	7,3	-3,0	-5,1	-0,7	-0,3
HL68A1	Activités des marchands de biens immobiliers	68.1	12,3	-3,9	-2,8	-8,5	-2,8
HL68A2	Agences immobilières	68.31	16,7	-5,8	-3,8	0,1	1,2
HL68A3	Administration de biens immobiliers	68.32	-2,8	0,5	-7,1	0,3	-1,3
GL68I	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)		1,0	1,1	1,0	1,1	1,1
GL68R	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers réels)	68.2	0,4	-1,2	2,2	1,9	1,3
HL68R1	Location de logements (loyers réels)	68.20A	1,3	1,3	1,5	1,5	1,7
HL68R2	Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20B	-0,6	-3,8	3,0	2,3	1,0

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES							
Niveau de la production en VALEUR							
							en millions d'euros
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
LZ	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68	281 619	284 208	292 024	298 054	303 194
GL68A	Act. marchands de biens immo. & act. immo. pour compte de tiers	68.1, 68.3	12 559	12 217	11 673	11 599	11 504
HL68A1	Activités des marchands de biens immobiliers	68.1	1 248	1 228	1 193	1 084	1 054
HL68A2	Agences immobilières	68.31	6 138	5 784	5 555	5 535	5 497
HL68A3	Administration de biens immobiliers	68.32	5 173	5 205	4 925	4 980	4 953
GL68I	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)		154 239	157 257	161 406	165 114	168 345
GL68R	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers réels)	68.2	114 821	114 734	118 945	121 341	123 345
HL68R1	Location de logements (loyers réels)	68.20A	58 805	60 132	62 063	64 003	65 790
HL68R2	Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20B	56 016	54 602	56 882	57 338	57 555

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES							
Taux de croissance du PRIX de la production							
							en %
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
LZ	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68	1,4	0,9	1,5	0,7	0,6
GL68A	Act. marchands de biens immo. & act. immo. pour compte de tiers	68.1, 68.3	2,9	0,3	0,7	0,0	-0,5
HL68A1	Activités des marchands de biens immobiliers	68.1	5,2	2,4	-0,1	-0,7	0,0
HL68A2	Agences immobilières	68.31	4,2	0,0	-0,1	-0,5	-1,8
HL68A3	Administration de biens immobiliers	68.32	0,8	0,1	1,8	0,8	0,8
GL68I	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)		1,2	0,9	1,6	1,2	0,8
GL68R	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers réels)	68.2	1,3	1,1	1,4	0,1	0,3
HL68R1	Location de logements (loyers réels)	68.20A	1,5	0,9	1,7	1,6	1,1
HL68R2	Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20B	1,2	1,3	1,1	-1,5	-0,6

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

La demande intérieure

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES								en %
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
LZ	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,2	-3,4	1,9	2,1	0,8	
	Demande de consommation finale		1,1	1,2	1,1	1,2	1,3	
	Demande pour investissement		18,1	-6,3	-2,8	-1,3	0,2	
	<i>Dont : entreprises</i>		10,4	-4,3	-2,9	-6,2	-1,8	
	<i>ménages</i>		20,5	-7,4	-3,5	0,4	0,0	
GL68A	Act. marchands de biens immo. & act. immo. pour compte de tiers	68.1, 68.3						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	-1,4	-6,8	0,1	-0,7	
	Demande de consommation finale		2,5	3,2	1,1	-5,7	1,5	
	Demande pour investissement		18,1	-6,3	-2,8	-1,3	0,2	
	<i>Dont : entreprises</i>		10,4	-4,3	-2,9	-6,2	-1,8	
	<i>ménages</i>		20,5	-7,4	-3,5	0,4	0,0	
HL68A1	Activités des marchands de biens immobiliers	68.1						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		12,6	-3,3	-3,4	-8,4	-3,1	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement		12,3	-4,0	-2,7	-8,5	-2,7	
	<i>Dont : entreprises</i>		12,3	-4,0	-2,6	-8,4	-2,7	
	<i>ménages</i>		12,3	-4,0	-2,7	-8,5	-2,7	
HL68A2	Agences immobilières	68.31						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		15,6	-5,9	-6,5	0,1	1,2	
	Demande de consommation finale		2,5	3,2	1,1	-5,7	1,5	
	Demande pour investissement		20,1	-7,1	-2,9	1,2	1,1	
	<i>Dont : entreprises</i>		4,9	-5,2	-3,9	0,8	0,8	
	<i>ménages</i>		22,4	-8,1	-3,6	2,5	0,5	
HL68A3	Administration de biens immobiliers	68.32						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-2,8	0,5	-7,1	0,3	-1,3	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GL68I	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations							
	Demande de consommation finale		1,0	1,1	1,0	1,1	1,1	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GL68R	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers réels)	68.2						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,5	-3,6	3,1	2,4	1,0	
	Demande de consommation finale		1,3	1,4	1,4	1,6	1,7	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HL68R1	Location de logements (loyers réels)	68.20A						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations							
	Demande de consommation finale		1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HL68R2	Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20B						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,5	-3,6	3,1	2,4	1,0	
	Demande de consommation finale		0,6	-0,1	-3,8	0,3	-0,3	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES							
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
LZ	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		64 841	63 410	65 327	65 858	66 087
	Demande de consommation finale		216 803	221 305	227 472	233 201	238 239
	Demande pour investissement		4 457	4 197	4 064	3 979	3 940
	<i>Dont : entreprises</i>		559	545	529	492	481
	<i>ménages</i>		3 820	3 550	3 412	3 400	3 357
GL68A	Act. marchands de biens immo. & act. immo. pour compte de tiers	68.1, 68.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7 595	7 492	7 066	7 101	7 056
	Demande de consommation finale		507	528	543	519	508
	Demande pour investissement		4 457	4 197	4 064	3 979	3 940
	<i>Dont : entreprises</i>		559	545	529	492	481
	<i>ménages</i>		3 820	3 550	3 412	3 400	3 357
HL68A1	Activités des marchands de biens immobiliers	68.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		150	148	143	130	126
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement		1 098	1 080	1 050	954	928
	<i>Dont : entreprises</i>		424	417	406	369	359
	<i>ménages</i>		674	663	644	585	569
HL68A2	Agences immobilières	68.31					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 272	2 139	1 998	1 991	1 977
	Demande de consommation finale		507	528	543	519	508
	Demande pour investissement		3 359	3 117	3 014	3 025	3 012
	<i>Dont : entreprises</i>		135	128	123	123	122
	<i>ménages</i>		3 146	2 887	2 768	2 815	2 788
HL68A3	Administration de biens immobiliers	68.32					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5 173	5 205	4 925	4 980	4 953
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GL68I	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		154 239	157 257	161 406	165 114	168 345
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GL68R	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers réels)	68.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		57 246	55 918	58 261	58 757	59 031
	Demande de consommation finale		62 057	63 520	65 523	67 568	69 386
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HL68R1	Location de logements (loyers réels)	68.20A					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		61 332	62 783	64 789	66 823	68 643
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HL68R2	Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20B					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		57 246	55 918	58 261	58 757	59 031
	Demande de consommation finale		725	737	734	745	743
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
LZ	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,2	1,2	1,1	-1,3	-0,5
	Demande de consommation finale		1,3	0,9	1,6	1,3	0,9
	Demande pour investissement		4,8	0,5	-0,4	-0,8	-1,2
	<i>Dont : entreprises</i>		5,1	1,9	0,0	-0,8	-0,4
	<i>ménages</i>		4,8	0,3	-0,4	-0,8	-1,2
GL68A	Act. marchands de biens immo. & act. immo. pour compte de tiers	68.1, 68.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,9	0,1	1,2	0,4	0,0
	Demande de consommation finale		1,4	1,0	1,7	1,4	-3,6
	Demande pour investissement		4,8	0,5	-0,4	-0,8	-1,2
	<i>Dont : entreprises</i>		5,1	1,9	0,0	-0,8	-0,4
	<i>ménages</i>		4,8	0,3	-0,4	-0,8	-1,2
HL68A1	Activités des marchands de biens immobiliers	68.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,9	2,1	0,0	-0,8	0,0
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement		5,3	2,5	-0,1	-0,7	0,0
	<i>Dont : entreprises</i>		5,2	2,5	0,0	-0,8	0,0
	<i>ménages</i>		5,3	2,5	-0,2	-0,7	0,0
HL68A2	Agences immobilières	68.31					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,2	0,0	-0,1	-0,4	-1,8
	Demande de consommation finale		1,4	1,0	1,7	1,4	-3,6
	Demande pour investissement		4,6	-0,2	-0,5	-0,8	-1,5
	<i>Dont : entreprises</i>		4,7	0,0	0,0	-0,8	-1,6
	<i>ménages</i>		4,7	-0,2	-0,5	-0,8	-1,5
HL68A3	Administration de biens immobiliers	68.32					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,8	0,1	1,8	0,8	0,8
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GL68I	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations						
	Demande de consommation finale		1,2	0,9	1,6	1,2	0,8
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GL68R	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers réels)	68.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,1	1,3	1,1	-1,5	-0,5
	Demande de consommation finale		1,5	0,9	1,7	1,5	1,0
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HL68R1	Location de logements (loyers réels)	68.20A					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations						
	Demande de consommation finale		1,5	0,9	1,7	1,5	1,0
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HL68R2	Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20B					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,1	1,3	1,1	-1,5	-0,5
	Demande de consommation finale		1,3	1,8	3,5	1,2	0,0
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

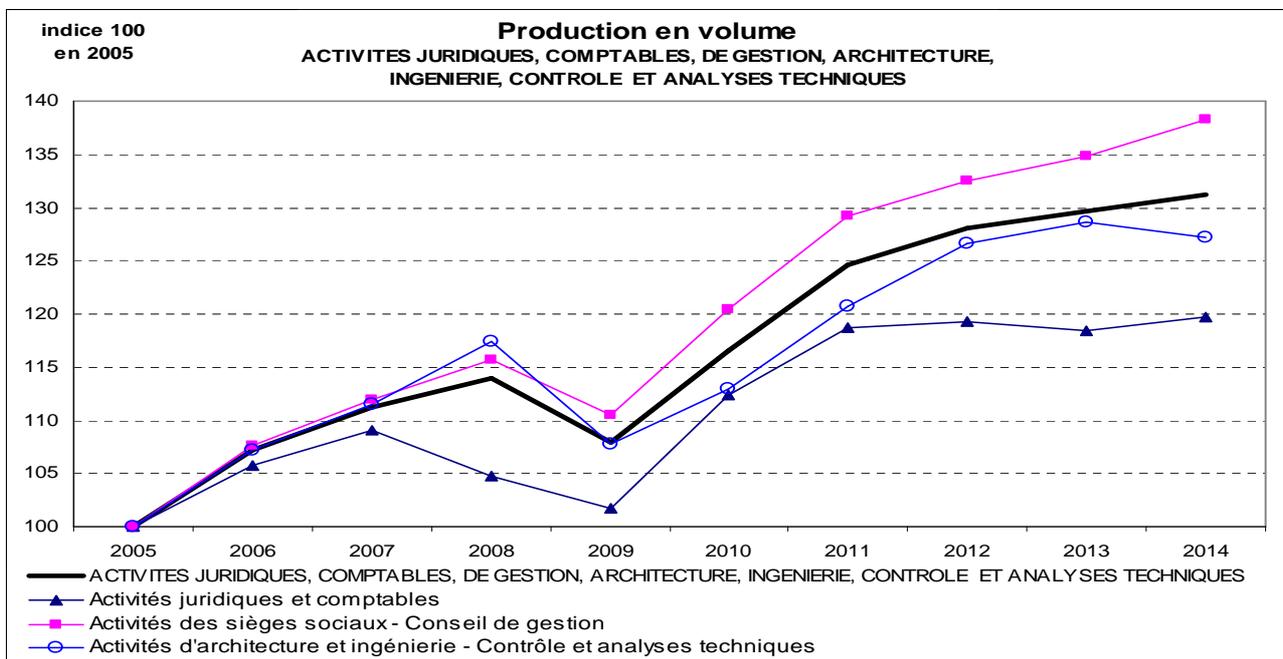
Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

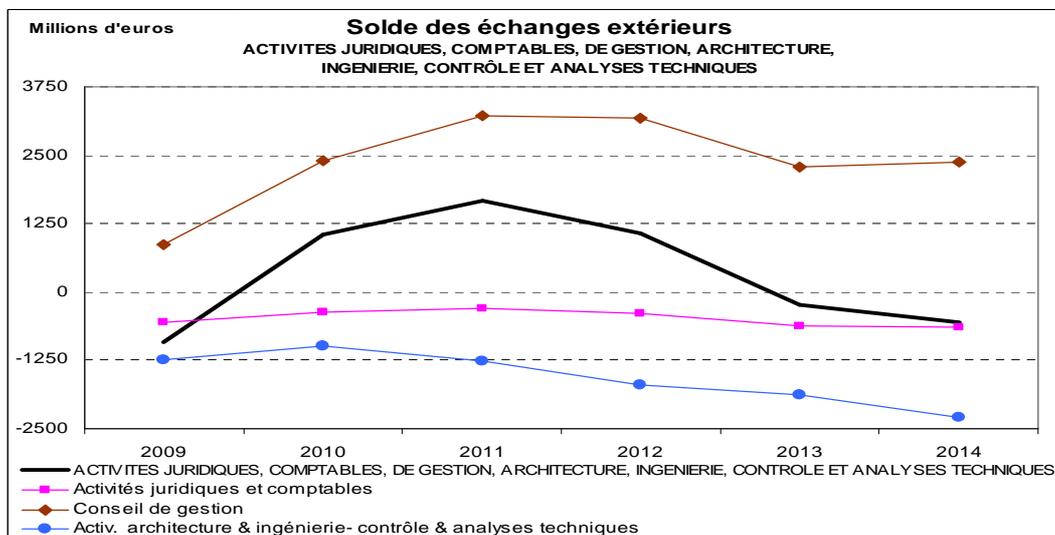
MA - Activités juridiques, comptables, de gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques

L'activité des sièges sociaux tire de nouveau la branche, tandis que les difficultés se confirment dans la branche ingénierie

En 2014, la production des Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques augmente en volume de 1,2 %, comme en 2013 (1,3 %). Les prix sont restés stables sur ces deux années. La croissance de la branche continue d'être tirée par le dynamisme des activités des sièges sociaux et du conseil de gestion (+ 2,5 % en volume, + 2,6 % en valeur). À l'inverse, le recul des activités d'architecture et d'ingénierie en 2014 (- 1,7 % en volume) confirme les difficultés rencontrées par cette branche après le tassement de 2013.



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010

Le volume de production des **activités juridiques et comptables** renoue avec la croissance en 2014 (+ 1,0 %) après deux années sans ressort (- 0,4 % en 2013 et + 0,1 % en 2012). La production croît également de 1,0 % en valeur, en raison d'une stabilité des prix. La croissance de la branche est tirée par le dynamisme des activités comptables (+ 2,4 % en volume), tandis que les activités juridiques se tassent légèrement (- 0,5 % en volume), en raison d'un marché de l'immobilier encore à la peine.

La production des activités juridiques ne baisse que légèrement en 2014 (- 0,5 % en volume) après trois années très difficiles pour la branche (- 2,4 % en 2013, - 3,2 % en 2012 et - 1,9 % en 2011). Malgré la nouvelle loi de finance 2014³, les prix sont restés stables après avoir augmenté entre 2011 et 2013. Au total, la production de la branche enregistre une baisse également de 0,5 % en valeur (après - 1,7 % en 2013 et - 1,0 % en 2012). Dans la période 2011-2013, le recul de l'activité des professions juridiques tenait principalement aux difficultés du marché de l'immobilier, qui impactent particulièrement les notaires, dont l'activité est consacrée pour moitié à l'immobilier. En 2014, l'investissement des ménages en services juridiques (liés à l'immobilier) augmente de 4,0 % en volume, après - 7 % en 2013. De même, leur consommation d'autres services juridiques progresse de 3%. En revanche, la consommation intermédiaire des entreprises recule de 2,0 %, après + 2,6 % en 2013.

La croissance de la production des activités comptables accélère en 2014 (+ 2,4 % en volume après + 1,7 % en 2013). Toutefois, en valeur, la croissance de la production reste proche de celle observée l'année précédente (+ 2,5 % en 2014 après + 2,6 % en 2013) en raison d'une quasi-stabilité des prix (+ 0,1 % en 2014 après + 0,9 % en 2013). En effet, la pression tarifaire se maintient dans la profession à cause d'une forte pression concurrentielle, illustrée notamment par les tentatives de développement d'un modèle *low cost* de prestations professionnelles. Cette pression tarifaire touche en particulier les missions comptables traditionnelles (service de tenue et surveillance de comptabilité, établissement des comptes annuels et déclarations fiscales), qui représentent toujours plus de 70 % de l'activité. La mise en place d'un nouveau dispositif réglementaire⁴ qui permet la libéralisation de l'activité (ouverture capitalistique, autorisation du démarchage commercial, accès aux particuliers, etc.) pourrait ainsi inciter la profession comptable à diversifier ses activités notamment vers les missions de conseil social et patrimonial aux particuliers (la demande des ménages en services comptables représente moins de 3 % de l'activité de la branche et ne se développe que lentement).

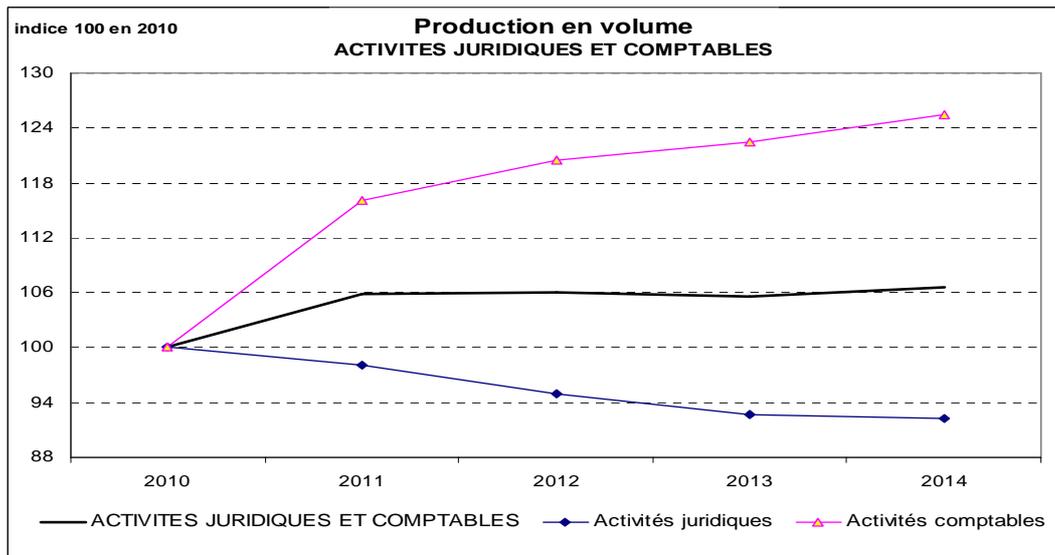
Les **activités des sièges sociaux et du conseil de gestion** restent le principal contributeur à la croissance de la branche en 2014. En effet, le rythme de croissance de la production se maintient à un niveau élevé en 2014 (+ 2,5 % en volume après + 1,7 % en 2013 et + 2,6 % en 2012), bien qu'en net ralentissement par rapport aux années 2010 et 2011. La croissance de la branche en 2014 est tirée, à la fois, par les activités des sièges sociaux et par les activités de conseil de gestion. Les prix de la branche sont toutefois restés stables en 2014 (après + 0,7 % en 2013). Au total, la production en valeur progresse de 2,6 % en 2014, comme en 2013 (+ 2,5 %).

Le volume de production des activités des sièges sociaux ralentit légèrement mais reste dynamique (+ 1,8 % en 2014 après + 2,0 % en 2013). Le ralentissement de la production est toutefois plus net en valeur (+ 1,8 % en 2014 après + 2,7 % en 2013). En effet, les prix sont restés stables en 2014 alors qu'ils avaient progressé de 0,7 % en 2013. Le dynamisme de l'activité des sièges sociaux a fortement contribué à la performance de l'ensemble de la branche. En effet, avec une production de 77,6 milliards d'euros en valeur en 2014, cette activité représente 37 % de la production totale de la branche activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques.

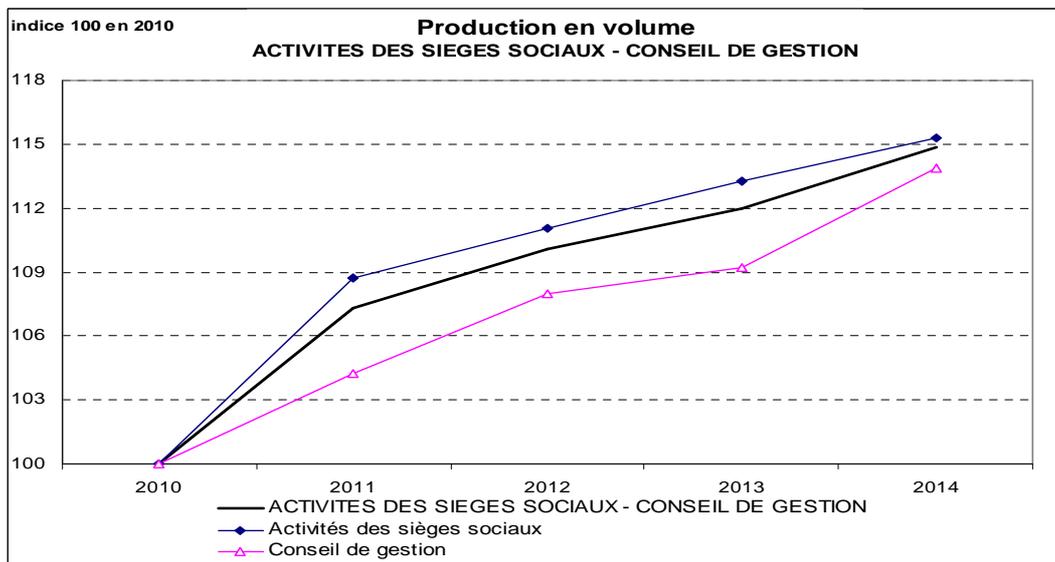
La croissance de l'activité de conseil de gestion accélère nettement en 2014 (+ 4,3 % en volume) et renoue ainsi avec la croissance enregistrée en 2011 (+ 4,2 %) et en 2012 (+ 3,6 %), après une année de ralentissement en 2013 (+ 1,1 %). Les prix restent toutefois stables en 2014 (0,0 % après + 0,7 % en 2013). Au total, la production accélère moins fortement en valeur (+ 4,3 % en 2014 après + 1,8 % en 2013) qu'en volume.

³ La loi de finances 2014 permet aux départements qui le décident d'augmenter depuis le 1^{er} mars 2014 la part plafonnée du taux des droits d'enregistrement qui leur revient (pouvant ainsi passer de 3,80 % à 4,50 % du prix de vente d'un bien immobilier). Au 1^{er} janvier 2015, la quasi-totalité des Conseils généraux avaient opté pour cette hausse à l'exception de 7 départements : Paris (75), l'Indre (36), l'Isère (38), la Mayenne (53), le Morbihan (56), la Martinique (972) et Mayotte (976). Les Conseils généraux de ces départements peuvent encore, d'ici le 30 novembre 2015, décider de leur augmentation qui s'appliquera alors aux ventes à compter du 1^{er} janvier 2016.

⁴ Il s'agit notamment de la loi du 28 mars 2011 de modernisation des professions judiciaires ou juridiques et certaines professions réglementées ; de la loi du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services ; et du décret du 30 mars 2012 relatif à l'activité d'expertise comptable.



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010

Après deux années de ralentissement, la production des **activités d'architecture et d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques** baisse en 2014 (- 1,1 % en volume après + 1,6 % en 2013 et + 4,9 % en 2012). Cette baisse s'explique par les difficultés des *activités d'architecture et d'ingénierie* (- 1,7 % en volume) tandis que les *activités de contrôle et d'analyses techniques* ont affiché une croissance forte (+ 4,0 % en volume). La pression tarifaire semble peser un peu moins sur la branche : les prix sont restés stables en 2014, après la forte baisse enregistrée en 2013 (- 1,7 %). Au total, la production en valeur baisse de 1,2 % en 2014 (après - 0,1 % en 2013).

L'année 2014 confirme les difficultés des *activités d'architecture et d'ingénierie*. La production en volume baisse de 1,7 % après deux années de net ralentissement (+ 1,9 % en 2013, + 4,9 % en 2012 et + 7,9 % en 2011). Même si l'ingénierie représente l'essentiel de la branche, les autres professions (architectes et géomètres) pâtissent également de la mauvaise conjoncture économique. L'environnement économique reste particulièrement difficile dans le secteur de la construction et des travaux publics qui comptent parmi les principaux clients donneurs d'ordre de la branche. Par exemple, le nombre de logement autorisés continue de baisser fortement en 2014 (- 12,0 %) et le nombre de logements mis en chantier chute de - 10,3 % (source : Commissariat au développement durable).

Dans ce contexte de contraction de la demande, les ingénieristes et architectes continuent de peser sur leur prix (- 0,1 %), mais moins qu'en 2013 (- 2,0 %). Au total, la production de la branche en valeur baisse donc de 1,9 % en 2014 (après - 0,2 % en 2013).

En raison de cette atonie du marché intérieur, les activités à l'export sont un enjeu important pour les ingénieristes (la production exportée de la branche augmente de 12 % en volume en 2014 après + 11 % en 2013).

Les *activités de contrôle et analyse techniques* affichent un fort dynamisme en 2014 : la production rebondit nettement (+ 4,0 % en volume), après une légère baisse en 2013 (- 0,5 %). De plus, l'année 2014 confirme le relâchement de la pression concurrentielle sur les prix déjà observée en 2013 (+ 0,9 % après + 1,1 % en 2013) et qui impactait l'activité de la branche avant 2013 (- 0,9 % en 2012, + 0,3 % en 2011 et - 0,9 % en 2010). Au total, la production en valeur s'inscrit en hausse de 4,9 % en 2014 après + 0,6 % en 2013.

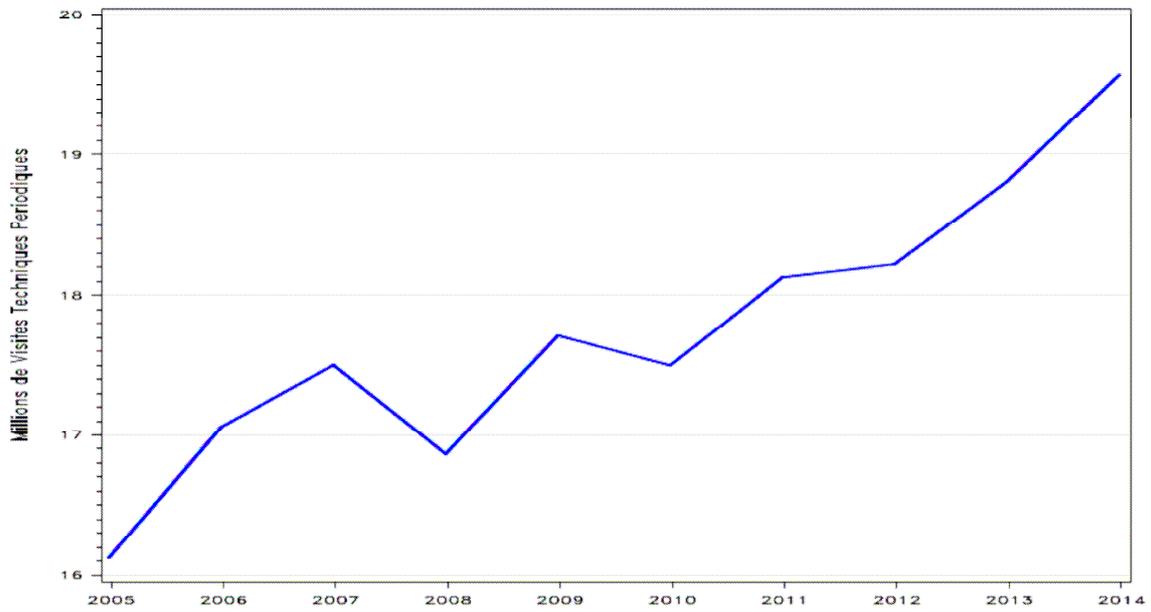
Le dynamisme de la branche s'explique surtout par le regain de la demande des entreprises. En effet, les opérateurs en analyses, essais et inspections techniques voient leur activité rebondir fortement en 2014 (+ 5,2 % en volume) après la baisse enregistrée en 2013 (- 1,1 %).

Le dynamisme de la branche s'explique également par la consommation des ménages (notamment en contrôle technique automobile) qui poursuit une croissance forte en 2014 (+ 3,6 % en volume après + 3,4 % en 2013) après le net ralentissement enregistrée en 2012 (+ 1,4 % après + 3,9 % en 2011). En effet, le nombre de contrôles techniques (visites techniques périodiques et contre-visites) réalisés sur l'ensemble des véhicules a augmenté de 3,8 % en 2014 (après + 2,7 % en 2013) pour atteindre 24,1 millions en 2014 (source : UTAC OTC⁵).

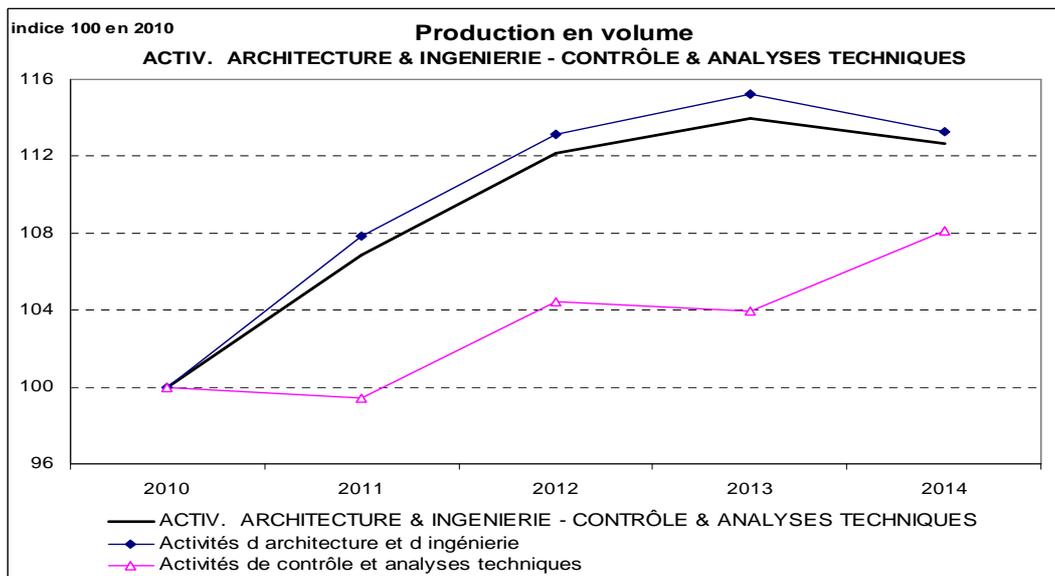
L'activité de contrôle technique est toutefois marquée par le maintien d'une forte pression sur le prix des prestations (- 0,1 % en 2014 après - 0,2 % en 2013). Elle s'explique notamment par la hausse continue du nombre de centres de contrôle, bien que ralentie en 2014 (+ 1,7 % après + 3,2 % en 2013 et + 3,5 % en 2012) qui atteint 6 215 installations de contrôles agréées à fin 2014. Cette situation se traduit par une pression concurrentielle sur les tarifs des prestations de l'activité de contrôle technique, alors même que les possibilités de diversifications au sein de cette branche sont très limitées.

⁵ Union Technique de l'Automobile du motocycle et du Cycle - Organisme Technique Central

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ AU COURS DES 10 DERNIÈRES ANNÉES
POUR LES VISITES TECHNIQUES PÉRIODIQUES

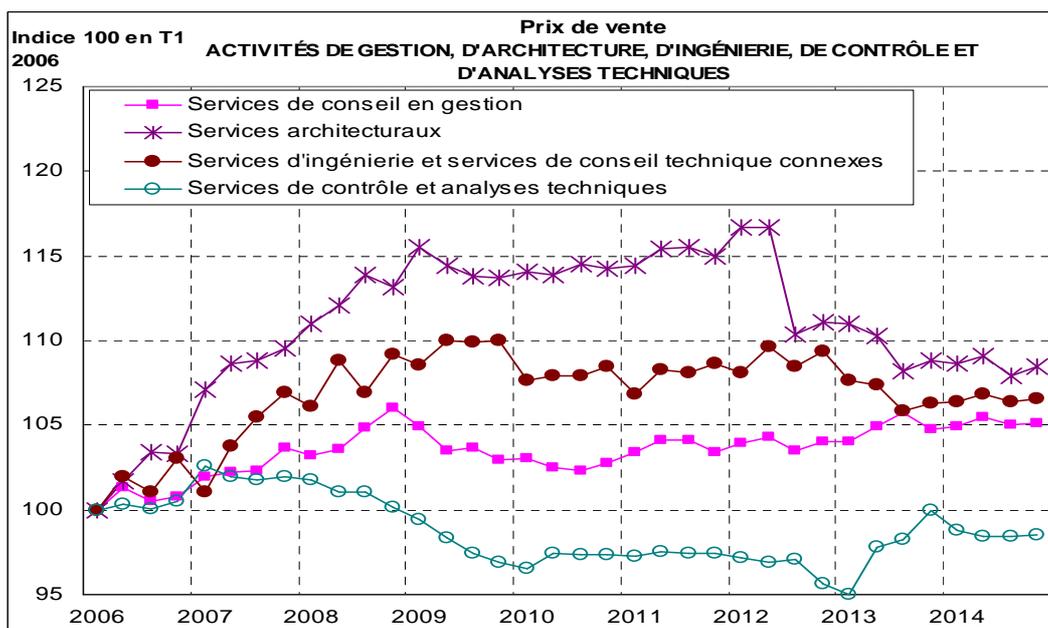
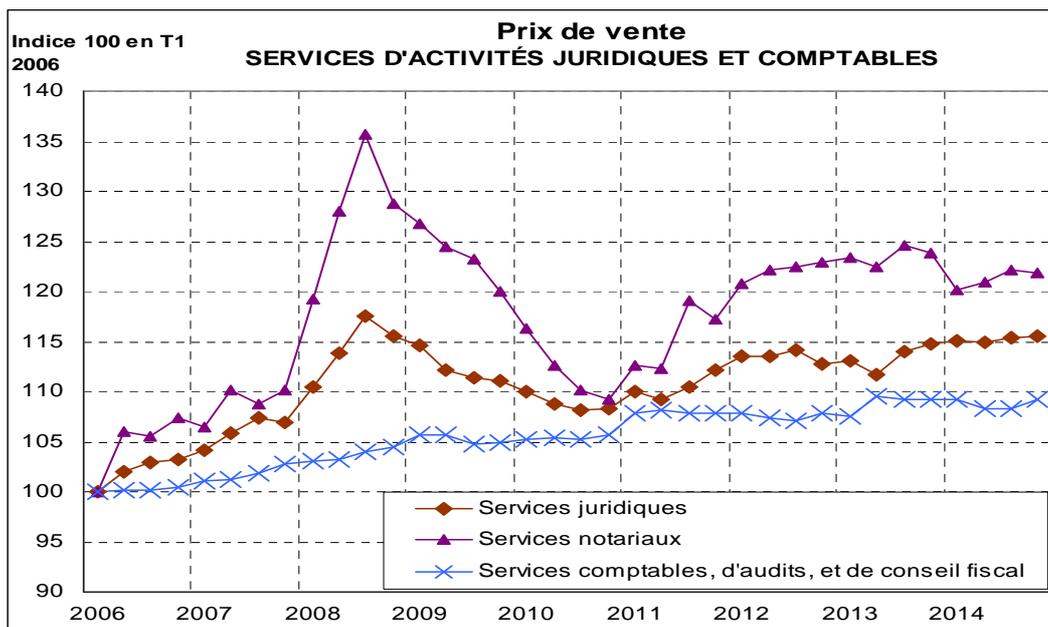


Source : UTAC OTC



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010

Les prix de vente



Les tableaux suivants incluent des données sur l'activité de **Recherche et développement marchande, niveau GM72M de la section MB**, qui fait partie des services marchands. Ces données ne sont pas commentées en raison de l'incertitude affectant l'estimation de l'activité en branche de la R&D à partir d'indicateurs de chiffres d'affaires sectoriels pour le compte provisoire

La production

ACTIVITES JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE & ANALYSES TECHNIQUES Marchandes							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
MA	ACT. JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE & ANALYSES TECHNIQUES Marchandes	69 à 71	8,1	6,9	2,8	1,3	1,2
GM69Z	Activités juridiques et comptables	69	11,0	5,9	0,1	-0,4	1,0
HM69Z1	Activités juridiques	69.1	15,8	-1,9	-3,2	-2,4	-0,5
HM69Z2	Activités comptables	69.2	5,2	16,1	3,7	1,7	2,4
GM70Z	Activités des sièges sociaux - conseil de gestion	70	9,0	7,3	2,6	1,7	2,5
HM70Z1	Activités des sièges sociaux	70.1	7,7	8,7	2,1	2,0	1,8
HM70Z2	Conseil de gestion	70.2	11,8	4,2	3,6	1,1	4,3
GM71Z	Activités architecture & ingénierie- contrôle & analyses techniques	71	4,8	6,9	4,9	1,6	-1,1
HM71Z1	Activités d architecture et d ingénierie	71.1	5,0	7,9	4,9	1,9	-1,7
HM71Z2	Activités de contrôle et analyses techniques	71.2	3,4	-0,6	5,1	-0,5	4,0
MB (GM72M)	RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE Marchande	72	2,6	3,7	2,6	1,5	0,2

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ACTIVITES JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE & ANALYSES TECHNIQUES Marchandes							
Niveau de la production en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
MA	ACT. JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE & ANALYSES TECHNIQUES Marchandes	69 à 71	185 098	200 765	207 125	209 860	212 417
GM69Z	Activités juridiques et comptables	69	35 575	38 405	38 794	38 949	39 337
HM69Z1	Activités juridiques	69.1	20 191	20 103	19 893	19 553	19 456
HM69Z2	Activités comptables	69.2	15 384	18 302	18 901	19 396	19 881
GM70Z	Activités des sièges sociaux - conseil de gestion	70	96 784	104 930	107 833	110 480	113 345
HM70Z1	Activités des sièges sociaux	70.1	66 028	72 533	74 213	76 247	77 629
HM70Z2	Conseil de gestion	70.2	30 756	32 397	33 620	34 233	35 716
GM71Z	Activités architecture & ingénierie- contrôle & analyses techniques	71	52 739	57 430	60 498	60 431	59 735
HM71Z1	Activités d architecture et d ingénierie	71.1	46 687	51 397	54 217	54 110	53 103
HM71Z2	Activités de contrôle et analyses techniques	71.2	6 052	6 033	6 281	6 321	6 632
MB (GM72M)	RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE Marchande	72	30 883	32 278	33 286	34 122	34 214

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ACTIVITES JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE & ANALYSES TECHNIQUES Marchandes							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
MA	ACT. JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE & ANALYSES TECHNIQUES Marchandes	69 à 71	0,1	1,5	0,4	0,0	0,0
GM69Z	Activités juridiques et comptables	69	-1,7	1,9	0,9	0,8	0,0
HM69Z1	Activités juridiques	69.1	-2,9	1,5	2,2	0,7	0,0
HM69Z2	Activités comptables	69.2	0,1	2,4	-0,4	0,9	0,1
GM70Z	Activités des sièges sociaux - conseil de gestion	70	1,6	1,0	0,2	0,7	0,0
HM70Z1	Activités des sièges sociaux	70.1	1,6	1,0	0,2	0,7	0,0
HM70Z2	Conseil de gestion	70.2	1,5	1,1	0,2	0,7	0,0
GM71Z	Activités architecture & ingénierie- contrôle & analyses techniques	71	-1,1	1,9	0,4	-1,7	0,0
HM71Z1	Activités d architecture et d ingénierie	71.1	-1,2	2,1	0,6	-2,0	-0,1
HM71Z2	Activités de contrôle et analyses techniques	71.2	-0,9	0,3	-0,9	1,1	0,9
MB (GM72M)	RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE Marchande	72	1,1	0,8	0,5	1,0	0,0

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

La demande intérieure

ACTIVITES JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE & ANALYSES TECHNIQUES Marchandes							
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
MA	Act. jur. compta., de gest., archi., ingé., ctrl & anal. tech. marchandes	69 à 71					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7,3	6,4	3,3	2,0	1,8
	Demande de consommation finale		4,2	-2,0	-1,9	0,8	3,0
	Demande pour investissement		11,3	8,5	2,9	-2,4	-2,2
	<i>Dont : entreprises</i>		4,9	6,9	4,7	0,2	-0,7
	<i>ménages</i>		24,9	10,7	0,4	-5,8	-3,7
GM69Z	Activités juridiques et comptables	69					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7,8	5,0	1,0	0,7	0,5
	Demande de consommation finale		4,9	-2,7	-2,3	0,5	2,9
	Demande pour investissement		28,5	13,0	-1,8	-7,0	-1,9
	<i>Dont : entreprises</i>		24,6	16,7	-8,8	-7,4	6,0
	<i>ménages</i>		32,0	12,3	-0,8	-6,6	-3,8
HM69Z1	Activités juridiques	69.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		10,1	-6,9	-2,5	-0,5	-2,1
	Demande de consommation finale		5,1	-2,9	-2,5	0,4	3,0
	Demande pour investissement		28,5	13,0	-1,8	-7,0	-1,9
	<i>Dont : entreprises</i>		24,6	16,7	-8,8	-7,4	6,0
	<i>ménages</i>		32,0	12,3	-0,8	-6,6	-3,8
HM69Z2	Activités comptables	69.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,4	16,6	3,8	1,6	2,5
	Demande de consommation finale		2,5	0,4	1,1	1,9	2,4
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM70Z	Activités des sièges sociaux - conseil de gestion	70					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7,3	6,6	2,7	2,7	2,5
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM70Z1	Activités des sièges sociaux	70.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7,7	8,7	2,1	2,0	1,8
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM70Z2	Conseil de gestion	70.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6,4	1,8	4,2	4,2	4,3
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM71Z	Activités architecture & ingénierie- contrôle & analyses techniques	71					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6,8	6,9	6,6	1,4	0,8
	Demande de consommation finale		-1,4	3,9	1,4	3,4	3,6
	Demande pour investissement		1,5	5,0	6,9	1,1	-2,4
	<i>Dont : entreprises</i>		2,6	5,5	6,9	1,3	-1,6
	<i>ménages</i>		0,7	3,1	6,7	-1,7	-3,3
HM71Z1	Activités d architecture et d ingénierie	71.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7,7	8,2	6,7	1,9	0,0
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement		1,5	5,0	6,9	1,1	-2,4
	<i>Dont : entreprises</i>		2,6	5,5	6,9	1,3	-1,6
	<i>ménages</i>		0,7	3,1	6,7	-1,7	-3,3
HM71Z2	Activités de contrôle et analyses techniques	71.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,9	1,0	5,8	-1,1	5,2
	Demande de consommation finale		-1,4	3,9	1,4	3,4	3,6
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
MB (GM72M)	RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE Marchande	72					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,1	15,6	-2,5	-0,2	1,0
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement		2,8	3,7	3,0	0,9	0,5
	<i>Dont : entreprises</i>		3,4	3,4	3,0	0,8	0,9
	<i>ménages</i>						

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ACTIVITES JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE & ANALYSES TECHNIQUES Marchandes
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR

en millions d'euros

Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
MA	Act. juri, compta., de gest., archi., ingé., ctrlé. & anal. tech. Marchandes	69 à 71					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		160 707	173 623	179 963	184 205	187 439
	Demande de consommation finale		7 548	7 582	7 544	7 643	7 883
	Demande pour investissement		31 327	34 687	35 833	34 531	34 402
	<i>Dont : entreprises</i>		15 853	17 292	18 291	18 013	17 842
	<i>ménages</i>		13 353	15 099	15 063	14 101	14 251
GM69Z	Activités juridiques et comptables	69					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		29 660	31 896	32 525	33 367	33 554
	Demande de consommation finale		6 748	6 746	6 692	6 764	6 973
	Demande pour investissement		13 542	15 686	15 453	14 381	14 773
	<i>Dont : entreprises</i>		2 002	2 402	2 282	2 116	2 222
	<i>ménages</i>		11 038	12 694	12 529	11 702	11 952
HM69Z1	Activités juridiques	69.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		14 738	14 067	14 100	14 468	14 185
	Demande de consommation finale		6 290	6 275	6 210	6 270	6 464
	Demande pour investissement		13 542	15 686	15 453	14 381	14 773
	<i>Dont : entreprises</i>		2 002	2 402	2 282	2 116	2 222
	<i>ménages</i>		11 038	12 694	12 529	11 702	11 952
HM69Z2	Activités comptables	69.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		14 922	17 829	18 425	18 899	19 369
	Demande de consommation finale		458	471	482	494	509
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM70Z	Activités des sièges sociaux - conseil de gestion	70					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		94 383	101 700	104 664	108 203	110 977
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM70Z1	Activités des sièges sociaux	70.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		66 028	72 533	74 213	76 247	77 629
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM70Z2	Conseil de gestion	70.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		28 355	29 167	30 451	31 956	33 348
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM71Z	Activités architecture & ingénierie- contrôle & analyses techniques	71					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		36 664	40 027	42 774	42 635	42 908
	Demande de consommation finale		800	836	852	879	910
	Demande pour investissement		17 785	19 001	20 380	20 150	19 629
	<i>Dont : entreprises</i>		13 851	14 890	16 009	15 897	15 620
	<i>ménages</i>		2 315	2 405	2 534	2 399	2 299
HM71Z1	Activités d architecture et d ingénierie	71.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		30 104	33 388	35 813	35 692	35 539
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement		17 785	19 001	20 380	20 150	19 629
	<i>Dont : entreprises</i>		13 851	14 890	16 009	15 897	15 620
	<i>ménages</i>		2 315	2 405	2 534	2 399	2 299
HM71Z2	Activités de contrôle et analyses techniques	71.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6 560	6 639	6 961	6 943	7 369
	Demande de consommation finale		800	836	852	879	910
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
MB (GM72M)	RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE Marchande	72					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 390	1 625	1 600	1 607	1 623
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement		30 770	32 171	33 305	33 953	34 130
	<i>Dont : entreprises</i>		27 680	28 852	29 871	30 435	30 705
	<i>ménages</i>						

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ACTIVITES JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE & ANALYSES TECHNIQUES Marchandes							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
MA	Act. jur. compta., de gest., archi., ingé., ctrl & anal. tech. marchandes	69 à 71					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,1	1,5	0,3	0,3	0,0
	Demande de consommation finale		0,8	2,5	1,4	0,5	0,1
	Demande pour investissement		1,6	2,1	0,4	-1,3	1,8
	<i>Dont : entreprises</i>		-0,9	2,0	1,0	-1,8	-0,2
	<i>ménages</i>		5,2	2,1	-0,6	-0,6	4,9
GM69Z	Activités juridiques et comptables	69					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-2,7	2,5	0,9	1,9	0,1
	Demande de consommation finale		0,7	2,7	1,5	0,6	0,1
	Demande pour investissement		5,4	2,5	0,4	0,0	4,7
	<i>Dont : entreprises</i>		1,1	2,8	4,2	0,2	-1,0
	<i>ménages</i>		6,4	2,4	-0,5	0,0	6,1
HM69Z1	Activités juridiques	69.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-5,3	2,5	2,8	3,1	0,2
	Demande de consommation finale		0,7	2,7	1,6	0,6	0,1
	Demande pour investissement		5,4	2,5	0,4	0,0	4,7
	<i>Dont : entreprises</i>		1,1	2,8	4,2	0,2	-1,0
	<i>ménages</i>		6,4	2,4	-0,5	0,0	6,1
HM69Z2	Activités comptables	69.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,1	2,4	-0,4	0,9	0,0
	Demande de consommation finale		1,3	2,4	1,3	0,6	0,6
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM70Z	Activités des sièges sociaux - conseil de gestion	70					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,6	1,0	0,2	0,7	0,0
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM70Z1	Activités des sièges sociaux	70.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,6	1,0	0,2	0,7	0,0
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM70Z2	Conseil de gestion	70.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,5	1,1	0,2	0,7	0,0
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM71Z	Activités architecture & ingénierie- contrôle & analyses techniques	71					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,2	2,1	0,3	-1,7	-0,2
	Demande de consommation finale		1,5	0,6	0,5	-0,2	-0,1
	Demande pour investissement		-1,1	1,8	0,4	-2,2	-0,2
	<i>Dont : entreprises</i>		-1,2	1,9	0,6	-2,0	-0,1
	<i>ménages</i>		-0,2	0,8	-1,2	-3,7	-0,9
HM71Z1	Activités d architecture et d ingénierie	71.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,2	2,5	0,5	-2,2	-0,4
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement		-1,1	1,8	0,4	-2,2	-0,2
	<i>Dont : entreprises</i>		-1,2	1,9	0,6	-2,0	-0,1
	<i>ménages</i>		-0,2	0,8	-1,2	-3,7	-0,9
HM71Z2	Activités de contrôle et analyses techniques	71.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,2	0,2	-0,9	0,8	0,9
	Demande de consommation finale		1,5	0,6	0,5	-0,2	-0,1
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
MB (GM72M)	RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE Marchande	72					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,2	1,1	1,0	0,6	0,0
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement		1,1	0,8	0,5	1,0	0,0
	<i>Dont : entreprises</i>		1,1	0,8	0,5	1,0	0,0
	<i>ménages</i>						

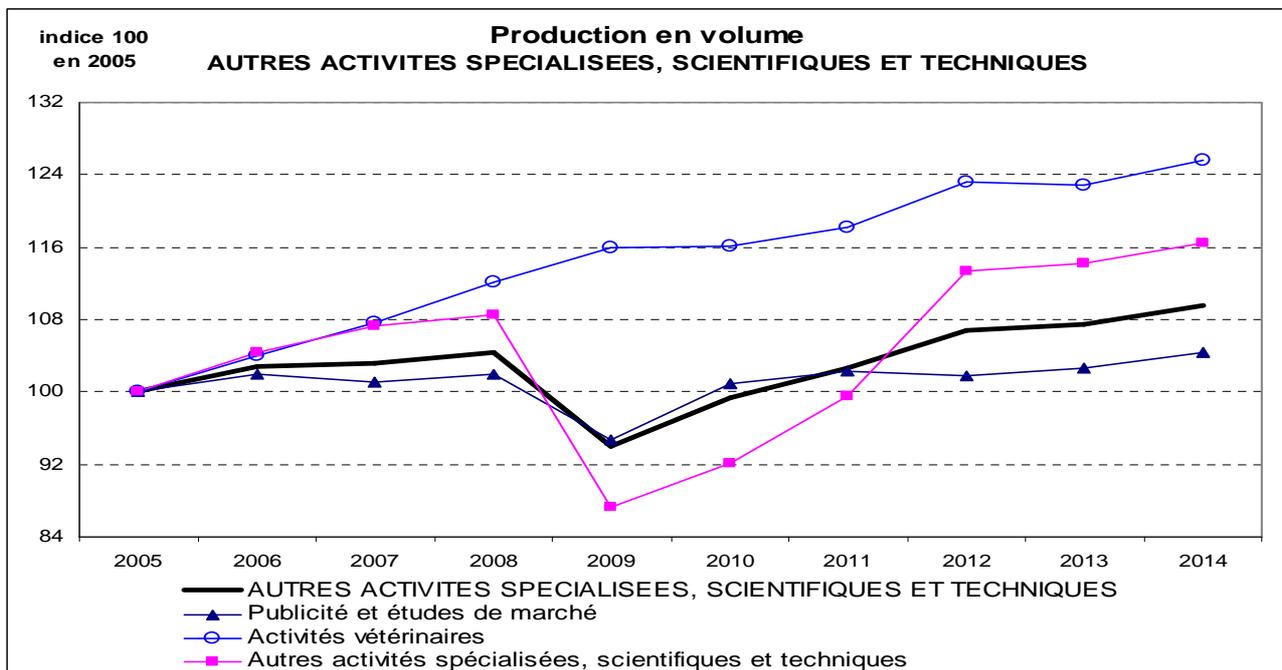
Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

Section MC - Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques

2014 : année du rebond pour le marché publicitaire ?

En 2014, le volume de production des activités spécialisées scientifiques et techniques accélère (+ 1,8 % après + 0,8 % en 2013). Cette croissance a été tirée par toutes les branches et notamment par la publicité (+ 1,7 % en volume après + 0,8 % en 2013). Les activités de design confirment leur dynamisme (+ 5,0 % en volume) et les activités vétérinaires se redressent nettement en 2014 (+ 2,2 % en volume après - 0,2 % en 2013). Par ailleurs, la pression tarifaire dans la branche s'est atténuée en 2014 (- 0,4 % après - 1,8 % en 2013). Au total, la production en valeur de la branche augmente de 1,4 % en 2014 après - 1,1 % en 2013.



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010

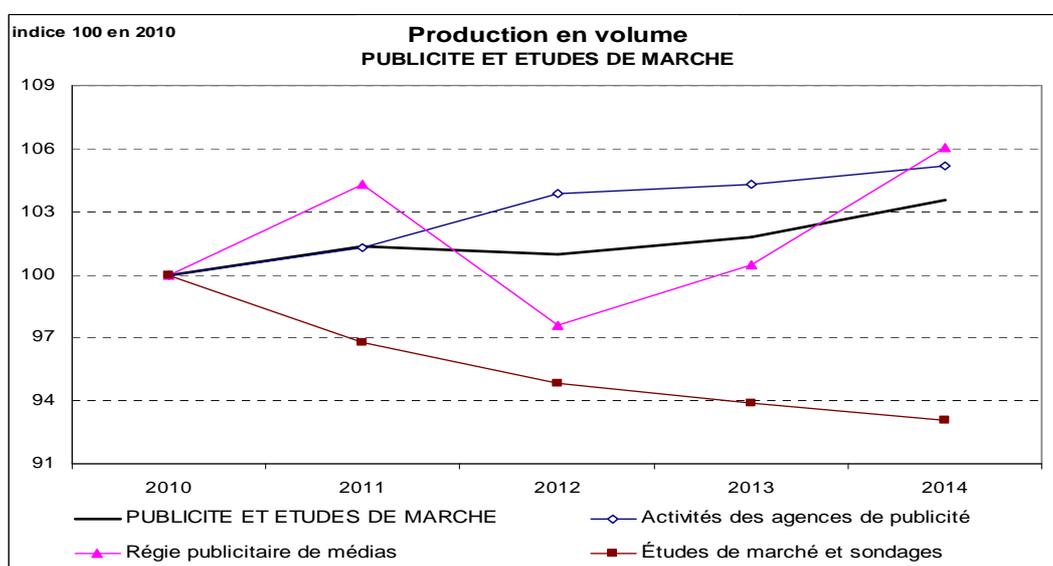
L'année 2014 semble confirmer l'amélioration de la situation sur le marché publicitaire : la production des activités de **publicité et études de marché** progresse de 1,7 % en volume après + 0,8 % en 2013 et - 0,4 % en 2012. Par ailleurs, la pression tarifaire se relâche : les prix baissent de 0,7 % en 2014 après - 2,5 % en 2013 et - 1,6 % en 2012. En valeur, la production de la branche augmente donc de 1,0 % en 2014 après s'être repliée en 2013 (- 1,7 %) et en 2012 (- 2,0 %).

Outre la crise économique qui a fortement impacté les budgets publicitaires des entreprises françaises, les difficultés du marché publicitaires sont également de nature structurelles : en effet, la part des dépenses de communication des annonceurs dans le PIB ne cesse de baisser depuis 15 ans passant de 2,1 % en 2000 à 1,4 % en 2014 (source : France Pub). On peut toutefois penser que cette diminution s'atténue en 2014. Selon France Pub, les dépenses de communication des annonceurs affichent un recul moins marqué en 2014 : - 1,6 % après - 3,0 % en 2013. De même, les recettes publicitaires nettes des médias continuent de baisser en 2014 (- 1,6 %), mais de manière nettement moins marquée qu'en 2013 (- 3,6 %) et qu'en 2012 (- 3,3 %) (source : Irep). Les médias historiques restent les plus touchés en 2014 (- 3,2 %) tandis qu'Internet (display, search, mobile) continue sa percée (+ 4,6 %).

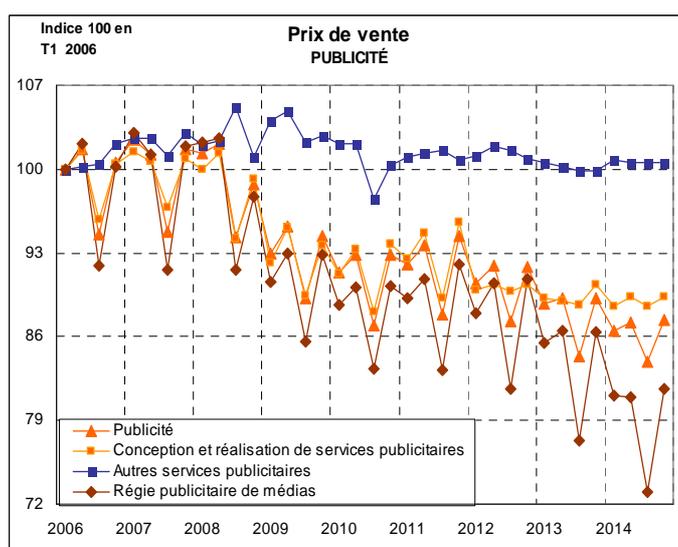
L'activité des agences de publicité s'améliore : la production progresse légèrement en 2014 (+ 0,9 % en volume après + 0,4 % en 2013). Par ailleurs, la pression tarifaire se relâche de nouveau en 2014 (+ 0,3 % après - 1,4 % en 2013 et - 3,2 % en 2012). Cette amélioration des conditions tarifaires permet à la production en valeur d'augmenter de 1,1 % en 2014 après s'être contractée en 2013 (- 1,0 %) et en 2012 (- 0,7 %).

Si la production en volume de l'activité des régies publicitaires des médias confirme son net redressement en 2014 (+ 5,5 % après + 3,0 % en 2013 et - 6,4 % en 2012), cette croissance forte semble avoir été réalisée au prix d'importantes concessions tarifaires. En effet, la branche continue de pâtir d'une forte pression tarifaire : - 4,6 % en 2014 après - 7,0 % en 2013. Au total, la production en valeur se redresse légèrement (+ 0,7 % après - 4,2 % en 2013 et - 6,9 % en 2012).

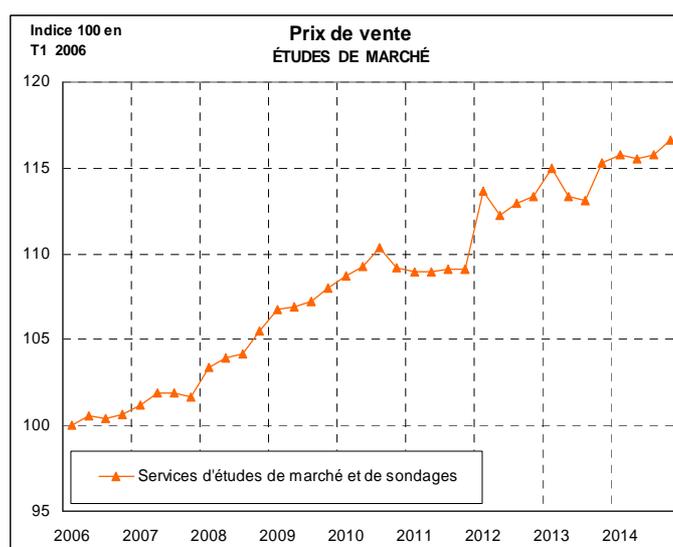
La baisse de la production en volume des études de marché et sondages ralentit de nouveau en 2014 (- 0,8 % après - 1,1 % en 2013, - 2,0 % en 2012 et - 3,2 % en 2011). Par ailleurs, et contrairement au marché publicitaire, la production en valeur de la branche bénéficie d'une hausse continue des prix sur plusieurs années (à l'exception d'une légère baisse de 0,3 % en 2011). Au total, la production en valeur progresse de 0,7 % en 2014, après une légère baisse en 2013 (- 0,3 %). L'amélioration de la branche s'explique par un relâchement de la contrainte budgétaire des entreprises. En effet, après deux années difficiles, les perspectives de dépenses budgétaires allouées aux études marketing en 2014 ont été plus favorables : seules 22 % des entreprises interrogées en début d'années 2014 prévoyaient de diminuer ces dépenses (contre près d'un tiers, les deux années précédentes). Par ailleurs, 57 % des entreprises ont déclaré vouloir stabiliser ces dépenses contre 52 % en 2013 et 45 % en 2012 (source : Baromètre Market Research News / Callson).



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010



Source : Indices de prix dans les services aux entreprises, Insee



Source : Indices de prix dans les services aux entreprises, Insee

La production des **autres activités spécialisées, scientifiques et techniques** accélère en 2014 (+ 1,8 % en volume après + 1,0 % en 2013) tirées par les activités de design et par les autres activités spécialisées, scientifiques et techniques non classées ailleurs, tandis que les autres branches (traducteurs, photographes) n'ont que faiblement évolué. L'accélération de la croissance est plus nette en valeur (+ 1,5 % en 2014 après - 0,6 % en 2013). En effet, la baisse des prix a été moins marquée en 2014 (- 0,3 %) qu'en 2013 (- 1,6 %).

La production des activités spécialisées de design accélère en 2014 (+ 5,0 % en volume après + 3,2 % en 2013). La branche avait fortement pâti de la dégradation de la conjoncture économique avec une baisse de 24 % en 2009, en partie compensée par une hausse de 16 % en 2010 et de 12,0 % en 2012. L'accélération de la production est encore plus nette en valeur (+ 4,5 % en 2014 après + 1,1 % en 2013) grâce à une baisse des prix moins marquée en 2014 (- 0,5 % contre - 2,0 % en 2013). Les pouvoirs publics ont donné un « coup de pouce » à la branche en 2013. En effet, face au retard des entreprises françaises en matière de design⁶, le ministre du Redressement productif a rendu cette discipline éligible au crédit d'impôt recherche en 2013 (une PME ayant engagé des dépenses de design jusqu'à 400 000 euros peut ainsi bénéficier d'une aide fiscale).

En 2014, les activités photographiques enregistrent une légère baisse en volume (- 0,3 % après - 2,0 % en 2013). La hausse des prix a eu tendance à ralentir ces trois dernières années : + 0,3 % en 2014 après + 0,8 % en 2013 et + 1,4 % en 2012. Au total, la production en valeur affiche une croissance nulle en 2014 (après une baisse de 1,2 % en 2013). Le marché semble ainsi se stabiliser après plusieurs années consécutives de baisse.

La croissance de la production de la branche traduction et interprétariat est moins forte en 2014 (+ 0,4 % en volume après + 0,9 % en 2013 et + 3,8 % en 2012). La situation de la profession des traducteurs reste difficile depuis le milieu des années 1990, notamment pour les traducteurs littéraires. En effet, le nombre de traducteurs littéraires (notamment ceux spécialisés en anglais) ne cesse de progresser dans une profession non réglementée. Or, les taux de croissance de cette branche (qui pèse 670 millions d'euros en 2014) ne suffisent pas à absorber le surplus des nouveaux traducteurs, ce qui entraîne une forte pression sur les prix. Dans ce contexte de tension sur les prix (- 0,4 % en 2014 après - 1,9 % en 2013), la production en valeur affiche une croissance nulle en 2014 après - 1,0 % en 2013.

Sur longue période, l'activité reste toutefois tirée par l'internationalisation croissante des entreprises, qui doivent recourir à des services professionnels pour diverses traductions (contrats, sites Internet, travaux industriels, modes d'emploi, packaging, etc.). L'activité est également tirée par le développement des échanges culturels. Par exemple, dans l'édition, le nombre de traductions de livres continue de progresser bien que de manière ralentie (+ 2,0 % avec 11 859 livres traduits, après + 2,7 % en 2013 et + 10,6 % en 2012). La part des traductions dans la production commercialisée en France est de 17,5 % en 2014 contre 15,9 % en 2011 (source : *Livres Hebdo*).

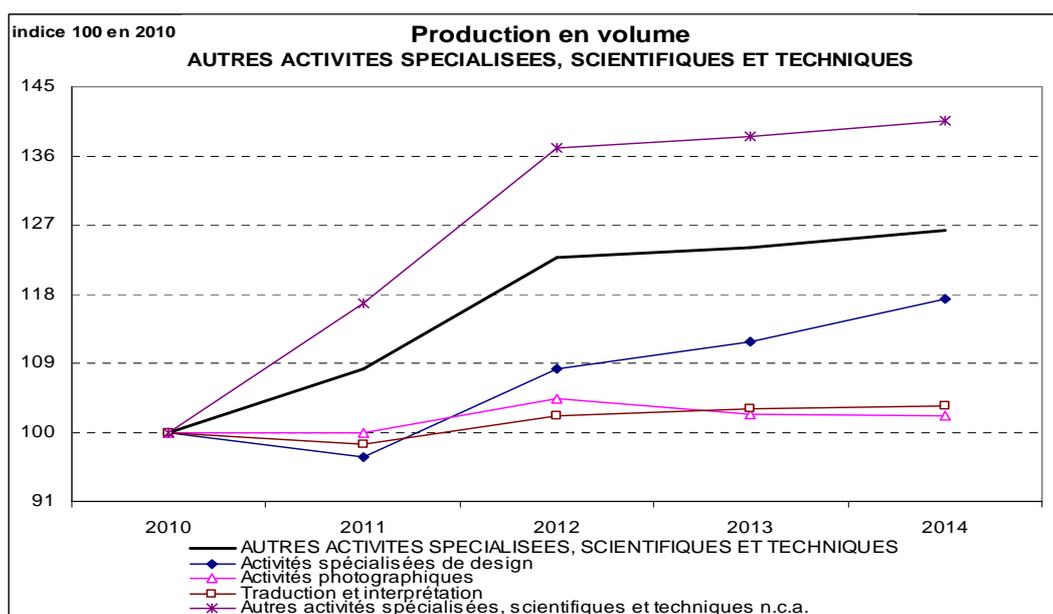
La production des autres activités spécialisées, scientifiques et techniques non classées ailleurs (vérification de factures, expertises d'antiquités, conseil en environnement, etc...) poursuit sa croissance en 2014 (+ 1,5 % en volume après + 1,1 % en 2013). En valeur, la production croît de 1,0 % contre - 1,0 % en 2013 grâce à une baisse des prix moins forte en 2014 (- 0,4 %) qu'en 2013 (- 2,0 %).

⁶ Ce retard a été souligné par une étude relative à l'économie du design en France (réalisée en 2010 par l'APCI, la Cité du design et l'Institut Français de la Mode pour le gouvernement) et par la Mission Design, un mémoire intitulé "Pour une politique nationale de design" réalisé par Alain Cadix (ex-directeur de l'École nationale supérieure de création industrielle ENSCI - Les Ateliers) et commandé par le gouvernement (il a été remis en octobre 2013 aux ministres du Redressement productif et de la Culture).

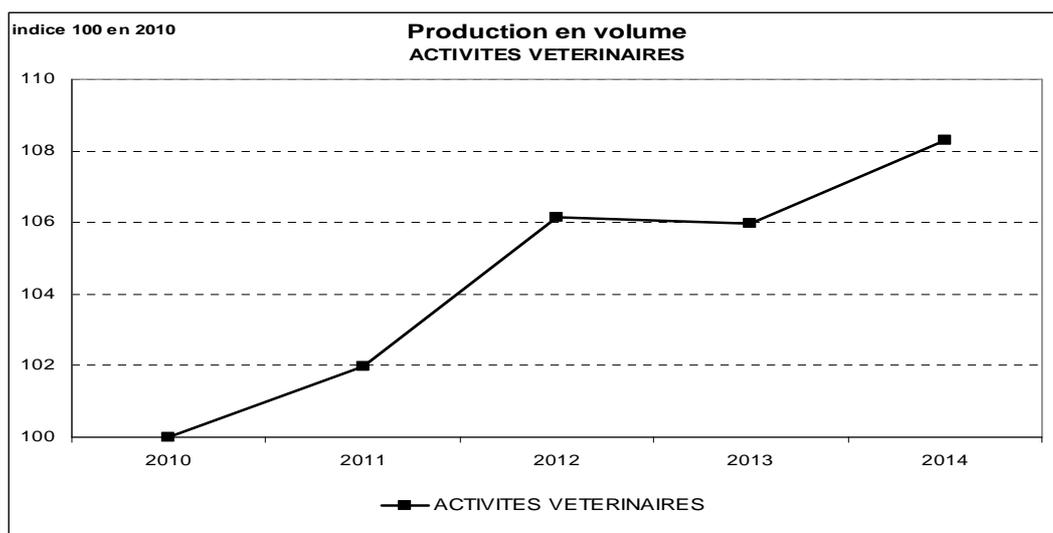
Le volume de production des **services vétérinaires** renoue avec la croissance en 2014 (+ 2,2 %) après une légère baisse en 2013 (- 0,2 %). La production en valeur reste soutenue (+ 4,4 % après + 2,0 % en 2013) grâce à une hausse continue des prix (+ 2,2 % en 2014 après + 2,1 % en 2013 et + 2,4 % en 2012). Cette hausse des prix semble bénéficier aux deux segments du marché de la santé animale (animaux d'élevage/de rente et animaux de compagnie).

La reprise de l'activité de la branche s'explique principalement par la relance de la demande des ménages (+ 1,8 % après - 0,1 % en 2013). Le segment des animaux de compagnie représente près de 80 % de l'activité des vétérinaires. Près d'un tiers d'un foyer français sur deux (48 %) possède au moins un animal de compagnie, ce qui fait de la France le premier pays en Europe possesseur d'animaux de compagnie. La population animale dans les foyers est estimée à 63 millions en 2012, dont 7,4 millions de chiens et 11,4 millions de chats (source : Facco⁷ / TNS Sofres).

L'amélioration de l'activité de la branche s'explique également par une stabilisation sur le segment des animaux d'élevage (après une baisse de 16 % en 2013). La France est le 2^{ème} marché mondial de la santé animale en raison de l'importance de l'élevage sur son territoire : près de 44 millions d'animaux de rente (bovins, porcs, ovins, caprins) et 800 000 chevaux.



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010

⁷ Chambre Syndicale des Fabricants d'Aliments pour Chiens, Chats, Oiseaux et autres animaux familiers

La production

AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
							en %
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
MC	AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	73 à 75	5,8	3,3	3,8	0,8	1,8
GM73Z	Publicité et études de marché	73	6,4	1,3	-0,4	0,8	1,7
HM73Z1	Activités des agences de publicité	73.11	7,6	1,3	2,6	0,4	0,9
HM73Z2	Régie publicitaire de médias	73.12	3,7	4,3	-6,4	3,0	5,5
HM73Z3	Études de marché et sondages	73.2	6,5	-3,2	-2,0	-1,1	-0,8
GM74Z	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	74	5,9	8,3	13,3	1,0	1,8
HM74Z1	Activités spécialisées de design	74.1	15,8	-3,3	12,0	3,2	5,0
HM74Z2	Activités photographiques	74.2	-3,3	-0,1	4,5	-2,0	-0,3
HM74Z3	Traduction et interprétation	74.3	7,4	-1,6	3,8	0,9	0,4
HM74Z4	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a.	74.9	5,4	16,9	17,2	1,1	1,5
GM75Z	Activités vétérinaires	75	0,4	2,0	4,1	-0,2	2,2

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES							
Niveau de la production en VALEUR							
							en millions d'euros
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
MC	AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	73 à 75	28 688	29 968	31 062	30 735	31 174
GM73Z	Publicité et études de marché	73	18 713	19 139	18 765	18 448	18 630
HM73Z1	Activités des agences de publicité	73.11	11 228	11 523	11 442	11 326	11 457
HM73Z2	Régie publicitaire de médias	73.12	4 683	4 913	4 575	4 382	4 414
HM73Z3	Études de marché et sondages	73.2	2 802	2 703	2 748	2 740	2 759
GM74Z	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	74	7 657	8 425	9 734	9 673	9 814
HM74Z1	Activités spécialisées de design	74.1	1 576	1 553	1 775	1 794	1 875
HM74Z2	Activités photographiques	74.2	1 285	1 279	1 356	1 340	1 340
HM74Z3	Traduction et interprétation	74.3	637	639	676	669	669
HM74Z4	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a.	74.9	4 159	4 954	5 927	5 870	5 930
GM75Z	Activités vétérinaires	75	2 318	2 404	2 563	2 614	2 730

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES							
Taux de croissance du PRIX de la production							
							en %
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
MC	AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	73 à 75	-1,0	1,2	-0,2	-1,8	-0,4
GM73Z	Publicité et études de marché	73	-2,5	0,9	-1,6	-2,5	-0,7
HM73Z1	Activités des agences de publicité	73.11	-3,0	1,3	-3,2	-1,4	0,3
HM73Z2	Régie publicitaire de médias	73.12	-4,0	0,6	-0,5	-7,0	-4,6
HM73Z3	Études de marché et sondages	73.2	2,1	-0,3	3,7	0,8	1,5
GM74Z	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	74	1,9	1,6	2,0	-1,6	-0,3
HM74Z1	Activités spécialisées de design	74.1	1,5	1,9	2,1	-2,0	-0,5
HM74Z2	Activités photographiques	74.2	3,4	-0,4	1,4	0,8	0,3
HM74Z3	Traduction et interprétation	74.3	1,6	1,9	2,0	-1,9	-0,4
HM74Z4	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a.	74.9	1,6	1,9	2,0	-2,0	-0,4
GM75Z	Activités vétérinaires	75	2,2	1,7	2,4	2,1	2,2

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

La demande intérieure

AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES								en %
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
MC	AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	73 à 75						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7,8	2,1	4,1	3,0	2,1	
	Demande de consommation finale		-1,8	1,1	0,5	-0,3	1,4	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GM73Z	Publicité et études de marché	73						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8,2	-1,1	0,5	3,3	1,7	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM73Z1	Activités des agences de publicité	73.11						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		10,6	-2,6	3,9	4,4	0,9	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM73Z2	Régie publicitaire de médias	73.12						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,7	4,2	-6,4	3,0	5,5	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM73Z3	Études de marché et sondages	73.2						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6,5	-3,2	-2,0	-1,1	-0,8	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GM74Z	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	74						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7,4	10,0	11,8	2,8	2,8	
	Demande de consommation finale		-6,6	-0,7	-1,2	-0,5	0,7	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM74Z1	Activités spécialisées de design	74.1						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		15,8	-2,3	10,3	4,6	5,0	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM74Z2	Activités photographiques	74.2						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		37,1	16,4	41,2	-1,0	7,3	
	Demande de consommation finale		-6,6	-0,7	-1,2	-0,5	0,7	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM74Z3	Traduction et interprétation	74.3						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8,1	-1,2	0,9	3,0	2,3	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM74Z4	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a.	74.9						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,5	15,3	12,9	2,4	2,2	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GM75Z	Activités vétérinaires	75						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-3,0	1,4	16,0	-0,2	3,8	
	Demande de consommation finale		1,3	2,1	1,4	-0,1	1,8	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES							
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
MC	AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	73 à 75					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		27 902	28 842	29 956	30 221	30 696
	Demande de consommation finale		3 038	3 111	3 182	3 223	3 314
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM73Z	Publicité et études de marché	73					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		19 683	19 686	19 480	19 649	19 845
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM73Z1	Activités des agences de publicité	73.11					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		12 126	11 983	12 064	12 429	12 573
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM73Z2	Régie publicitaire de médias	73.12					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4 755	5 000	4 668	4 480	4 513
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM73Z3	Études de marché et sondages	73.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 802	2 703	2 748	2 740	2 759
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM74Z	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	74					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7 795	8 719	9 957	10 043	10 290
	Demande de consommation finale		1 144	1 144	1 138	1 138	1 145
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM74Z1	Activités spécialisées de design	74.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 568	1 561	1 758	1 802	1 883
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM74Z2	Activités photographiques	74.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		128	136	203	206	226
	Demande de consommation finale		1 144	1 144	1 138	1 138	1 145
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM74Z3	Traduction et interprétation	74.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		803	789	812	812	828
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM74Z4	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a.	74.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5 296	6 233	7 184	7 223	7 353
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM75Z	Activités vétérinaires	75					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		424	437	519	529	561
	Demande de consommation finale		1 894	1 967	2 044	2 085	2 169
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES								en %
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
MC	AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	73 à 75						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,3	1,3	-0,3	-2,1	-0,5	
	Demande de consommation finale		2,6	1,3	1,8	1,6	1,4	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GM73Z	Publicité et études de marché	73						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-2,5	1,1	-1,5	-2,3	-0,7	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM73Z1	Activités des agences de publicité	73.11						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-3,0	1,5	-3,1	-1,3	0,3	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM73Z2	Régie publicitaire de médias	73.12						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-4,0	0,9	-0,3	-6,8	-4,5	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM73Z3	Études de marché et sondages	73.2						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,1	-0,3	3,7	0,8	1,5	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GM74Z	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	74						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,6	1,6	2,1	-1,9	-0,4	
	Demande de consommation finale		3,3	0,7	0,7	0,5	-0,1	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM74Z1	Activités spécialisées de design	74.1						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,6	1,9	2,1	-2,0	-0,5	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM74Z2	Activités photographiques	74.2						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,9	-8,7	5,7	2,5	2,3	
	Demande de consommation finale		3,3	0,7	0,7	0,5	-0,1	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM74Z3	Traduction et interprétation	74.3						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,5	-0,5	2,0	-2,9	-0,4	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM74Z4	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a.	74.9						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,8	2,1	2,1	-1,8	-0,4	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GM75Z	Activités vétérinaires	75						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	1,6	2,4	2,1	2,2	
	Demande de consommation finale		2,2	1,7	2,5	2,2	2,2	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

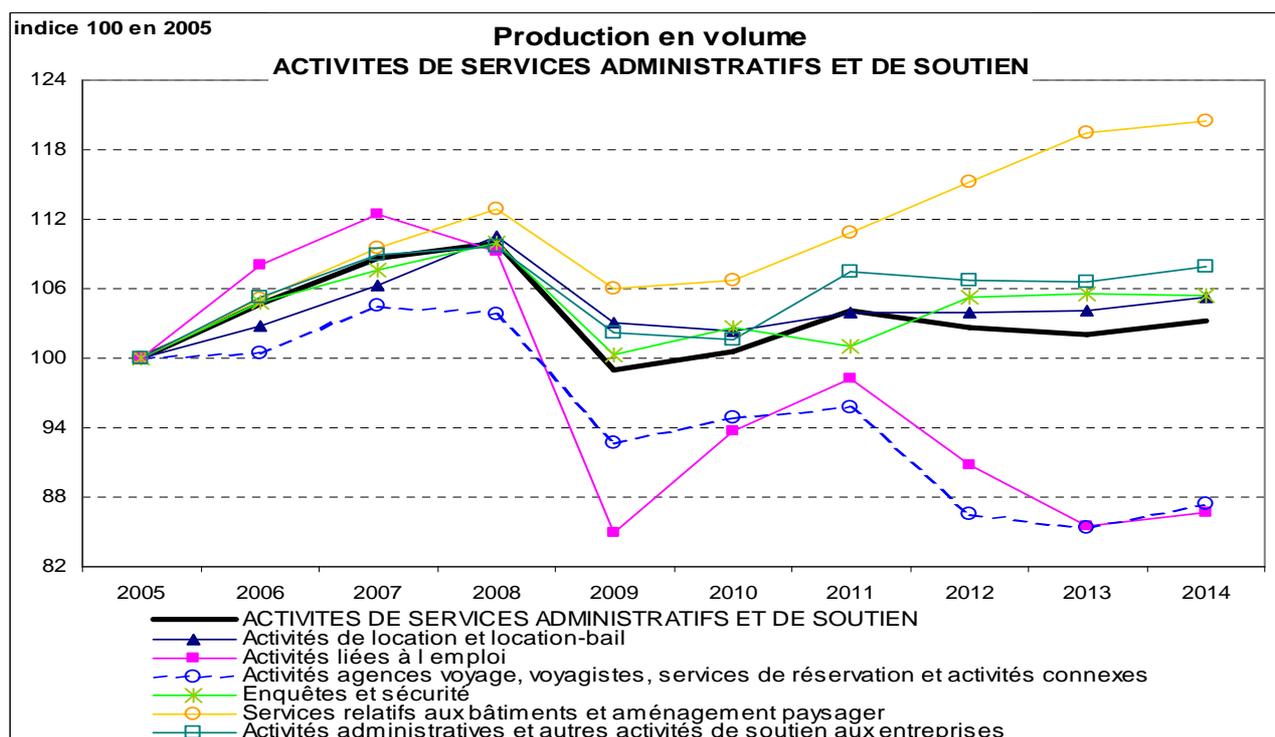
Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

NZ - Activités de services administratifs et de soutien

En 2014, les services administratifs et de soutien renouent avec la croissance

En 2014, la production en volume des Activités de services administratifs et de soutien se redresse (+ 1,0 %), après deux années consécutives de baisse (– 0,5 % en 2013 et – 1,5 % en 2012). Ce retour à la croissance est tiré essentiellement par l'intérim et les activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises. La hausse des prix reste modérée : + 0,8 %, après + 0,9 % en 2013. Le solde du commerce extérieur se contracte mais reste excédentaire (+ 0,7 milliards d'euros).



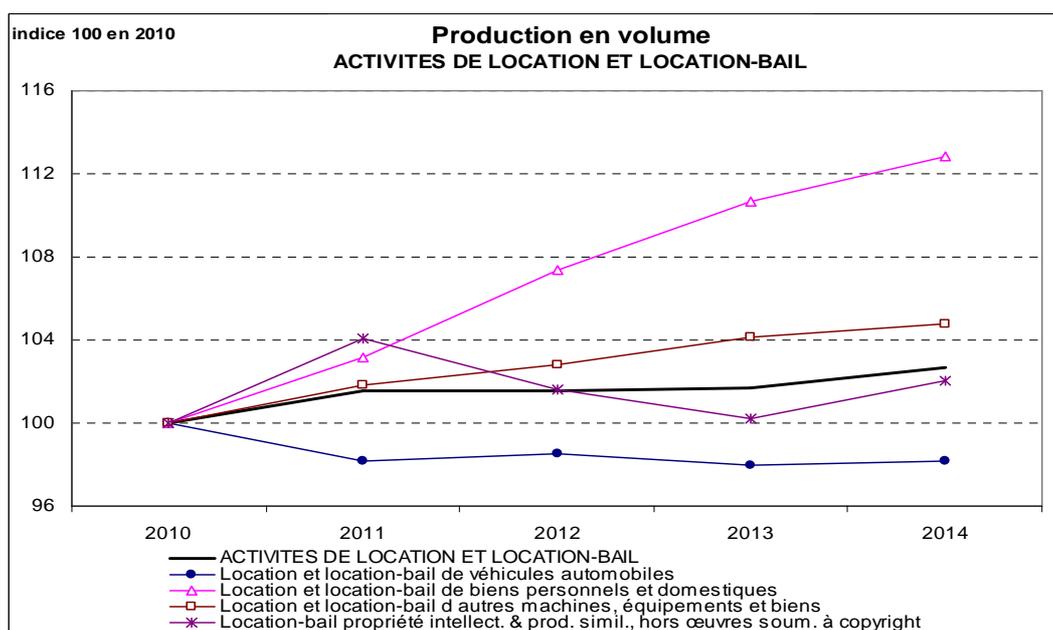
En 2014, la production en volume des **activités de location et location-bail** augmente de 1 % après avoir stagné en 2012 et 2013. Avec une légère hausse des prix de 0,4 % la production en valeur progresse de 1,4 % et atteint 55,4 milliards d'euros.

La production en volume de la *location et location-bail de véhicules automobiles* croît faiblement en 2014 (+ 0,2 %), après une baisse de 0,6 % en 2013. La consommation des entreprises, qui représente 90 % de la production, affiche la même tendance que la production en volume (+ 0,2 %). La consommation finale des ménages progresse de 0,9 %. La stagnation des prix permet une légère hausse de la production en valeur (+ 0,2 %), qui atteint 15,1 milliards d'euros.

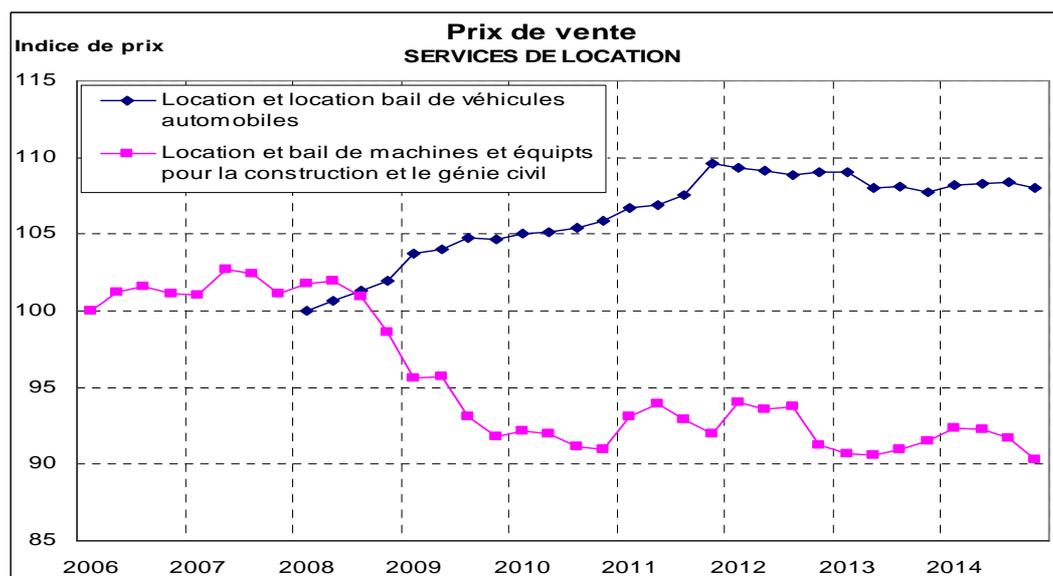
Pour la troisième année consécutive, la *location et location-bail de biens personnels et domestiques* demeure l'activité de location la plus dynamique. En 2014, sa production en volume augmente de 2 %. La consommation des ménages et la demande des entreprises connaissent une hausse quasi comparable (respectivement + 1,3 % et + 1,5 %). Les prix stagnent (+ 0,1 %), la production en valeur progresse de 2,1 %, à 4,4 milliards d'euros.

En 2014, la production en volume de *la location et location-bail d'autres machines, équipements et biens* enregistre une légère croissance de 0,6 %. La demande des entreprises augmente de 2,3 % tandis que la consommation des ménages stagne. Les exportations et les importations progressent respectivement de 13,1 % et 19,4 %, accentuant de 0,3 milliards d'euros le déficit du commerce extérieur. La hausse des prix de 0,4 % permet une progression de la production en valeur de 1,0 %. Elle est estimée à 18,8 milliards d'euros.

La production en volume de la *location-bail de propriété intellectuelle et de produits similaires, à l'exception des œuvres soumises à copyright*, se redresse en 2014 (+ 1,8 %) après avoir chuté en 2012 (- 2,3 %) et 2013 (- 1,4 %). La demande des entreprises, qui avait rebondi en 2013 (+ 14 %), connaît une croissance ténue en 2014 (+ 0,3 %). Les exportations augmentent de 2,7 % après avoir marqué un fort repli en 2012 (- 10,5 %) et 2013 (- 12,9 %). Du fait du maintien d'une légère progression des importations en valeur de + 0,8 %, le solde du commerce se consolide à 1,6 milliards d'euros. La hausse des prix de 0,8 % permet à la production en valeur de s'élever à 17,2 milliards d'euros (soit + 2,6 %).



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010



Source : Indices de prix dans les services aux entreprises, Insee

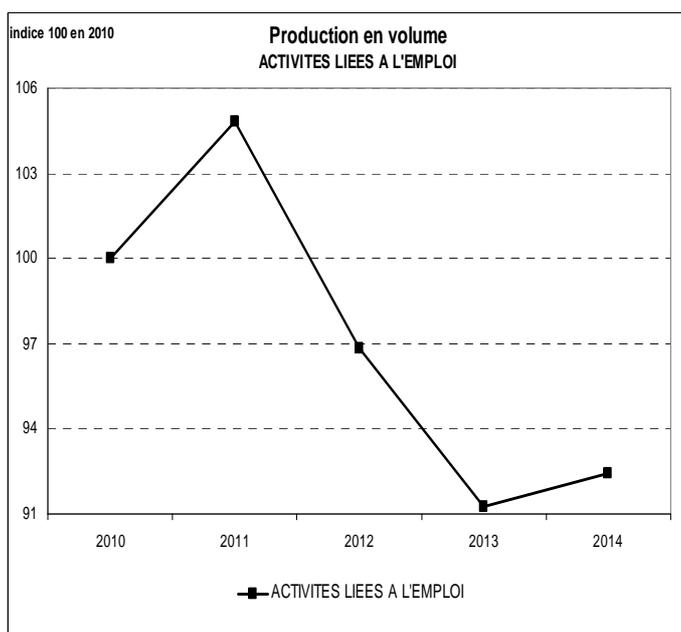
En 2014, la production en volume des **activités liées à l'emploi** renoue avec la croissance (+ 1,3 %), après s'être fortement contractée en 2012 (- 7,7 %) et 2013 (- 5,7 %). La légère hausse des prix de 0,9 % permet à la production en valeur de progresser de 2,2 % et d'atteindre 29,4 milliards d'euros. Ce résultat reste néanmoins nettement en dessous du pic atteint en 2011 (31,9 milliards d'euros).

L'essentiel de l'activité de cette branche provient de l'intérim. Le volume de travail intérimaire en équivalent-emplois à temps plein enregistre une augmentation de 1,8 % entre 2013 et 2014. L'année 2014 est cependant marquée par une certaine variabilité : le volume de travail temporaire alterne des périodes de diminution (- 0,5 % au 1^{er} trimestre et - 2,7 % au 4^{ème} trimestre), de stagnation (+ 0,2 % au 2^{ème} trimestre) et d'augmentation (+ 1,0 % au 3^{ème} trimestre).

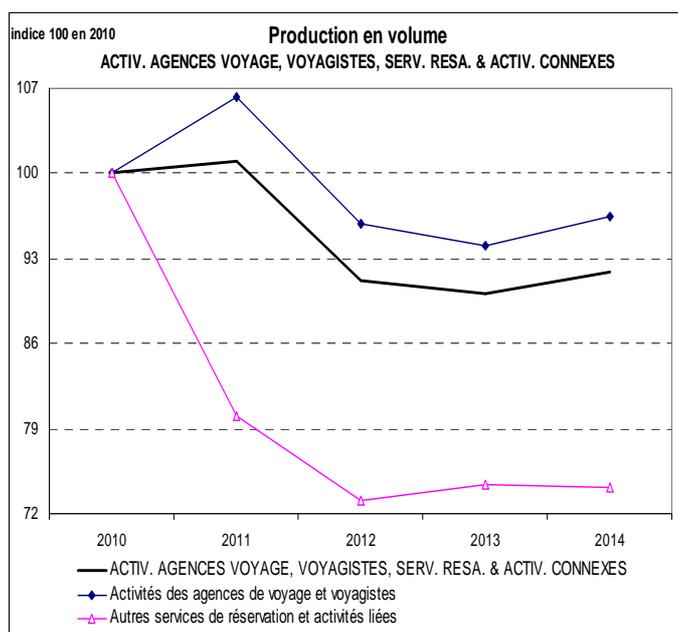
En 2014, la production des **agences de voyages, voyagistes, services de réservation et autres activités connexes** semble rebondir : + 2,1 % en volume après - 1,3 % en 2013.

Soutenue par la consommation, la production en volume des agences de voyages et voyagistes, progresse de 2,6 % (- 1,9 % en 2013). Les prix se stabilisent (- 0,2 %) après une hausse régulière les trois dernières années. Les budgets vacance des ménages restent contraints et les départs s'orientent vers des destinations moins lointaines, affectant l'activité long courrier. Pour les destinations plus proches, une partie des Français, sensible aux événements géopolitiques, privilégie des séjours en Europe du Sud plutôt qu'en Afrique du Nord ou en Turquie.

En 2014, pour les autres services de réservation et activités liées, la consommation des ménages a progressé de 1,7 % en volume (+ 1,9 % en 2013). Dans cette branche également, les prix à la consommation progressent moins vite qu'en 2013 : + 0,7 % contre + 1,2 %.



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010

En 2014, la production des services d'**enquêtes et sécurité** baisse légèrement : - 0,4 % en volume, après une augmentation de + 0,4 % en 2013. La hausse des prix de la branche de + 1,3 % entraîne une croissance de + 0,9 % de la production en valeur qui atteint 8,8 milliards d'euros.

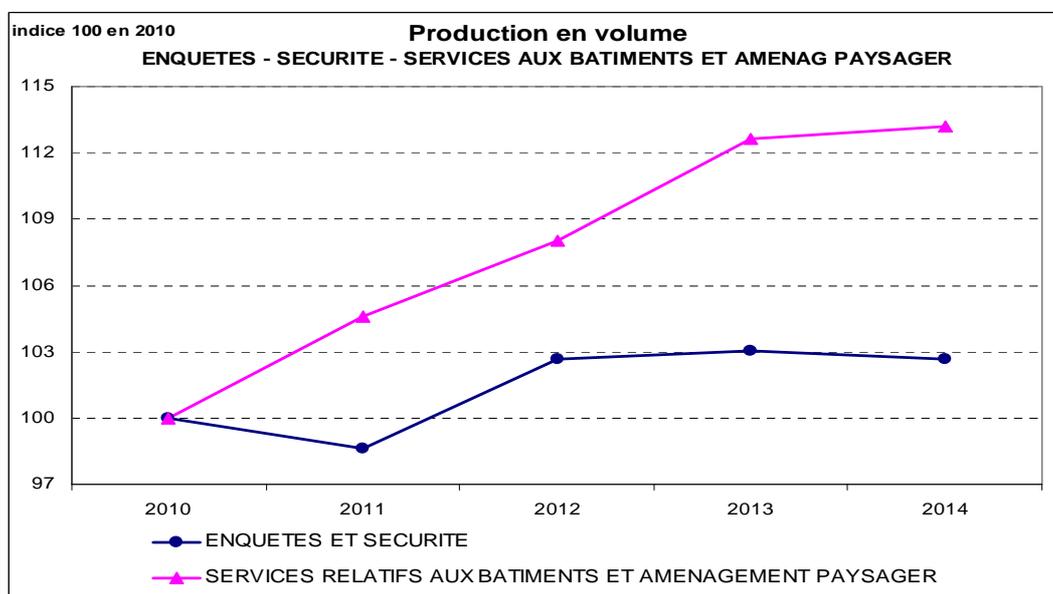
Cette quasi-stabilité de l'activité concerne essentiellement les filières de surveillance basées sur la présence humaine. Celles-ci représentent encore 70 % des activités et elles sont exposées à l'émiettement du marché et à la concurrence par les prix. Le secteur cherche donc à relancer ses ventes, en actualisant son offre et en valorisant son image. Un « Fonds de modernisation de la sécurité privée », financé par l'excédent de la taxe collectée par le Conseil national des activités privées de sécurité (Cnaps), a été créé en 2014, avec pour mission d'améliorer l'image du secteur auprès du public, au travers d'une formation soutenue de ses agents et d'une information plus précise sur ses activités.

De son côté, la vidéosurveillance continue de bénéficier sur le marché résidentiel du sentiment croissant d'insécurité de la population et du dynamisme des fabricants en terme d'innovations. Il semble toutefois que sa croissance pourrait se ralentir dans les prochaines années, traduisant une certaine maturité du marché.

En 2014, l'activité des **services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager** est en croissance modérée (+ 0,5 %) en volume, traduisant un net ralentissement après la hausse de + 4,3 % en 2013, témoignant des difficultés du marché de la propreté. La hausse des prix de + 0,3 % entraîne une augmentation de la production en valeur (+ 0,8 %) qui atteint 22,1 milliards d'euros.

La branche se compose de grandes structures qui mènent, depuis plusieurs années, une politique de concentration, mais aussi de nombreuses PME et TPE qui se renouvellent régulièrement, profitant des faibles barrières d'entrée. Depuis la crise de 2008-2009, la concurrence, déjà vive, est attisée par les exigences des clients qui réduisent leurs budgets, recherchent les coûts de prestations les plus bas et rationalisent leurs achats au travers de la massification.

Pour redynamiser le secteur, les grandes entreprises diversifient leurs activités au travers du multiservices ; pour améliorer la valeur ajoutée de leurs prestations, elles privilégient le nettoyage spécialisé.



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010

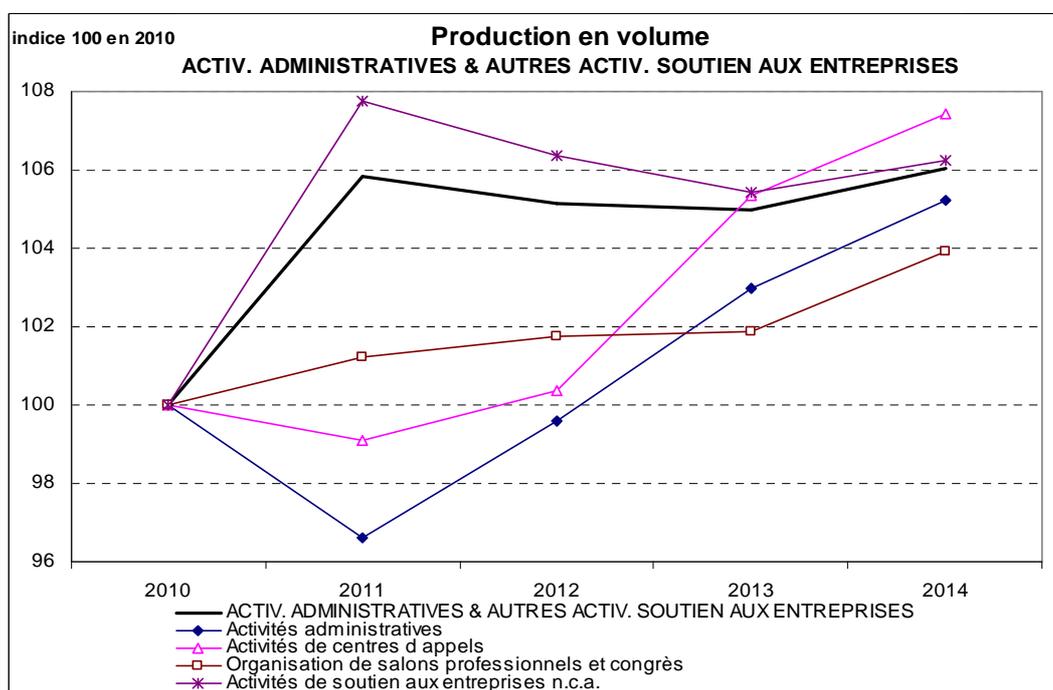
En 2014, la production des **activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises** augmente de + 1 % en volume, après la stabilité de l'année précédente (- 0,1 %). La hausse des prix est de 1,3 % en 2014, comme en 2013. La production de la branche croît ainsi de 2,3 % en valeur et atteint 54,6 milliards d'euros. En 2014, les exportations progressent de + 13 % en valeur et les importations de + 15 %, ce qui entraîne une légère dégradation de l'excédent du commerce extérieur : + 802 millions d'euros, au lieu de + 975 millions en 2013.

La production des activités administratives augmente en volume (+ 2,2 %) et un peu moins en valeur (+ 1,8 %), les prix s'inscrivant à - 0,4 %. Ces activités, concurrencées par les diverses possibilités des nouvelles technologies, ont du mal à retrouver un nouveau souffle après la crise de 2009.

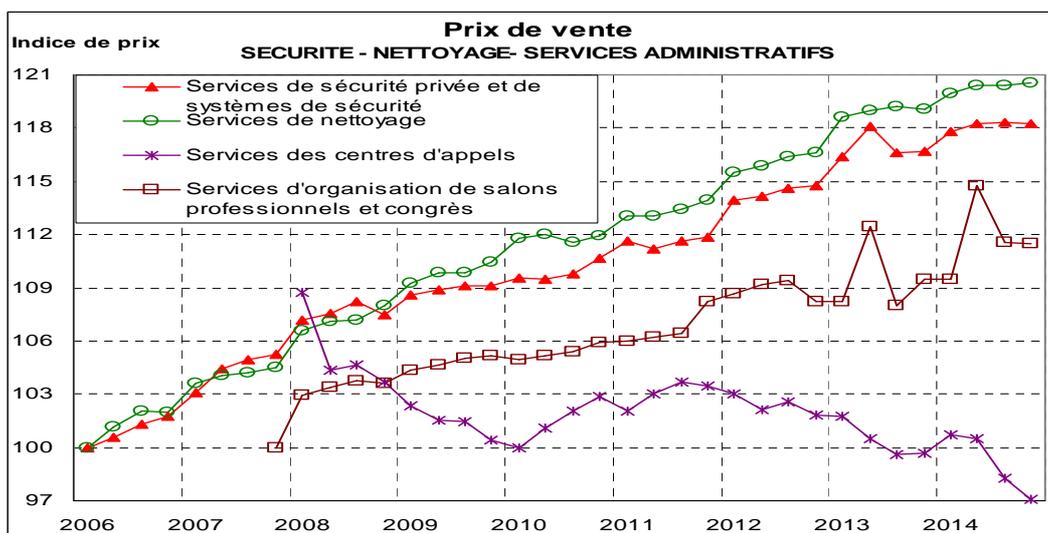
Les activités des centres d'appels, qui gèrent la relation client de certaines entreprises, notamment la vente et l'après-vente, continuent à progresser de 2% en volume, après une augmentation de + 5 % en 2013. Les prix restent en recul à - 0,9 %, dans le sillage de la dépréciation du prix des télécommunications. La production en valeur n'augmente donc que de 1,1 %. Progressivement, les professionnels restructurent leur offre et transforment les centres d'appels en centres de contacts multicanaux (appel téléphonique, fax, e-mail, forums..) en raison du développement numérique et des attentes de leurs clients.

En 2014, la production des services d'organisation de salons professionnels et congrès augmente de + 2 % en volume et de + 3,5 % en valeur, les prix se situant à + 1,5 %. Dans un contexte de faible croissance en Europe, ces services doivent faire face à une forte concurrence des places étrangères. Malgré cette conjoncture, les salons et événements d'entreprises se sont bien maintenus en Île de France, en 2014, et Paris est redevenue la première destination mondiale de congrès.

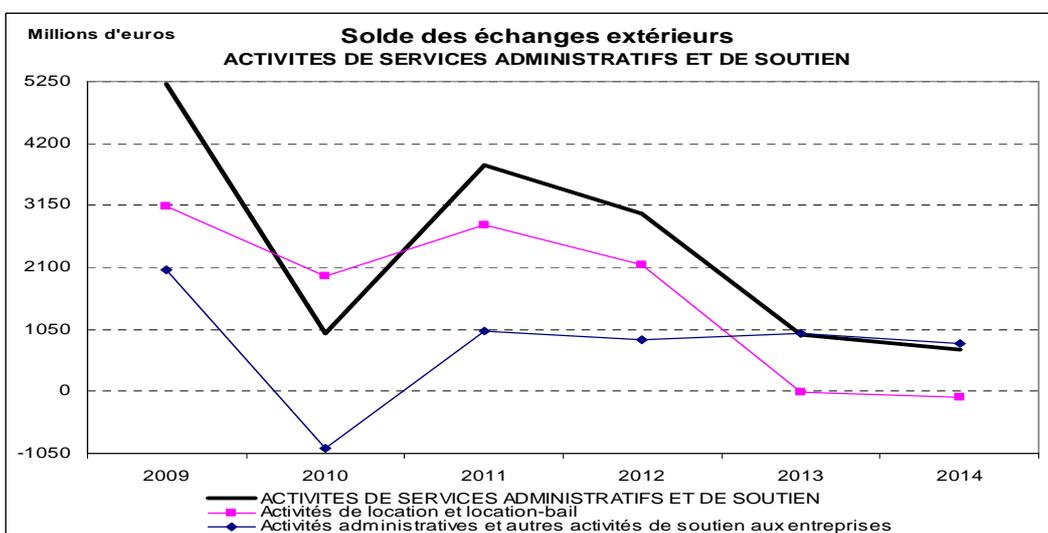
Les autres activités de soutien aux entreprises n.c.a couvrent plus des trois quarts de la production de la branche et regroupent des métiers très diversifiés : conditionnement, affacturage et sociétés d'information financière, codage, collecte de fonds etc. Leur production augmente de + 0,8 % en volume, les prix de + 1,6 %, soit une hausse de + 2,4 % en valeur, pour atteindre 43,6 milliards d'euros.



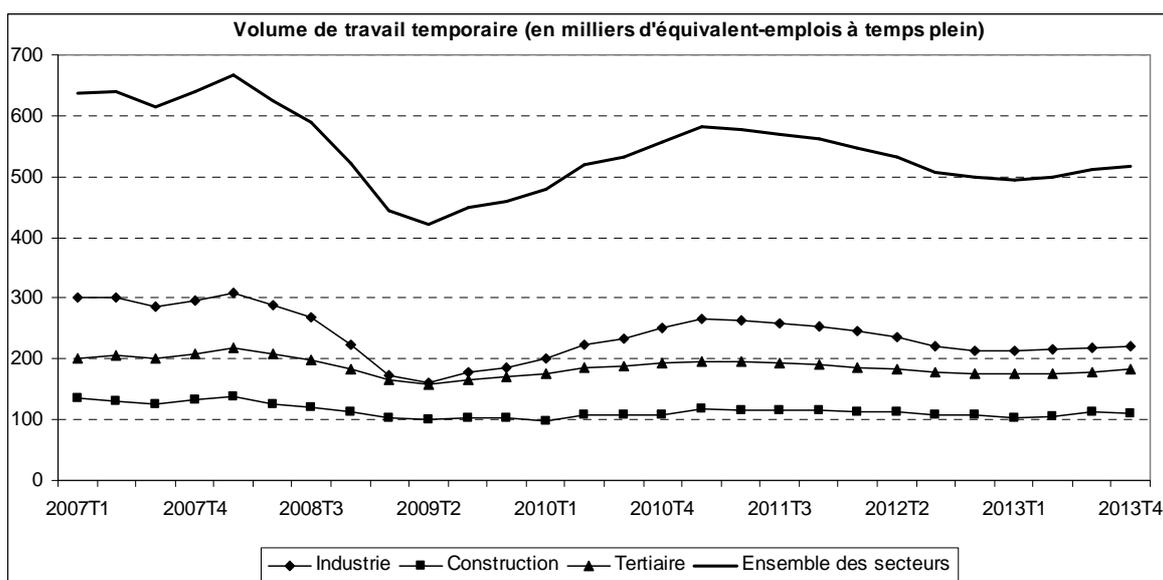
Source : Insee, Comptes des Services, base 2010



Source : Indices de prix dans les services aux entreprises, Insee



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010



Source : Dares, exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

La production

ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
							en %
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
NZ	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	77 à 82	1,8	3,6	-1,5	-0,5	1,0
GN77Z	Activités de location et location-bail	77	-0,6	1,6	0,0	0,1	1,0
HN77Z1	Location et location-bail de véhicules automobiles	77.1	-5,1	-1,8	0,3	-0,6	0,2
HN77Z2	Location et location-bail de biens personnels et domestiques	77.2	3,8	3,1	4,1	3,0	2,0
HN77Z3	Location et location-bail d autres machines, équipements et biens	77.3	0,4	1,8	1,0	1,3	0,6
HN77Z4	Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soum. à copyright	77.4	1,6	4,0	-2,3	-1,4	1,8
GN78Z	Activités liées à l emploi	78	10,4	4,8	-7,7	-5,7	1,3
GN79Z	Activ. agences voyage, voyagistes, serv. résa. & activ. connexes	79	2,6	1,0	-9,7	-1,3	2,1
HN79Z1	Activités des agences de voyage et voyagistes	79.1	2,5	6,3	-9,9	-1,9	2,6
HN79Z2	Autres services de réservation et activités liées	79.9	3,2	-20,0	-8,7	1,9	-0,3
GN80Z	Enquêtes et sécurité	80	2,7	-1,4	4,1	0,4	-0,4
GN81Z	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81	1,8	4,6	3,3	4,3	0,5
GN82Z	Activ. administratives & autres activ. soutien aux entreprises	82	-0,6	5,9	-0,7	-0,1	1,0
HN82Z1	Activités administratives	82.1	-3,5	-3,4	3,1	3,4	2,2
HN82Z2	Activités de centres d appels	82.2	6,5	-0,9	1,3	5,0	2,0
HN82Z3	Organisation de salons professionnels et congrès	82.3	11,6	1,2	0,5	0,1	2,0
HN82Z4	Activités de soutien aux entreprises n.c.a.	82.9	-1,7	7,7	-1,3	-0,9	0,8

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN							
Niveau de la production en VALEUR							
							en millions d'euros
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
NZ	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	77 à 82	162 733	171 581	173 234	173 922	176 926
GN77Z	Activités de location et location-bail	77	52 379	54 069	54 636	54 668	55 413
HN77Z1	Location et location-bail de véhicules automobiles	77.1	15 003	14 971	15 215	15 053	15 087
HN77Z2	Location et location-bail de biens personnels et domestiques	77.2	3 794	4 004	4 194	4 274	4 364
HN77Z3	Location et location-bail d autres machines, équipements et biens	77.3	17 473	18 162	18 526	18 619	18 806
HN77Z4	Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soum. à copyright	77.4	16 109	16 932	16 701	16 722	17 156
GN78Z	Activités liées à l emploi	78	29 643	31 902	30 139	28 722	29 353
GN79Z	Activ. agences voyage, voyagistes, serv. résa. & activ. connexes	79	7 261	7 459	6 850	6 862	7 002
HN79Z1	Activités des agences de voyage et voyagistes	79.1	5 784	6 258	5 718	5 695	5 831
HN79Z2	Autres services de réservation et activités liées	79.9	1 477	1 201	1 132	1 167	1 171
GN80Z	Enquêtes et sécurité	80	7 923	7 961	8 483	8 681	8 761
GN81Z	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81	18 410	19 382	20 393	21 656	21 824
GN82Z	Activ. administratives & autres activ. soutien aux entreprises	82	47 117	50 808	52 733	53 333	54 573
HN82Z1	Activités administratives	82.1	3 791	3 736	4 043	4 226	4 301
HN82Z2	Activités de centres d appels	82.2	3 086	3 089	3 098	3 197	3 231
HN82Z3	Organisation de salons professionnels et congrès	82.3	3 129	3 198	3 311	3 331	3 449
HN82Z4	Activités de soutien aux entreprises n.c.a.	82.9	37 111	40 785	42 281	42 579	43 592

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
NZ	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	77 à 82	1,6	1,8	2,5	0,9	0,8
GN77Z	Activités de location et location-bail	77	1,6	1,6	1,0	0,0	0,4
HN77Z1	Location et location-bail de véhicules automobiles	77.1	3,1	1,6	1,3	-0,5	0,0
HN77Z2	Location et location-bail de biens personnels et domestiques	77.2	1,2	2,3	0,6	-1,1	0,1
HN77Z3	Location et location-bail d autres machines, équipements et biens	77.3	0,5	2,1	1,0	-0,8	0,4
HN77Z4	Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soum. à copyright	77.4	1,6	1,0	1,0	1,5	0,8
GN78Z	Activités liées à l emploi	78	1,8	2,6	2,3	1,1	0,9
GN79Z	Activ. agences voyage, voyagistes, serv. résa. & activ. connexes	79	-0,8	1,7	1,7	1,5	-0,1
HN79Z1	Activités des agences de voyage et voyagistes	79.1	-1,1	1,8	1,4	1,5	-0,2
HN79Z2	Autres services de réservation et activités liées	79.9	0,5	1,6	3,2	1,2	0,7
GN80Z	Enquêtes et sécurité	80	0,8	1,9	2,4	1,9	1,3
GN81Z	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81	1,8	0,6	1,9	1,8	0,3
GN82Z	Activ. administratives & autres activ. soutien aux entreprises	82	1,9	1,9	4,5	1,3	1,3
HN82Z1	Activités administratives	82.1	2,0	2,0	5,0	1,1	-0,4
HN82Z2	Activités de centres d appels	82.2	1,0	1,0	-1,0	-1,7	-0,9
HN82Z3	Organisation de salons professionnels et congrès	82.3	1,0	1,0	3,0	0,5	1,5
HN82Z4	Activités de soutien aux entreprises n.c.a.	82.9	2,0	2,0	5,0	1,6	1,6

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

La demande intérieure

ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN							
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
NZ	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	77 à 82					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,8	1,6	-1,0	0,6	1,2
	Demande de consommation finale		2,5	1,0	1,3	0,7	1,5
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN77Z	Activités de location et location-bail	77					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,9	-0,2	1,2	4,5	1,1
	Demande de consommation finale		1,7	1,3	3,0	1,5	1,8
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z1	Location et location-bail de véhicules automobiles	77.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-5,4	-1,8	0,4	-0,5	0,2
	Demande de consommation finale		-2,0	-1,6	-0,3	-0,8	0,9
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z2	Location et location-bail de biens personnels et domestiques	77.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		14,9	13,9	5,4	11,1	1,5
	Demande de consommation finale		2,9	2,2	4,0	2,2	2,1
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z3	Location et location-bail d autres machines, équipements et biens	77.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,4	0,9	2,4	1,7	2,3
	Demande de consommation finale		0,0	0,0	2,6	0,0	0,0
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z4	Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soum.à copyright	77.4					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8,0	-0,3	0,2	14,0	0,3
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN78Z	Activités liées à l'emploi	78					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		9,9	4,7	-7,2	-5,4	1,3
	Demande de consommation finale		0,8	1,9	2,8	-4,4	-0,7
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN79Z	Activ. Agences voyage, voyagistes, serv. résa. & activ. connexes	79					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,5	1,4	-12,5	-1,6	2,1
	Demande de consommation finale		8,1	0,0	-2,8	-0,7	2,2
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN79Z1	Activités des agences de voyage et voyagistes	79.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,5	8,1	-11,7	-1,7	2,6
	Demande de consommation finale		2,2	-0,1	-2,8	-2,5	2,6
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN79Z2	Autres services de réservation et activités liées	79.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-12,7	-48,8	-25,2	1,7	-8,1
	Demande de consommation finale		18,0	0,0	-2,8	1,9	1,7
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN							
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
GN80Z	Enquêtes et sécurité	80					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,7	-1,4	4,1	0,4	-0,4
	Demande de consommation finale		0,0	1,8	3,5	0,0	1,7
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN81Z	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	4,8	3,4	4,5	0,5
	Demande de consommation finale		-1,8	2,0	1,7	1,6	0,1
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN82Z	Activ. administratives & autres activ. soutien aux entreprises	82					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6,3	0,7	-0,1	-0,5	1,6
	Demande de consommation finale		-1,9	-1,9	-1,2	-1,1	0,4
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN82Z1	Activités administratives	82.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,1	-7,2	3,5	3,2	2,5
	Demande de consommation finale		-5,6	0,0	0,0	0,0	0,0
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN82Z2	Activités de centres d appels	82.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		13,7	-4,8	1,6	4,8	2,4
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN82Z3	Organisation de salons professionnels et congrès	82.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		21,3	-2,9	1,1	0,0	2,5
	Demande de consommation finale		-1,6	-2,0	-1,2	-1,2	0,4
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN82Z4	Activités de soutien aux entreprises n.c.a.	82.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,1	2,2	-0,7	-1,3	1,4
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR

en millions d'euros

Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
NZ	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	77 à 82					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		157 249	162 666	165 176	167 712	171 016
	Demande de consommation finale		8 672	8 899	9 111	9 256	9 476
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN77Z	Activités de location et location-bail	77					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		46 199	46 884	47 973	50 070	50 796
	Demande de consommation finale		4 677	4 831	5 004	5 108	5 225
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z1	Location et location-bail de véhicules automobiles	77.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		13 893	13 870	14 114	13 958	13 988
	Demande de consommation finale		1 110	1 101	1 101	1 095	1 099
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z2	Location et location-bail de biens personnels et domestiques	77.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		303	351	371	341	319
	Demande de consommation finale		3 491	3 653	3 823	3 933	4 045
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z3	Location et location-bail d autres machines, équipements et biens	77.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		18 942	19 510	20 178	20 370	20 914
	Demande de consommation finale		76	77	80	80	81
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z4	Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soum.à copyright	77.4					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		13 061	13 153	13 310	15 401	15 575
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN78Z	Activités liées à l'emploi	78					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		31 098	33 411	31 710	30 335	31 019
	Demande de consommation finale		269	281	295	286	286
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN79Z	Activ. Agences voyage, voyagistes, serv. résa. & activ. connexes	79					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5 132	5 293	4 700	4 696	4 784
	Demande de consommation finale		2 129	2 166	2 150	2 166	2 218
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN79Z1	Activités des agences de voyage et voyagistes	79.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4 528	4 980	4 459	4 448	4 555
	Demande de consommation finale		1 256	1 278	1 259	1 247	1 276
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN79Z2	Autres services de réservation et activités liées	79.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		604	313	241	248	229
	Demande de consommation finale		873	888	891	919	942
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR

en millions d'euros

Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
GN80Z	Enquêtes et sécurité	80					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7 868	7 901	8 422	8 620	8 699
	Demande de consommation finale		55	57	60	60	62
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN81Z	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		16 848	17 763	18 711	19 924	20 070
	Demande de consommation finale		1 281	1 304	1 341	1 376	1 418
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN82Z	Activ. administratives & autres activ. soutien aux entreprises	82					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		50 104	51 414	53 660	54 067	55 648
	Demande de consommation finale		261	260	261	260	267
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN82Z1	Activités administratives	82.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3 852	3 644	3 958	4 131	4 218
	Demande de consommation finale		17	18	18	18	19
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN82Z2	Activités de centres d appels	82.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3 150	3 028	3 047	3 138	3 184
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN82Z3	Organisation de salons professionnels et congrès	82.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 950	2 891	3 014	3 028	3 150
	Demande de consommation finale		244	242	243	242	248
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN82Z4	Activités de soutien aux entreprises n.c.a.	82.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		40 152	41 851	43 641	43 770	45 096
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
NZ	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	77 à 82					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,6	1,8	2,6	0,9	0,8
	Demande de consommation finale		0,9	1,6	1,1	0,8	0,8
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN77Z	Activités de location et location-bail	77					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,6	1,7	1,1	-0,2	0,4
	Demande de consommation finale		1,7	2,0	0,6	0,5	0,5
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z1	Location et location-bail de véhicules automobiles	77.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,1	1,7	1,4	-0,6	0,0
	Demande de consommation finale		3,1	0,8	0,3	0,3	-0,5
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z2	Location et location-bail de biens personnels et domestiques	77.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	1,7	0,3	-17,2	-7,8
	Demande de consommation finale		1,2	2,4	0,6	0,6	0,8
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z3	Location et location-bail d autres machines, équipements et biens	77.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,5	2,1	1,0	-0,8	0,4
	Demande de consommation finale		2,7	1,3	1,3	0,0	1,3
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z4	Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soum.à copyright	77.4					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,6	1,0	1,0	1,5	0,8
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN78Z	Activités liées à l'emploi	78					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,8	2,6	2,3	1,1	0,9
	Demande de consommation finale		1,5	2,6	2,1	1,4	0,7
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN79Z	Activ. Agences voyage, voyagistes, serv. résa. & activ. connexes	79					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,2	1,7	1,4	1,5	-0,2
	Demande de consommation finale		0,1	1,8	2,1	1,4	0,2
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN79Z1	Activités des agences de voyage et voyagistes	79.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,4	1,7	1,4	1,5	-0,2
	Demande de consommation finale		0,1	1,8	1,4	1,5	-0,2
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN79Z2	Autres services de réservation et activités liées	79.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	1,3	3,0	1,2	0,4
	Demande de consommation finale		0,2	1,7	3,2	1,2	0,7
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement

en %

Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
GN80Z	Enquêtes et sécurité	80					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,8	1,9	2,4	1,9	1,3
	Demande de consommation finale		1,9	1,8	1,7	0,0	1,6
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN81Z	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,8	0,6	1,9	1,9	0,2
	Demande de consommation finale		-0,7	-0,2	1,1	1,0	2,9
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN82Z	Activ. administratives & autres activ. soutien aux entreprises	82					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,9	1,9	4,5	1,3	1,3
	Demande de consommation finale		0,4	1,6	1,6	0,8	2,3
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN82Z1	Activités administratives	82.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,0	2,0	5,0	1,1	-0,4
	Demande de consommation finale		0,0	5,9	0,0	0,0	5,6
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN82Z2	Activités de centres d appels	82.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	1,0	-1,0	-1,7	-0,9
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN82Z3	Organisation de salons professionnels et congrès	82.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	0,9	3,1	0,5	1,4
	Demande de consommation finale		0,4	1,3	1,7	0,8	2,1
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN82Z4	Activités de soutien aux entreprises n.c.a.	82.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,0	2,0	5,0	1,6	1,6
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

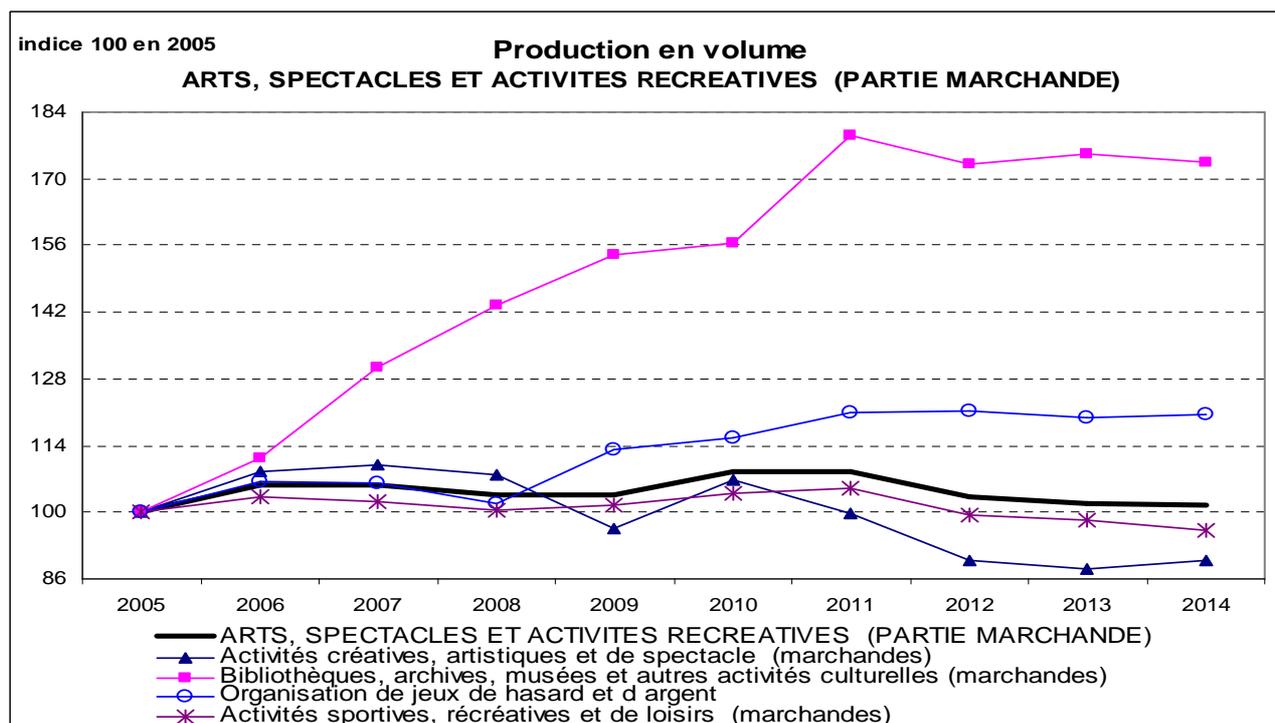
Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

Section R - Arts, spectacles et activités récréatives

En 2014, la consommation des activités culturelles et de loisir progresse

En 2014, la consommation des ménages arts, spectacles et activités récréatives, qui représente les trois quarts de la demande intérieure, progresse de 1 % en volume, de 2 % en valeur. La production décroît légèrement en volume (- 0,4 %) mais progresse en valeur (+ 0,3 %).



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010

La production des **activités créatives, artistiques et de spectacle** croît de 1,8 % en volume en 2014, soutenue par une hausse sensible de la consommation (+ 3,0 %). Les prix moyens sont stables (- 0,1 %).

La production en volume des **bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles marchandes** baisse de 0,9 % en 2014. Les musées résistent néanmoins, avec en particulier une nouvelle fréquentation record des musées de la ville de Paris (+ 11 % après + 27 % en 2013).

En 2014, la production des **jeux de hasard et d'argent** augmente de + 0,6 % en volume, de + 0,9 % en valeur, tirée par les **paris sportifs**.

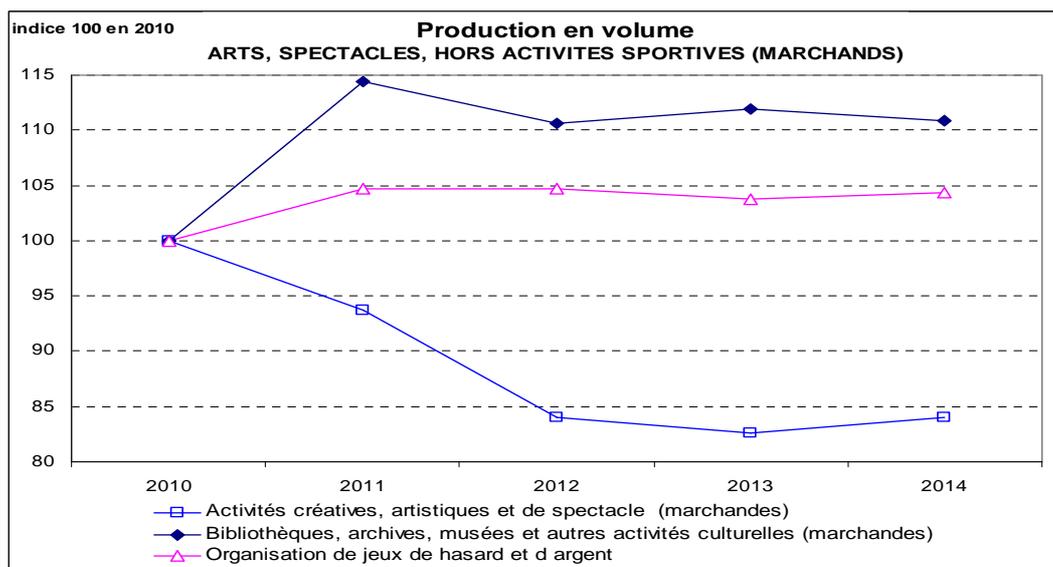
Les mises des **paris sportifs** sont en hausse de 31 %, notamment en lien avec la coupe du monde de football (représentant près de 10 % des mises sur les paris sportifs). Sur l'année 2014, la progression des mises ne concerne pas que le football (63 % des mises), mais également le basketball (+ 49 %, tiré par la coupe du monde), le tennis (+ 18 % avec l'effet coupe Davis) et le rugby (+ 23 %). Pour les **autres jeux en lignes**, l'activité des paris hippiques et du poker continue de se dégrader : mises en baisse de 7 % pour les paris hippiques, - 14 % pour les mises de cash-game.

Selon leurs rapports publics, l'activité de la Française des jeux (+ 5,2 % de mises) reste dynamique (notamment + 20 % pour les paris sportifs, hausse également des jeux de grattage) ; celle du PMU se tasse (- 2,2 % d'enjeux, dont - 5,0 % pour les paris hippiques), le Produit Brut des Jeux (PBJ) étant cette fois négatif (- 2,2 % malgré la forte hausse des paris sportifs (+ 22 %)). Les casinos sont toujours à la peine, bien que la baisse soit atténuée par rapport à 2013 (PBJ en recul de 2,6 % après - 4,2 % en 2013).

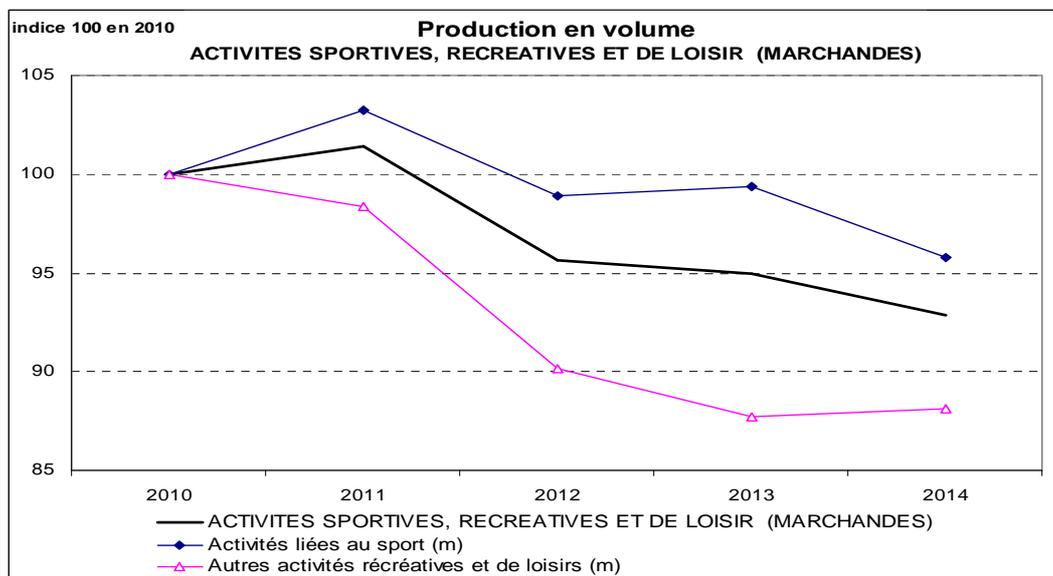
En 2014, les **activités sportives, récréatives et de loisirs marchandes** reculent plus fortement en volume qu'en 2013 : - 2,2 % contre - 0,7 %, sous l'influence cette fois des autres activités récréatives et de loisirs marchandes.

La production des activités marchandes liées au sport diminue en 2014 : - 3,6 % en volume (+ 0,5 % en 2013). En 2014, la hausse continue du chiffre d'affaires des centres de culture physique ne compense pas celui en berne de la gestion d'installations sportives et des activités des clubs de sport. Cependant, comme en 2013, la consommation des ménages progresse (+ 1,2 %).

La production des autres activités récréatives et de loisirs marchandes progresse en 2014 (+ 0,4 % en volume, - 2,7 % en 2013), + 2,1 % en valeur. Si le principal parc d'attraction, Eurodisney, enregistre une activité en baisse, les autres tirent leur épingle du jeu, grâce au succès de leurs nouvelles attractions (deux d'entre eux ont reçu de prestigieuses récompenses internationales⁸).

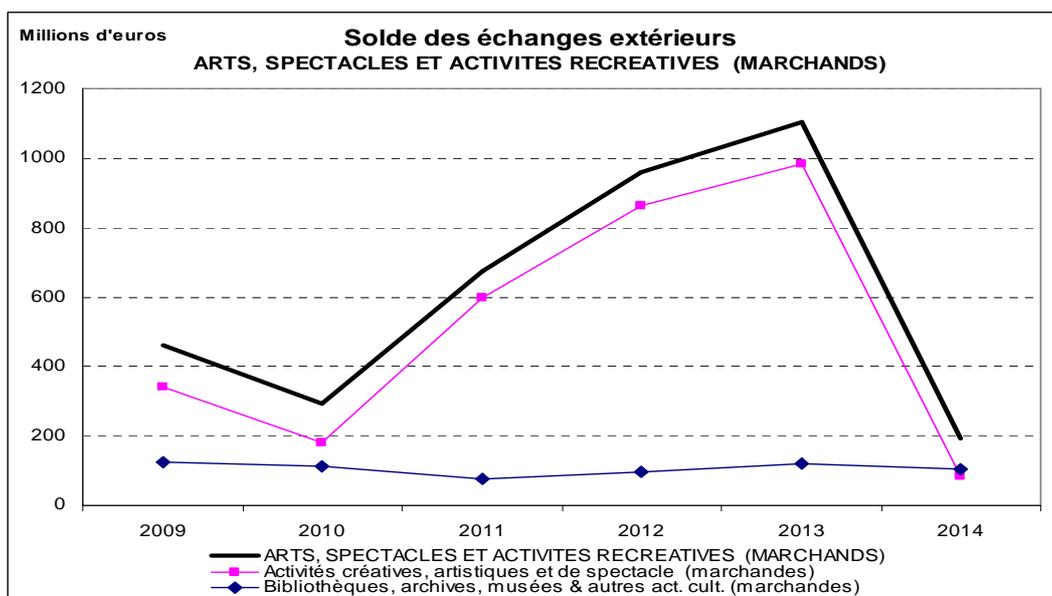


Source : Insee, Comptes des Services, base 2010

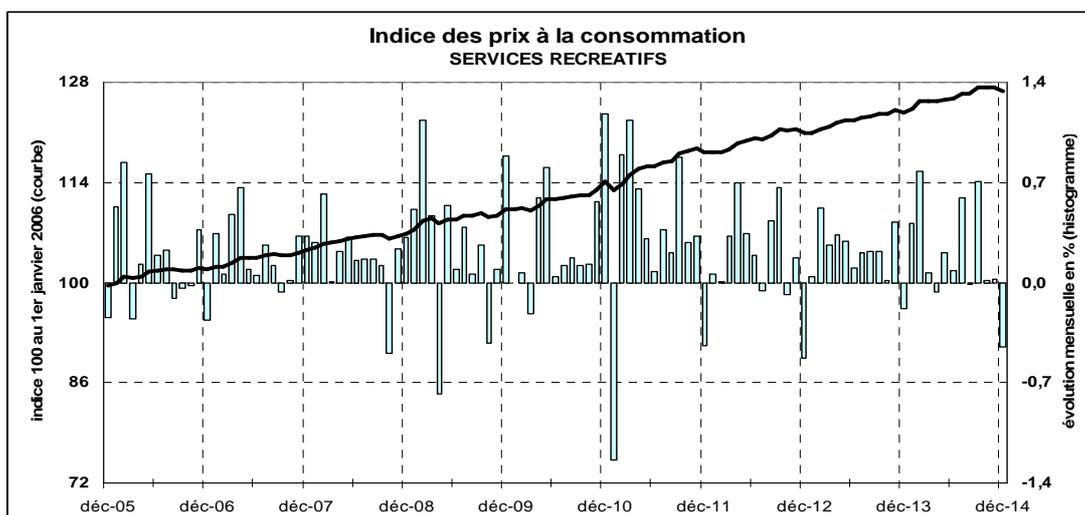


Source : Insee, Comptes des Services, base 2010

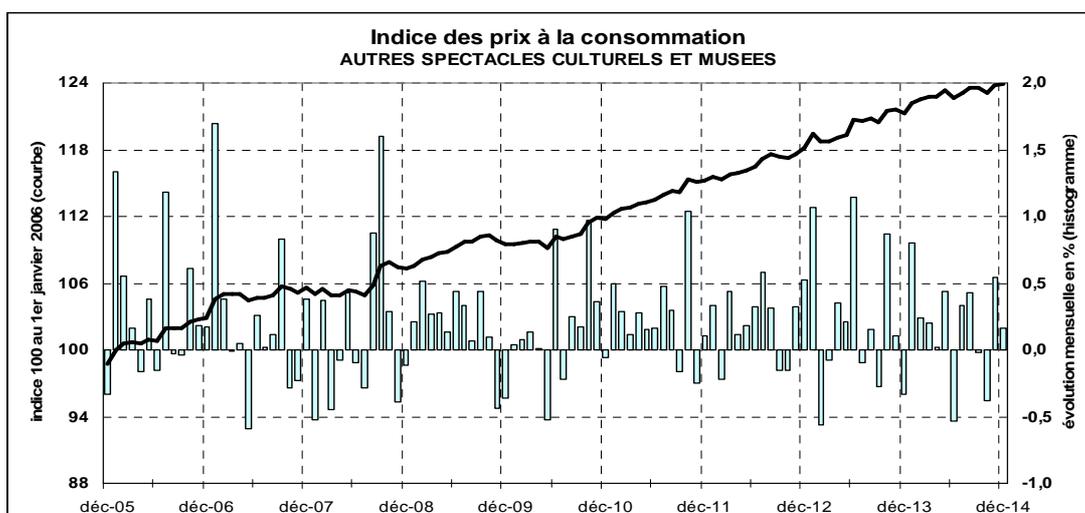
⁸ Le Puy du Fou a remporté l'« Applause Award », prestigieuse gratification décernée tous les deux ans par l'International Association of Amusement Parks and Attractions (IAAPA), qui réunit plus de 4 500 parcs dans le monde. Le Futuroscope a reçu le "Thea Award for Outstanding Achievement", décerné par l'association américaine Themed Entertainment, pour la Machine à Voyager dans le Temps, nouvelle attraction de l'année du parc poitevin qui met en scène les Lapins Crétins.



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010



Source : Indice des prix à la consommation, Insee



Source : Indice des prix à la consommation, Insee

La production

ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
RZ marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93	4,7	0,5	-5,4	-1,0	-0,4
GR90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle (marchandes)	90	11,3	-6,3	-10,3	-1,7	1,8
GR91M	Bibliothèques, archives, musées & autres act. cult. (marchandes)	91	1,7	14,4	-3,3	1,2	-0,9
GR92Z	Organisation de jeux de hasard et d argent	92	2,2	4,7	0,0	-1,0	0,6
GR93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs (marchandes)	93	2,6	1,4	-5,7	-0,7	-2,2
HR93M1	Activités liées au sport (m)	93.1	3,4	3,2	-4,2	0,5	-3,6
HR93M2	Autres activités récréatives et de loisirs (m)	93.2	1,4	-1,6	-8,3	-2,7	0,4

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands							
Niveau de la production en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
RZ marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93	19 037	19 529	19 145	19 434	19 501
GR90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle (marchandes)	90	5 172	5 059	4 698	4 706	4 782
GR91M	Bibliothèques, archives, musées & autres act. cult. (marchandes)	91	430	511	508	530	537
GR92Z	Organisation de jeux de hasard et d argent	92	4 961	5 061	5 303	5 417	5 464
GR93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs (marchandes)	93	8 474	8 898	8 636	8 781	8 718
HR93M1	Activités liées au sport (m)	93.1	5 296	5 607	5 496	5 654	5 526
HR93M2	Autres activités récréatives et de loisirs (m)	93.2	3 178	3 291	3 140	3 127	3 192

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
RZ marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93	0,9	2,1	3,6	2,5	0,7
GR90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle (marchandes)	90	-1,1	4,4	3,6	1,9	-0,1
GR91M	Bibliothèques, archives, musées & autres act. cult. (marchandes)	91	3,4	3,9	2,8	3,1	2,3
GR92Z	Organisation de jeux de hasard et d argent	92	0,4	-2,6	4,7	3,2	0,2
GR93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs (marchandes)	93	2,3	3,6	2,9	2,4	1,5
HR93M1	Activités liées au sport (m)	93.1	2,1	2,6	2,3	2,4	1,4
HR93M2	Autres activités récréatives et de loisirs (m)	93.2	2,6	5,3	4,1	2,4	1,6

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

La demande intérieure

ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands								en %
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
RZ marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		10,8	-2,9	-17,0	-4,0	12,8	
	Demande de consommation finale		3,3	0,3	-1,1	-0,5	1,0	
	Demande pour investissement		-3,3	-13,8	42,3	1,7	-7,5	
	<i>Dont : entreprises</i>		18,2	-84,6	na	-3,0	0,0	
	<i>ménages</i>							
GR90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle (marchandes)	90						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		31,5	-23,6	-47,0	-19,4	125,8	
	Demande de consommation finale		7,8	-7,5	-3,1	0,5	3,0	
	Demande pour investissement		-3,3	-13,8	42,3	1,7	-7,5	
	<i>Dont : entreprises</i>		18,2	-84,6	na	-3,0	0,0	
	<i>ménages</i>							
GR91M	Bibliothèques, archives, musées & autres act. cult. (marchandes)	91						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		30,2	35,2	-9,7	-5,9	10,5	
	Demande de consommation finale		-0,4	5,5	0,4	-1,0	-0,7	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GR92Z	Organisation de jeux de hasard et d argent	92						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations							
	Demande de consommation finale		2,2	4,7	0,0	-1,0	0,6	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GR93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs (marchandes)	93						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,5	4,3	-7,6	-0,9	-4,7	
	Demande de consommation finale		2,3	-2,2	-2,1	0,0	0,5	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HR93M1	Activités liées au sport (m)	93.1						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,3	4,4	-4,1	0,1	-6,3	
	Demande de consommation finale		2,1	0,5	-3,9	1,8	1,2	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HR93M2	Autres activités récréatives et de loisirs (m)	93.2						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-3,2	4,2	-19,5	-4,6	1,9	
	Demande de consommation finale		2,4	-4,1	-0,8	-1,3	-0,1	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands							Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR	
							en millions d'euros	
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
RZ marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6 379	6 398	5 448	5 323	6 056	
	Demande de consommation finale		16 962	17 597	17 806	17 989	18 346	
	Demande pour investissement		87	78	115	120	111	
	<i>Dont : entreprises</i>		13	2	33	33	33	
	<i>ménages</i>							
GR90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle (marchandes)	90						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 899	1 514	830	682	1 538	
	Demande de consommation finale		3 369	3 254	3 265	3 342	3 438	
	Demande pour investissement		87	78	115	120	111	
	<i>Dont : entreprises</i>		13	2	33	33	33	
	<i>ménages</i>							
GR91M	Bibliothèques, archives, musées & autres act. cult. (marchandes)	91						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		219	308	286	275	309	
	Demande de consommation finale		256	280	289	295	300	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GR92Z	Organisation de jeux de hasard et d argent	92						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations							
	Demande de consommation finale		8 528	9 165	9 299	9 283	9 438	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GR93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs (marchandes)	93						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4 261	4 576	4 332	4 366	4 209	
	Demande de consommation finale		4 809	4 898	4 953	5 069	5 170	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HR93M1	Activités liées au sport (m)	93.1						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3 296	3 529	3 462	3 520	3 338	
	Demande de consommation finale		2 010	2 073	2 037	2 123	2 179	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HR93M2	Autres activités récréatives et de loisirs (m)	93.2						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		965	1 047	870	846	871	
	Demande de consommation finale		2 799	2 825	2 916	2 946	2 991	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
RZ marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,2	3,3	2,6	1,7	0,8
	Demande de consommation finale		0,7	3,4	2,4	1,5	1,0
	Demande pour investissement		-1,1	4,0	3,6	2,6	0,0
	<i>Dont : entreprises</i>		0,0	0,0	3,1	3,1	0,0
	<i>ménages</i>						
GR90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle (marchandes)	90					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,2	4,4	3,4	1,9	-0,1
	Demande de consommation finale		-1,2	4,4	3,6	1,9	-0,1
	Demande pour investissement		-1,1	4,0	3,6	2,6	0,0
	<i>Dont : entreprises</i>		0,0	0,0	3,1	3,1	0,0
	<i>ménages</i>						
GR91M	Bibliothèques, archives, musées & autres act. cult. (marchandes)	91					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,8	4,1	2,9	2,2	1,6
	Demande de consommation finale		3,2	3,7	2,8	3,1	2,4
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GR92Z	Organisation de jeux de hasard et d argent	92					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations						
	Demande de consommation finale		0,4	2,6	1,4	0,8	1,0
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GR93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs (marchandes)	93					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,1	2,9	2,5	1,7	1,2
	Demande de consommation finale		2,4	4,1	3,3	2,4	1,5
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HR93M1	Activités liées au sport (m)	93.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,1	2,6	2,3	1,6	1,2
	Demande de consommation finale		2,1	2,6	2,3	2,4	1,4
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HR93M2	Autres activités récréatives et de loisirs (m)	93.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	4,1	3,2	1,9	1,0
	Demande de consommation finale		2,6	5,3	4,1	2,4	1,6
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

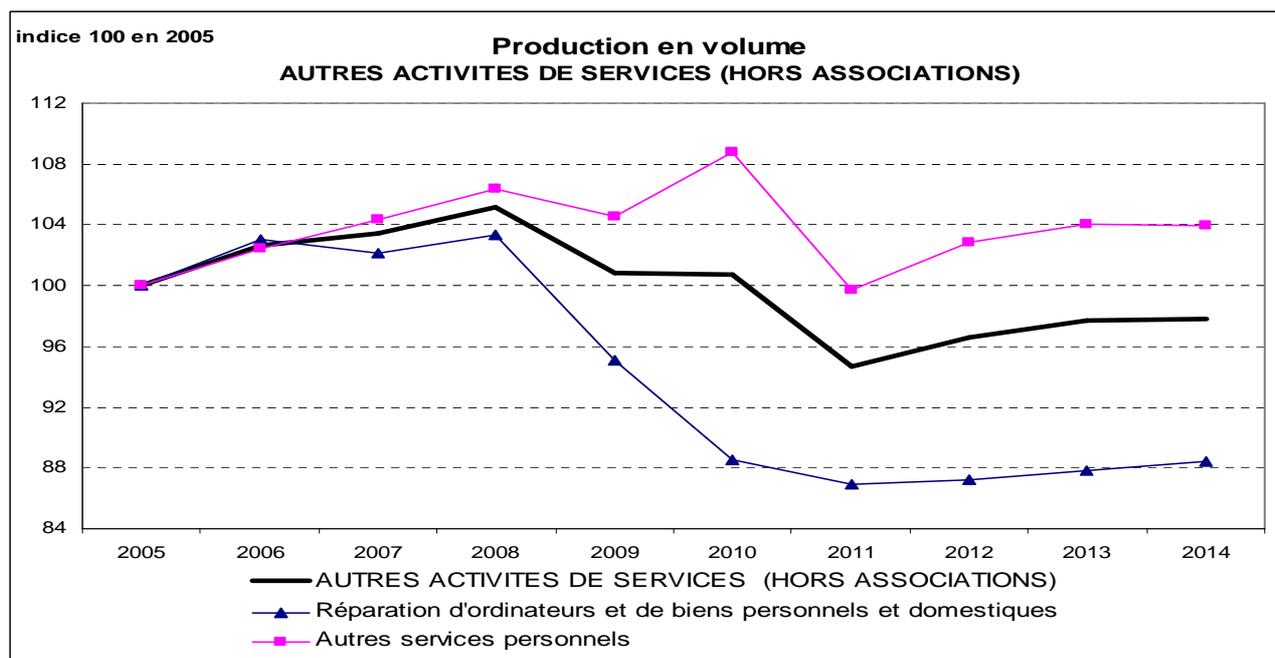
Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

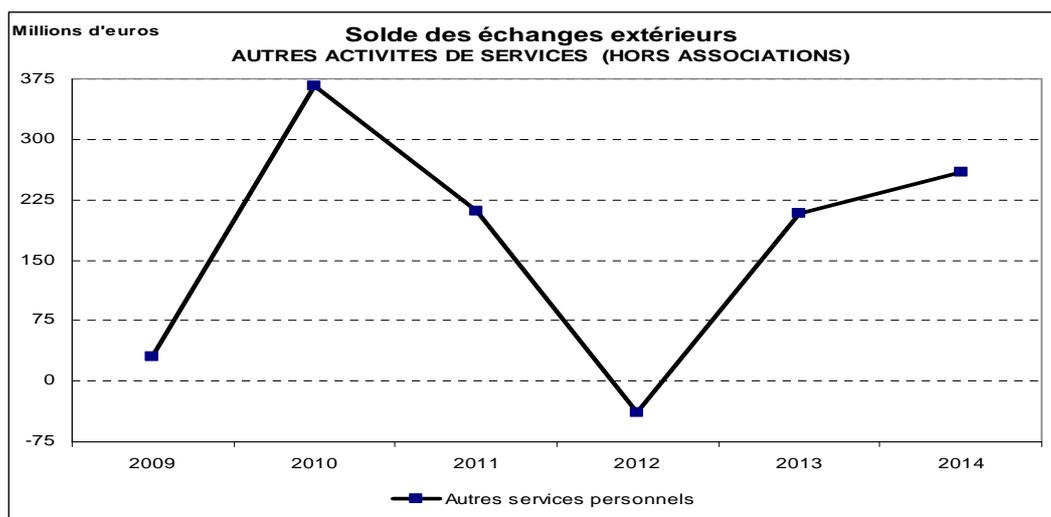
Section S - Autres activités de services

Retour de la morosité dans les Autres services personnels

La croissance de la production en volume de la branche des Autres activités de services, hors secteur associatif, est quasi nulle en 2014 (+ 0,2 %), après + 1,2 % en 2013 et + 1,7 % en 2012. Dans le même temps, les prix ralentissent (+ 1,1 % contre + 1,5 % en 2013). La production se contracte donc fortement en valeur (+ 1,2 % après + 2,7 % en 2013). Elle atteint 25,5 milliards d'euros en 2014.



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010



Source : Insee, Comptes des Services, base 2010

La production en volume de la **Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques**, qui représente 37 % de celle des Autres activités de services, reste en croissance modérée en 2014 (+ 0,6 %, après + 0,8 % en 2013). Cette hausse est tirée par la consommation intermédiaire des entreprises (+ 1,1 %), alors que la consommation des ménages est toujours en baisse (- 0,9 %), même si celle-ci est bien moins marquée que les deux années précédentes (- 2,5 % en 2013, - 3,6 % en 2012). Elle a bénéficié du ralentissement d'un point des prix de vente aux ménages (+ 1,1 % contre + 1,9 % en 2013).

En 2014, la production en volume des **Autres services personnels**, qui représente 63 % de celle des Autres activités de services, est atone (- 0,1 %). Elle diminue régulièrement depuis le sursaut de sortie de crise de 2012 (+ 1,4 % en 2013, + 2,7 % en 2012 après - 7,5 % en 2011). Les prix décélèrent un peu (+ 1,2 % en 2014, + 1,4 % en 2013, + 1,8 % en 2012). La production en valeur ralentit en conséquence (respectivement + 1,1 %, + 2,8 % et + 4,5 %). La consommation des ménages accentue son retrait en volume (- 0,9 % contre - 0,4 % en 2013). Les « soins de beauté » et les « services personnels divers » sont les deux seules activités en croissance en 2014.

La production en volume de la blanchisserie-teinturerie, qui représente 15 % de celle de l'ensemble des « Autres services personnels », connaît un repli en 2014 (- 1,7 %, après + 1,2 % en 2013), pour la première fois depuis la baisse de 2011. La production accélère sa chute en valeur (+ 0,2 % après + 3,1 % en 2013 et + 4,8 % en 2012), tandis que la hausse des prix se maintient (+ 1,9 % contre + 1,8 % en 2013). Le marché se partage à part égale entre les ménages et les entreprises. La consommation des ménages chute en volume en 2014 (- 3,3 % après - 0,1 % en 2013 et + 2,8 % en 2012), alors que les consommations intermédiaires se maintiennent tout juste (+ 0,0 % après + 2,5 % en 2013 et + 2,1 % en 2012).

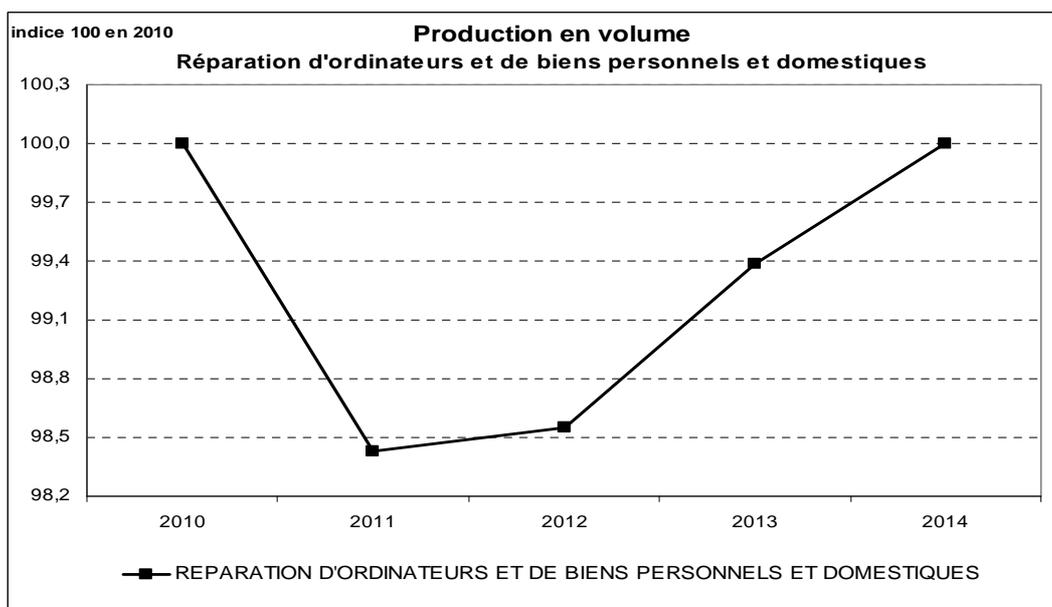
La production en volume de la coiffure, (41 % de celle de l'ensemble des « Autres services personnels »), poursuit sa baisse en 2014 (- 1,0 %), pour la seconde année consécutive (- 1,4 % en 2013), après une timide croissance de + 0,7 % en 2012. Son activité reste morose, en raison d'une hausse soutenue des prix (+ 1,4 % après + 1,2 % en 2013, + 1,7 % en 2012) avec une production stable en valeur. La consommation des ménages, qui constitue quatre cinquièmes des emplois, décroît en volume en 2014 (- 1,4 %), comme en 2013 (- 1,5 %), contre + 2,1 % en 2012.

La production en volume des soins de beauté, (13 % de celle de l'ensemble des « Autres services personnels »), maintient sa croissance : + 2,7 % en 2014 ainsi qu'en 2013, après + 2,2 % en 2012. La hausse des prix fléchit de près d'un point (+ 0,6 % contre + 1,5 % en 2013 et + 1,4 % 2012). La consommation des ménages en volume conserve une croissance soutenue identique à celle de 2012 (+ 2,1 %), après la baisse de 2013 (- 1,3 %).

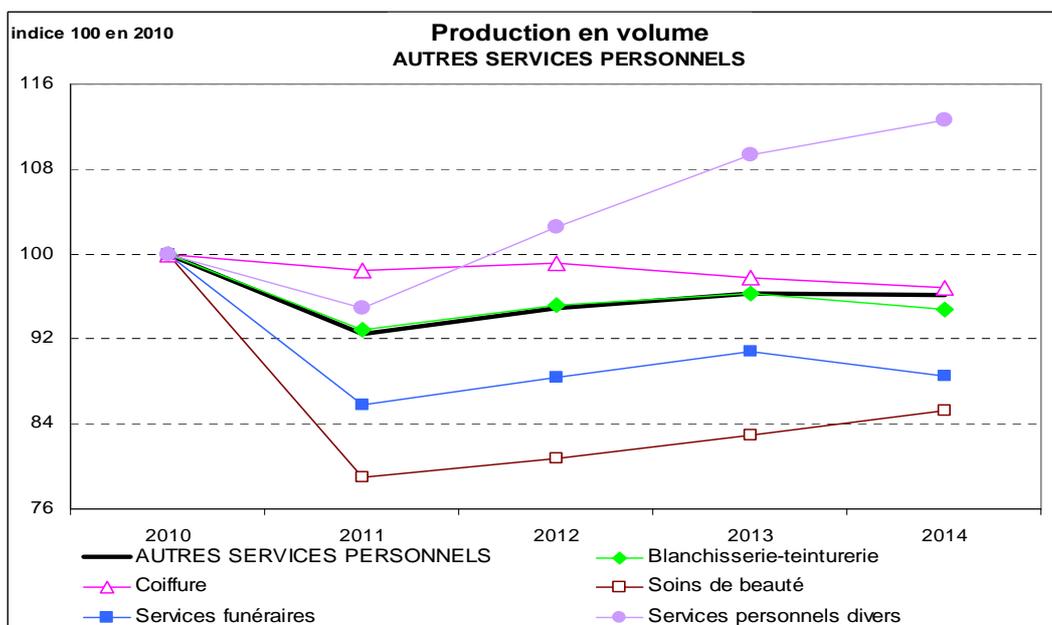
La production en volume des services funéraires, (13 % de celle de l'ensemble des « Autres services personnels »), décroît de 2,5 % en 2014 après deux années de croissance (+ 2,7 % en 2013, + 3,0 % en 2012), en raison d'une baisse de la consommation des ménages en produits funéraires. Celle-ci, qui compte pour 55 % des emplois, décroît en volume de - 3,4 % en 2014, après - 1,0 % en 2013 et + 4,5 % en 2012. L'année 2014 est en effet marquée par des décès moins nombreux qu'en 2012 et 2013. Le rythme d'augmentation des prix reste élevé (+ 2,3 % après + 2,2 % en 2013).

La production en volume des services personnels divers¹, (18 % de celle de l'ensemble des « Autres services personnels »), augmente de + 2,9 % en 2014, mais cette croissance est très inférieure à celle des deux années précédentes (+ 6,7 % en 2013 et + 8,0 % en 2012). La consommation des ménages, qui représente la moitié des emplois, est toujours en croissance en volume (+ 2,5 %), mais poursuit son ralentissement par rapport aux années précédentes (+ 3,5 % en 2013, + 8,4 % en 2012). Les prix chutent de près d'un point (- 0,1 % après + 0,8 % en 2013 comme en 2012).

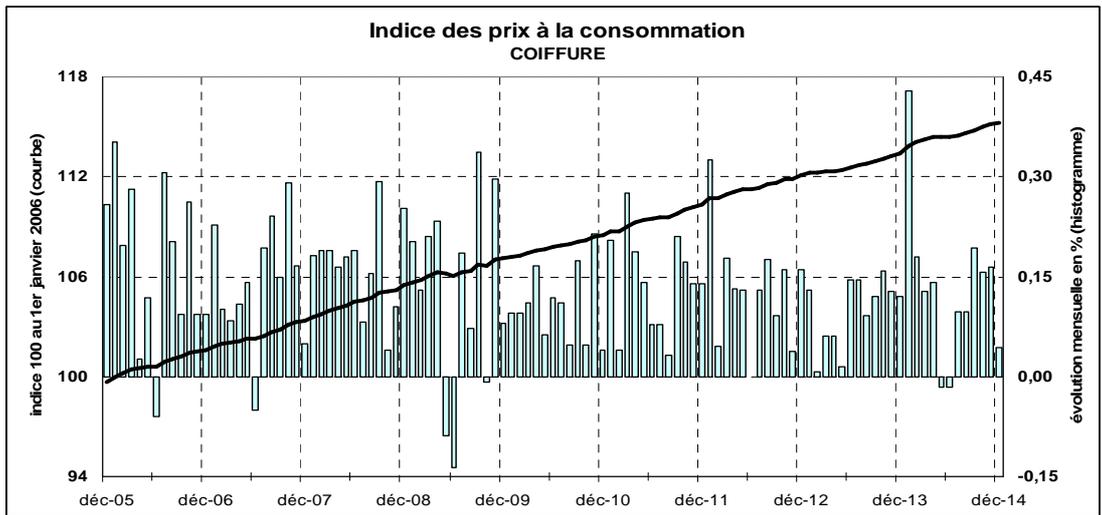
¹ Il s'agit d'un poste très hétérogène de la nomenclature. Il regroupe le conseil en psychologie, les agences matrimoniales, les recherches généalogiques, les toiletteurs pour animaux de compagnie, les studios de tatouage,



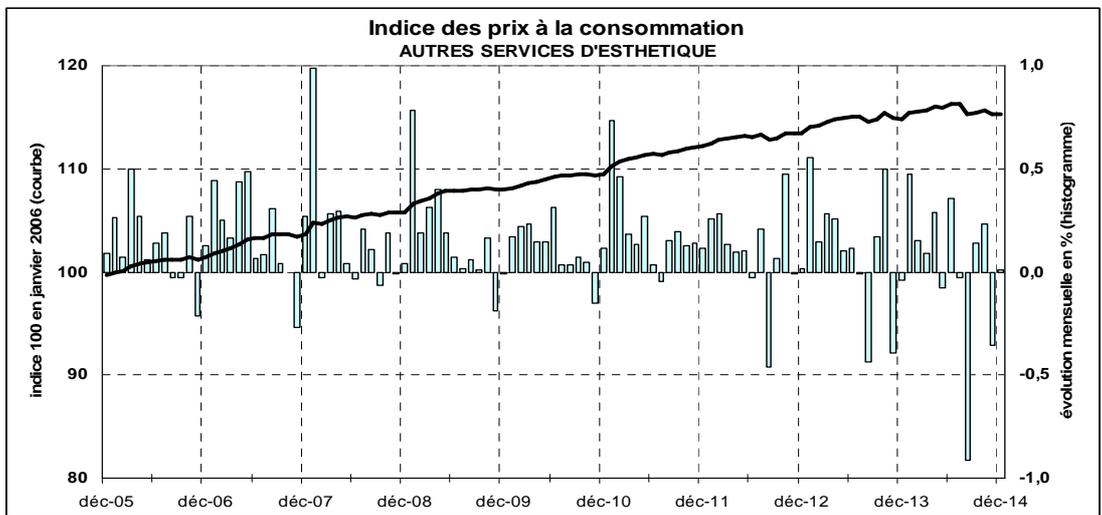
Source : Insee, Comptes des Services, base 2010



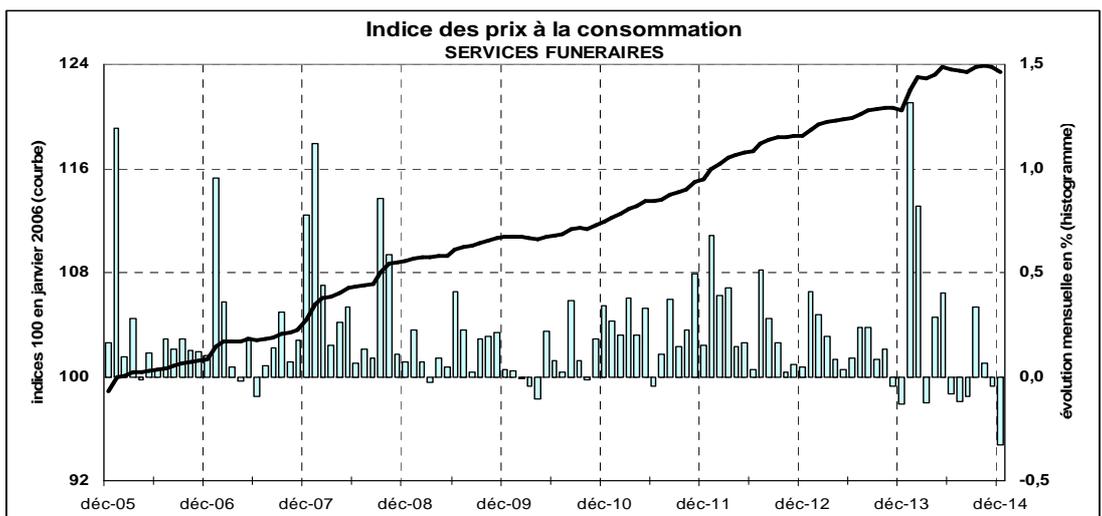
Source : Insee, Comptes des Services, base 2010



Source : *Indice des prix à la consommation, Insee*



Source : *Indice des prix à la consommation, Insee*



Source : *Indice des prix à la consommation, Insee*

La production

AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations								en %
Taux de croissance de la production en VOLUME								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
SZ hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96	1,0	-5,4	1,7	1,2	0,2	
GS95Z	Réparation d ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95	-6,6	-1,6	0,1	0,8	0,6	
GS96Z	Autres services personnels	96	5,9	-7,5	2,7	1,4	-0,1	
HS96Z1	Blanchisserie-teinturerie	96.01	5,1	-7,1	2,5	1,2	-1,7	
HS96Z2	Coiffure	96.02A	4,9	-1,6	0,7	-1,4	-1,0	
HS96Z3	Soins de beauté	96.02B	7,1	-21,0	2,2	2,7	2,7	
HS96Z4	Services funéraires	96.03	4,6	-14,2	3,0	2,7	-2,5	
HS96Z5	Autres services personnels	96.04, 96.09	9,5	-5,1	8,0	6,7	2,9	

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations								en millions d'euros
Niveau de la production en VALEUR								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
SZ hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96	24 664	23 799	24 559	25 229	25 535	
GS95Z	Réparation d ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95	8 919	8 999	9 092	9 324	9 460	
GS96Z	Autres services personnels	96	15 745	14 800	15 467	15 905	16 075	
HS96Z1	Blanchisserie-teinturerie	96.01	2 318	2 187	2 291	2 361	2 365	
HS96Z2	Coiffure	96.02A	6 430	6 428	6 581	6 567	6 591	
HS96Z3	Soins de beauté	96.02B	2 274	1 835	1 903	1 983	2 050	
HS96Z4	Services funéraires	96.03	2 175	1 912	2 038	2 139	2 133	
HS96Z5	Autres services personnels	96.04, 96.09	2 548	2 438	2 654	2 855	2 936	

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations								en %
Taux de croissance du PRIX de la production								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
SZ hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96	1,5	2,0	1,5	1,5	1,1	
GS95Z	Réparation d ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95	1,9	2,5	0,9	1,7	0,8	
GS96Z	Autres services personnels	96	1,2	1,6	1,8	1,4	1,2	
HS96Z1	Blanchisserie-teinturerie	96.01	2,0	1,6	2,2	1,8	1,9	
HS96Z2	Coiffure	96.02A	1,4	1,5	1,7	1,2	1,4	
HS96Z3	Soins de beauté	96.02B	1,3	2,1	1,4	1,5	0,6	
HS96Z4	Services funéraires	96.03	1,1	2,5	3,5	2,2	2,3	
HS96Z5	Autres services personnels	96.04, 96.09	0,2	0,8	0,8	0,8	-0,1	

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

La demande intérieure

AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations								en %
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
SZ hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,1	-8,1	3,4	1,6	0,9	
	Demande de consommation finale		0,2	-2,7	1,7	-0,9	-0,8	
	Demande pour investissement		-9,4	0,9	7,9	1,5	2,2	
	<i>Dont : entreprises</i>		-9,3	-1,0	6,9	5,1	2,2	
	<i>ménages</i>							
GS95Z	Réparation d ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-12,2	1,3	-0,6	2,8	1,1	
	Demande de consommation finale		-2,4	-1,0	-3,6	-2,5	-0,9	
	Demande pour investissement		-9,4	0,9	7,9	1,5	2,2	
	<i>Dont : entreprises</i>		-9,3	-1,0	6,9	5,1	2,2	
	<i>ménages</i>							
GS96Z	Autres services personnels	96						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		11,1	-15,0	6,9	0,5	0,7	
	Demande de consommation finale		1,1	-3,3	3,5	-0,3	-0,8	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HS96Z1	Blanchisserie-teinturerie	96.01						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		11,1	-7,6	2,1	2,5	0,0	
	Demande de consommation finale		-0,3	-6,7	2,8	-0,1	-3,3	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HS96Z2	Coiffure	96.02A						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		39,0	-2,7	-6,1	-1,1	1,2	
	Demande de consommation finale		-0,2	-1,3	2,1	-1,5	-1,4	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HS96Z3	Soins de beauté	96.02B						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	-33,2	14,3	-1,8	1,8	
	Demande de consommation finale		1,8	-7,2	2,1	-1,3	2,1	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HS96Z4	Services funéraires	96.03						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-3,9	-28,4	16,3	0,2	-1,5	
	Demande de consommation finale		0,8	-6,2	4,5	-1,0	-3,4	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HS96Z5	Autres services personnels	96.04, 96.09						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,4	-8,3	31,0	3,1	1,6	
	Demande de consommation finale		5,4	-1,8	7,6	3,6	2,6	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations							
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
SZ hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7 426	6 956	7 297	7 533	7 690
	Demande de consommation finale		14 989	14 839	15 340	15 432	15 478
	Demande pour investissement		1 966	2 048	2 212	2 270	2 323
	<i>Dont : entreprises</i>		1 679	1 717	1 838	1 954	2 000
	<i>ménages</i>						
GS95Z	Réparation d ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3 138	3 253	3 270	3 426	3 502
	Demande de consommation finale		3 705	3 753	3 659	3 633	3 640
	Demande pour investissement		1 966	2 048	2 212	2 270	2 323
	<i>Dont : entreprises</i>		1 679	1 717	1 838	1 954	2 000
	<i>ménages</i>						
GS96Z	Autres services personnels	96					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4 288	3 703	4 027	4 107	4 188
	Demande de consommation finale		11 284	11 086	11 681	11 799	11 838
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HS96Z1	Blanchisserie-teinturerie	96.01					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 164	1 093	1 140	1 190	1 212
	Demande de consommation finale		1 154	1 094	1 151	1 171	1 153
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HS96Z2	Coiffure	96.02A					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 103	1 090	1 039	1 040	1 066
	Demande de consommation finale		5 329	5 339	5 544	5 528	5 526
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HS96Z3	Soins de beauté	96.02B					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 035	706	818	815	835
	Demande de consommation finale		1 118	1 059	1 097	1 099	1 129
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HS96Z4	Services funéraires	96.03					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		504	369	443	453	456
	Demande de consommation finale		1 747	1 676	1 809	1 829	1 805
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HS96Z5	Autres services personnels	96.04, 96.09					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		482	445	587	609	619
	Demande de consommation finale		1 936	1 918	2 080	2 172	2 225
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*
SZ hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,3	1,9	1,5	1,6	1,2
	Demande de consommation finale		1,6	1,8	1,7	1,5	1,1
	Demande pour investissement		1,3	3,2	0,1	1,1	0,1
	<i>Dont : entreprises</i>		1,4	3,2	0,2	1,1	0,2
	<i>ménages</i>						
GS95Z	Réparation d ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,4	2,3	1,1	1,9	1,1
	Demande de consommation finale		2,7	2,3	1,2	1,9	1,1
	Demande pour investissement		1,3	3,2	0,1	1,1	0,1
	<i>Dont : entreprises</i>		1,4	3,2	0,2	1,1	0,2
	<i>ménages</i>						
GS96Z	Autres services personnels	96					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,3	1,6	1,7	1,4	1,2
	Demande de consommation finale		1,2	1,6	1,8	1,4	1,2
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HS96Z1	Blanchisserie-teinturerie	96.01					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,0	1,6	2,2	1,8	1,8
	Demande de consommation finale		2,0	1,6	2,3	1,8	1,9
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HS96Z2	Coiffure	96.02A					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,4	1,6	1,6	1,2	1,3
	Demande de consommation finale		1,4	1,5	1,7	1,2	1,4
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HS96Z3	Soins de beauté	96.02B					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,3	2,2	1,4	1,5	0,6
	Demande de consommation finale		1,3	2,1	1,5	1,5	0,6
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HS96Z4	Services funéraires	96.03					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	2,2	3,3	2,0	2,2
	Demande de consommation finale		1,1	2,3	3,3	2,1	2,2
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HS96Z5	Autres services personnels	96.04, 96.09					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,0	0,7	0,7	0,7	0,0
	Demande de consommation finale		0,3	0,9	0,8	0,8	-0,1
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

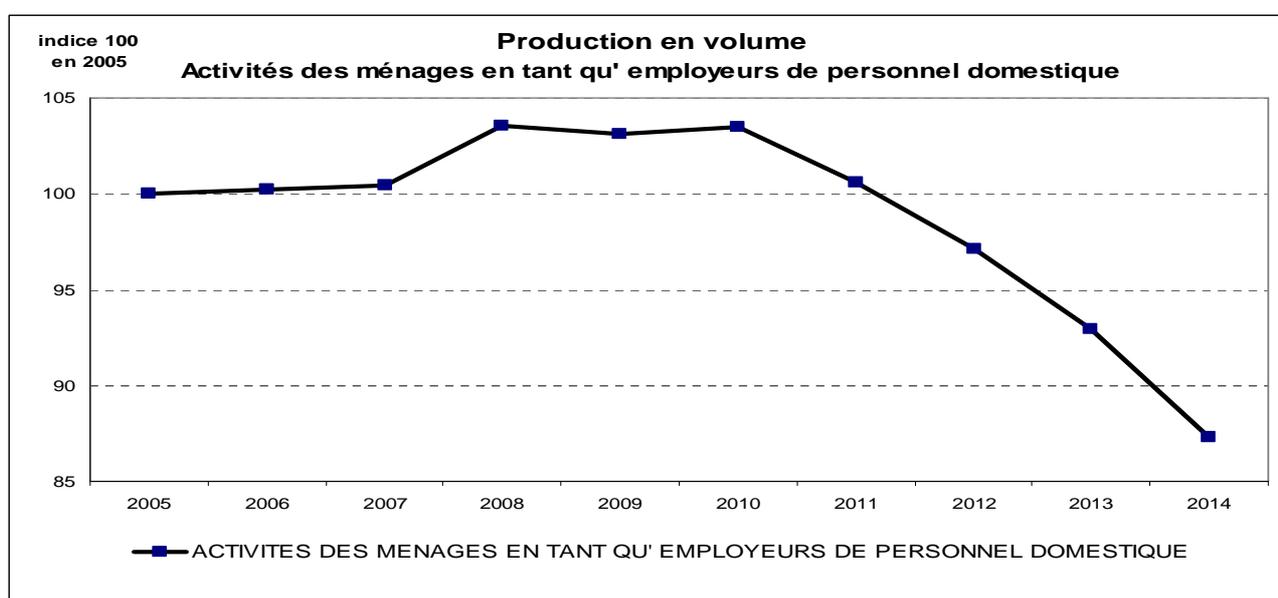
Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

TZ - Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique

Les activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique sont toujours à la peine en 2014

En 2014, la production des Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique diminue de 6,1 % en volume, amplifiant la baisse amorcée en 2010. De fait, la dépense des ménages en services domestiques (GT97Z) est en net repli (- 6,9 % en volume) : selon l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS), ce repli concerne à la fois l'emploi à domicile hors garde d'enfants (ménage, aide à la personne, ...) et la garde d'enfants à domicile.



Source : Insee, comptes des Services, base 2010

La production

Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique		Taux de croissance de la production en VOLUME						en %
Niveau G	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
T97Z	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97	0,3	-2,8	-3,4	-4,3	-6,1	

Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique		Niveau de la production en VALEUR						en millions d'euros
Niveau G	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
T97Z	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97	3 990	3 938	3 850	3 710	3 477	

Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique								en %
Taux de croissance du PRIX de la production								
Niveau G	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
T97Z	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97	-0,2	1,5	1,2	0,7	-0,2	

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

La demande intérieure

Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique								En %
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME								
Niveau G	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
T97Z	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations							
	Demande de consommation finale		0,3	-2,8	-3,4	-4,3	-6,1	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises ménages</i>							

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique								en millions d'euros
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR								
Niveau G	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
T97Z	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations							
	Demande de consommation finale		3 990	3 938	3 850	3 710	3 477	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises ménages</i>							

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique								en %
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement								
Niveau G	Branche	Code NAF 2008	2010	2011	2012	2013*	2014*	
T97Z	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations							
	Demande de consommation finale		-0,2	1,5	1,2	0,7	-0,2	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises ménages</i>							

Source : Insee, comptes des services, base 2010

* : données provisoires

TROISIÈME PARTIE

ANNEXES : Principales révisions sur les comptes des services 2012 et 2013

ANNEXE

Principales révisions intervenues sur les comptes des branches des Services en 2012 et 2013

Avec la campagne 2014-2015 des comptes nationaux, un compte 2012 définitif⁹ s'est substitué au compte 2012 semi-définitif élaboré lors de la campagne 2013-2014, ainsi qu'un compte 2013 semi-définitif au compte 2013 provisoire. Cette note présente les principales révisions intervenues sur les comptes des branches des Services en 2012 et 2013.

1. Production des branches de Services (champ de la Commission des Comptes des Services)

Dans le compte 2012 définitif, la production totale des branches du champ de la CCS a été revue à la hausse d'1,0 milliard en volume et d'1,47 milliard en valeur par rapport au compte semi-définitif (*tableau 1*). L'indice de prix a peu varié et c'est l'évolution en volume qui gagne 0,1 point.

Tableau 1
Production des branches des Services (champ CCS)
(Niveaux en milliers d'euros, évolutions en %)

Nouvelles séries (campagne 2014-2015)	20011d	lvol	2012d	lpix	2012d	lvol	2013sd	lpix	2013sd
Ensemble des branches	1 040 661	1,1	1 052 612	0,8	1 061 309	0,6	1 067 975	0,0	1 067 736
Anciennes séries (campagne 2013-2014)	2011d	lvol	2012sd	lpix	2012sd	lvol	2013p	lpix	2013p
Ensemble des branches	1 040 661	1,1	1 051 605	0,8	1 059 839	0,8	1 068 270	0,1	1 069 296

	Révisions des évolutions (points)				Révisions des niveaux			
	2012		2013		2012		2013	
	lvolume	lprix	lvolume	lprix	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Hébergement et restauration	1,0	0,0	-1,1	0,0	959	983	-60	-32
Édition, audiovisuel et diffusion	-1,0	0,0	-0,6	0,2	-482	-510	-786	-704
Télécommunications	-1,0	-0,1	2,3	-1,0	-651	-694	764	-28
Activités informatiques et services d'information	-2,1	0,0	-1,5	1,3	-1 440	-1 439	-2 510	-1 608
Activités immobilières	0,4	0,0	0,4	-0,5	1 252	1 295	2 462	993
Act. juridiques, comptables, gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques	0,6	0,0	-0,9	0,0	1 151	1 172	-660	-688
Recherche-développement scientifique marchande	2,1	0,0	-0,2	1,0	692	705	655	997
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	2,6	0,1	-1,0	-0,2	766	782	485	405
Activités de services administratifs et de soutien	-0,4	0,1	0,1	-0,1	-765	-583	-451	-708
Arts, spectacles et activités récréatives marchandes	-2,8	1,4	-0,1	0,1	-555	-308	-331	-327
Autres activités de services (partiel)	0,3	-0,1	0,3	0,0	80	67	137	140
Ensemble	0,1	0,0	-0,2	-0,1	1 007	1 470	-295	-1 560

Source : Insee, division services.

Dans le compte 2013 semi-définitif, l'indice de prix a perdu 0,1 point et l'évolution en volume 0,2 point par rapport au compte provisoire (*tableau 1*). La production totale des branches du champ de la CCS a été revue à la baisse de 295 millions en volume et d'1,56 milliard en valeur.

2. Équilibre Ressources-Emplois des Services (champ CCS)

Dans les comptes 2012 définitif et 2013 semi-définitif, les niveaux des importations et des exportations ont été fortement réévalués, en conformité avec la balance des paiements (*tableau 2*). Dans le compte 2012 définitif, la révision des ressources se traduit en emplois, outre l'augmentation des exportations,

⁹ Du fait des délais de disponibilité des sources statistiques, l'estimation d'un compte pour une année donnée fait l'objet de trois estimations successives : provisoire, semi-définitive, définitive.

Pour un compte définitif, la principale source de révision par rapport au compte semi-définitif provient de la disponibilité des données de statistiques annuelles d'entreprises dans leur version définitive.

Pour un compte semi-définitif, les révisions par rapport au compte provisoire proviennent principalement des révisions des sources d'information sur les comptes des administrations publiques et des sociétés financières, de la disponibilité d'informations fines relatives à la consommation des ménages et de la disponibilité des données de statistiques annuelles d'entreprises dans leur version semi-définitive. Ces statistiques annuelles d'entreprises font la synthèse d'informations statistiques et administratives sur les entreprises non financières (déclarations fiscales, enquêtes sectorielles d'entreprises), qui ne sont pas disponibles au moment de la confection du compte provisoire.

Le compte provisoire est en effet élaboré essentiellement à partir d'indicateurs conjoncturels.

Tableau 2
Équilibre Ressources-Emplois des Services (champ CCS)
(Niveaux en milliers d'euros, évolutions en %)

	Révisions des évolutions (points)				Révisions des niveaux			
	2012		2013		2012		2013	
	Ivolume	Iprix	Ivolume	Iprix	Volume	Valeur	Volume	Valeur
PRODUCTION BRANCHE PRIX DE BASE	0,1	0,0	-0,2	-0,1	1 007	1 470	-295	-1 560
PRODUCTION PRODUIT PRIX DE BASE	0,1	0,0	-0,2	-0,1	1 016	1 505	-296	-1 661
IMPORTATIONS	12,7	-0,7	5,9	-0,2	7 581	7 180	11 650	11 473
TOTAL DES RESSOURCES	0,7	0,0	0,2	-0,1	8 437	8 492	11 309	9 609
Consommation Intermédiaire totale	-0,3	0,0	0,5	-0,4	-1 750	-1 553	1 524	-980
Consommation Finale totale	0,2	0,1	0,2	0,0	949	1 288	2 081	1 932
Formation Brute de Capital Fixe totale	0,3	0,0	-0,7	0,7	325	283	-624	308
EXPORTATIONS	13,7	-0,7	-1,1	0,1	8 598	8 156	7 957	7 979
TOTAL DES EMPLOIS	0,7	0,0	0,2	-0,1	8 437	8 492	11 309	9 609
MARCHE INTERIEUR	0,0	0,0	0,3	-0,2	14	503	3 550	1 843

Source : Insee, division services.

par une hausse en volume plus forte de la consommation finale et de la FBCF, au détriment des consommations intermédiaires. Dans le compte 2013 semi-définitif, la consommation finale augmente plus fortement en volume, par contre l'évolution en volume de l'investissement perd 0,7 point. L'indice des prix des consommations intermédiaires est revu à la baisse et celui de l'investissement à la hausse.

3. Valeur ajoutée des branches des Services (champ CCS)

La valeur ajoutée des branches des services est la différence entre leur production et leurs consommations intermédiaires en provenance de toutes les branches de l'économie. Les révisions concernant la valeur ajoutée concentrent donc toutes les révisions opérées sur l'ensemble des branches de l'économie entre deux versions de comptes.

L'évolution de la valeur ajoutée de l'ensemble des services marchands est surtout revue en volume entre les deux versions des comptes de 2012 et 2013 (en hausse respectivement de 0,3 et 0,4 point, *tableau 3*). Cependant, c'est la résultante de révisions, parfois sensibles, qui affectent toutes les branches.

Tableau 3
Valeur ajoutée des branches des Services (champ CCS)
(Niveaux en milliers d'euros, évolutions en %)

Nouvelles séries (campagne 2014-2015)	2011d	Ivol	2012d	Ipx	2012d	Ivol	2013sd	Ipx	2013sd
Ensemble des branches	627 062	0,9	632 914	0,1	633 746	0,7	637 873	-0,2	636 636
Anciennes séries (campagne 2013-2014)	2011d	Ivol	2012sd	Ipx	2012sd	Ivol	2013p	Ipx	2013p
Ensemble des branches	627 062	0,6	630 847	0,1	631 192	0,2	632 536	-0,2	631 556

	Révisions des évolutions (points)				Révisions des niveaux			
	2012		2013		2012		2013	
	Ivolume	Iprix	Ivolume	Iprix	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Ensemble	0,3	0,1	0,4	0,0	2 067	2 554	5 337	5 080
Hébergement et restauration	0,8	0,2	2,5	-0,3	433	531	1 821	1 667
Information et communication	1,1	0,1	1,0	2,4	1 016	1 094	2 070	4 265
Activités immobilières	0,7	-0,1	0,3	-0,6	1 653	1 489	2 198	765
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1,8	0,0	-0,9	0,4	2 182	2 198	1 189	1 676
Activités de services administratifs et de soutien	-2,4	0,2	0,7	-1,2	-2 410	-2 239	-1 468	-2 659
Arts, spectacles et activités récréatives (marchandes)	-7,8	4,7	-0,6	-0,8	-552	-260	-308	-382
Autres activités de services	-1,5	0,0	0,5	-0,5	-255	-259	-165	-252

Source : Insee, division services.

**NOMENCLATURES POUR LES SERVICES MARCHANDS
NAF rév2**

Nomenclature européenne			Nomenclature propre à la comptabilité nationale			Nomenclature officielle détaillée (1)
A21 - Sections	A38	A88 Divis.	A138	Niveau G, proche de A129, niveau français intermédiaire entre divisions et groupes (à 3 chiffres) de la NAF rév2	Niveau H, proche du niveau groupes (à 3 chiffres) de la NAF rév2	
I HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	IZ	55	155Z	Hébergement	I55Z1 Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif I55Z2 Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs I55Z3 Hébergements divers	55.1, 55.2 55.3 55.9
		56	156Z	Restauration	I56Z1 Restaurants et services de restauration mobile I56Z2 Traiteurs et autres services de restauration I56Z3 Services des débits de boissons	56.1 56.2 56.3
		58	J58Z	Édition	J58Z1 Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques J58Z2 Autres éditions de logiciels	58.1, 58.21 58.29
J INFORMATION ET COMMUNICATION	JA Edition, audiovisuel et diffusion	59	J59Z	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision; enregistrement sonore et édition musicale	J59Z1 Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision J59Z2 Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision J59Z3 Enregistrement sonore et édition musicale	59.11, 59.12 59.13, 59.14 59.2
		60	J60Z	Programmation et diffusion	J60Z1 Radiodiffusion J60Z2 Programmation de télévision et télédiffusion	60.1 60.2
		JB	J61Z	Télécommunications	J61Z0 Télécommunications	61.
	JC Activités informatiques et services d'information	62	J62Z	Programmation, conseil et autres activités informatiques	J62Z0 Programmation, conseil et autres activités informatiques	62.
		63	J63Z	Services d'information	J63Z1 Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet J63Z2 Autres services d'information	63.1 63.9
	L ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	LZ		L68A	Activités des marchands de biens immobiliers et activités immobilières pour compte de tiers	L68A1 Activités des marchands de biens immobiliers L68A2 Agences immobilières L68A3 Administration de biens immobiliers
68			L68R	Location et exploitation de biens immobiliers propres ou loués (loyers réels)	L68R1 Location de logements (loyers réels) L68R2 Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20A 68.20B
			L68I	Loyers imputés des logements occupés par leur propriétaire	L68I0 Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)	
M ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	MA Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	69	M69Z	Activités juridiques et comptables	M69Z1 Activités juridiques M69Z2 Activités comptables	69.1 69.2
		70	M70Z	Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	M70Z1 Activités des sièges sociaux M70Z2 Conseil de gestion	70.1 70.2
		71	M71Z	Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	M71Z1 Activités d'architecture et d'ingénierie M71Z2 Activités de contrôle et analyses techniques	71.1 71.2
	MB	72	M72M	Recherche-développement scientifique marchande (2)	M72M0 Recherche-développement scientifique marchande	72.
	MC Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	73	M73Z	Publicité et études de marché	M73Z1 Activités des agences de publicité M73Z2 Régie publicitaire de médias M73Z3 Études de marché et sondages	73.11 73.12 73.2
		74	M74Z	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	M74Z1 Activités spécialisées de design M74Z2 Activités photographiques M74Z3 Traduction et interprétation M74Z4 Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses	74.1 74.2 74.3 74.9
		75	M75Z	Activités vétérinaires	M75Z0 Activités vétérinaires	75.

N ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	NZ	77	N77Z	Activités de location et location-bail	N77Z1 Location et location-bail de véhicules automobiles	77.1
					N77Z2 Location et location-bail de biens personnels et domestiques	77.2
					N77Z3 Location et location-bail d autres machines, équipements et biens	77.3
					N77Z4 Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soumises à copyright	77.4
		78	N78Z	Activités liées à l'emploi	N78Z0 Activités liées à l'emploi	78.
		79	N79Z	Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	N79Z1 Activités des agences de voyage et voyagistes N79Z2 Autres services de réservation et activités liées	79.1 79.9
80	N80Z	Enquêtes et sécurité	N80Z0 Enquêtes et sécurité	80.		
81	N81Z	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	N81Z0 Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81.		
82	N82Z	Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	N82Z1 Activités administratives N82Z2 Activités de centres d appels N82Z3 Organisation de salons professionnels et congrès N82Z4 Activités de soutien aux entreprises diverses	82.1 82.2 82.3 82.9		
R ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES	RZ	90	R90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle marchandes (2)	R90M0 Activités créatives, artistiques et de spectacle marchandes	90.
		91	R91M	Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles marchandes(2)	R91M0 Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles marchandes	91.
		92	R92Z	Organisation de jeux de hasard et d'argent	R92Z0 Organisation de jeux de hasard et d'argent	92.
		93	R93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs marchandes (2)	R93M1 Activités liées au sport marchandes R93M2 Autres activités récréatives et de loisirs marchandes	93.1 93.2
S AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES	SZ	94	S94M	Activités des organisations associatives marchandes	S94M0 Activités des organisations associatives marchandes	94.
		95	S95Z	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	S95Z0 Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95.
		96	S96Z	Autres services personnels	S96Z1 Blanchisserie-teinturerie	96.01
					S96Z2 Coiffure	96.02A
S96Z3 Soins de beauté	96.02B					
S96Z4 Services funéraires	96.03					
S96Z5 Services personnels divers	96.04, 96.09					
T ACTIVITÉS DES MÉNAGES	TZ	97	T97Z	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	T97Z0 Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97.
		98		Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre		98.

(1) NAF rév2 - Les sections sont codées par une lettre, les divisions par 2 chiffres, les groupes 3 chiffres, les classes 4 chiffres, les sous-classes 4 chiffres et une lettre

(2) Il existe pour ces services des activités non marchandes (M72N, R90N, R91N, R93N), qui ne sont pas prises en compte dans ce rapport.

NB : les activités grisées ne sont pas dans le champ de la commission. Les données concernant les activités des ménages en tant qu'employeurs (T97Z) sont néanmoins présentées dans le rapport.